

SECRET.

**REPORT OF THE COURT OF INQUIRY
CONVENED BY ORDER OF H.E. THE HIGH
COMMISSIONER AND COMMANDER-IN-
CHIEF, DATED THE 12TH DAY OF APRIL,
1920.**

INTRODUCTORY NOTE.

The Mission entrusted to the Court was originally as follows:-

"To record the evidence as to the circumstances which gave rise to the disturbances which took place at and near Jerusalem on the occasion of the Nebi Musa Pilgrimage on 4th April and following days."

This mission was subsequently enlarged by the addition of the words (received by cable dated 22nd April 1920 from General Headquarters) "and as to the extent and causes of racial feelings that at present exist in Palestine".

In consequence of this enlargement of the scope of the Inquiry, the Court found themselves committed from a comparatively simple investigation into the circumstances of a local outbreak to a far reaching investigation of racial upstirrings arising out of recent historical events in the Near East.

In the course of the inquiry, the Court sat for a period of fifty days, exclusive of Sundays, and examined one hundred and fifty two witnesses, speaking no less than eight different languages, i.e. English, French, Arabic, Hebrew, Yiddish, Jargon, Russian and Hindustani: the consequent [p2] necessity of working through interpreters considerably lengthened the proceedings. As far as possible, the examination of witnesses was conducted in open court, but in view of the grave political questions raised, permission was asked for and obtained to hear certain portions of the evidence in camera.

SECRET'

**RAPPORT DE LA COUR D'ENQUÊTE
CONVOQUÉE PAR ORDONNANCE DE S.E.
LE HAUT-COMMISSAIRE ET
COMMANDANT EN CHEF, EN DATE DU 12
AVRIL 1920.**

« Rapport de la commission PALIN »

*La traduction et les notes ont été ajoutées par
monbalagan.com*

NOTE INTRODUCTIVE.

La mission confiée à la Cour était à l'origine la suivante :

"Enregistrer les preuves des circonstances qui ont donné lieu aux troubles qui ont eu lieu à Jérusalem et dans les environs à l'occasion du pèlerinage de Nebi Musa² le 4 avril et les jours suivants."

Cette mission a ensuite été élargie par l'ajout des mots (reçus par câble le 22 avril 1920 du quartier général) " et quant à l'ampleur et aux causes des sentiments raciaux qui existent actuellement en Palestine ".

En conséquence de cet élargissement de la portée de l'enquête, la Cour s'est trouvée engagée dans une enquête relativement simple sur les circonstances d'une flambée de violence locale et dans une enquête de grande envergure sur les exactions raciales découlant d'événements historiques récents au Proche-Orient.

Au cours de l'enquête, la Cour a siégé pendant cinquante jours, à l'exclusion des dimanches, et a interrogé cent cinquante-deux témoins, parlant pas moins de huit langues différentes, à savoir l'anglais, le français, l'arabe, l'hébreu, le yiddish, le jargon, le russe et le hindoustani : la nécessité [p2] qui s'est fait jour de travailler avec des interprètes a considérablement allongé les débats. Dans la mesure du possible, l'interrogatoire des témoins s'est déroulé en audience publique, mais compte tenu des graves questions politiques soulevées, on a demandé et obtenu la permission d'entendre à huis clos certaines parties des témoignages.

1 Le Rapport Palin n'a pas été publié.

2 Nabi Moussa -la source de Moïse

A feature of the inquiry was the vigorous attack made upon the administration of O.E.T.A.(S) by the Zionist Commission, who were legally represented by Mr. S. Alexander of the firm of R.S.Devonshire & Co., Advocates, Cairo.

The case for the Arab and Christian population was by no means so well prepared and apparently presented with some reluctance. There was a marked contrast between the keen interest displayed by the Jews throughout the hearing, and the lack of interest of the Moslem and Christian population, who hardly ever attended the Court. The Administration of O.E.T.A. (S) placed its officials and all documents at the service of the Court.

The extension of the Mission of the Court makes it desirable to commence with the more remote causes of the disturbances, a method which will permit of the gradual unfolding in Chronological order of the situation which led to the actual rioting. [p3]

A. CAUSES OF RACIAL FEELING.

The Arab Case.

1. The population affected is roughly estimated at 639,228 in the Administration of O.E.T.A.(S), which includes the districts of Jerusalem, Jaffa, Hebron, Gaza, Beersheba, Nablus, Tulkeram, Jenin, Haifa, and Galilee. Trans-Jordania is not included in O.E.T.A.(S). Of this population the vast majority, or 512,090 souls are Moslems, 60,883 are returned as Christians and 66,101 as Jews, while 153 persons at Nablus are returned as Samaritans.

L'une des caractéristiques de l'enquête a été l'attaque vigoureuse lancée contre l'administration de l'O.E.T.A.(S)³ par la Commission sioniste, qui était représentée juridiquement par M. S. Alexander du cabinet R.S.Devonshire & Co, Advocates, Cairo.

Le cas des populations arabes et chrétiennes n'était nullement aussi bien préparé et apparemment présenté avec une certaine réticence. Il y avait un contraste marqué entre le vif intérêt manifesté par les Juifs tout au long de l'audience et le manque d'intérêt de la population musulmane et chrétienne, qui n'a pratiquement jamais assisté à la Cour. L'Administration de l'O.E.T.A. (S) a mis ses fonctionnaires et tous les documents à la disposition de la Cour.

L'extension de la mission de la Cour rend souhaitable de commencer par les causes les plus lointaines des troubles, méthode qui permettra le déroulement progressif par ordre chronologique de la situation qui a conduit aux émeutes proprement dites. [p3]

A. LES CAUSES DES SENTIMENTS RACIAUX.

Le cas arabe.

1. La population touchée est estimée à environ 639 228 personnes dans l'administration de l'O.E.T.A.(S), qui comprend les districts de Jérusalem, Jaffa, Hébron, Gaza, Beersheba, Naplouse, Naplouse, Tulkeram, Jenine, Haïfa et Galilée. La Transjordanie n'est pas incluse dans l'O.E.T.A.(S).

De cette population, la grande majorité, soit 512 090 âmes sont musulmanes, 60 883 sont considérées comme chrétiennes et 66 101 comme juives, tandis que 153 personnes à Naplouse sont considérées comme samaritaines.

3 Administration en territoire occupé ennemi

For the sake of convenience it is usual to speak of the Moslem population as "Arabs", though the actual Arab element in the blood of the people is probably confined to what is really a landed aristocracy, the vast majority of the population, both Moslem and Christian being of mixed blood and largely consisting of indigenous races which have occupied the country from time immemorial, races which were not in reality extirpated even by the Jews at the remote period of their original conquest. These people constitute a true peasantry rooted to the soil, a fact which it is important to bear in mind in estimating the reality of the opposition to the proposed immigration of the Jews of the Diaspora.

The true Arab element in the population has been dominant ever since the Arab conquest in the time of Heraclius and Omar.

In spite of the Turkish overrule, the last and most enduring of a series of usurpations of power by foreign Pretoreans of the Caliphs, which owed their success to the ineradicable tendency of the Arabs to intertribal discord, they have never forgotten their pride of race and empire, or that the author [p4] of their religion sprang from the noblest family of Mecca, the chief city of the cradle of their race.

The Turkish overrule probably caused less disturbance of these ideas than might be imagined, as that Government appears to have to a great extent ruled through the leading Arab families in the country, and the fact that there was no difference in the religion of the two races has no doubt diminished the realisation of the actual loss of power.

As far as regards his title to Palestine and Syria, the Arab's tenure is by a title which he considers as good as that of any nation in the world - conquest; not from the Jews of whom as a nation he knows nothing beyond what he has learnt from his scriptures, but from the then greatest power of the Eastern world, the Roman Empire of Byzantium.

Pour des raisons de commodité, il est d'usage de parler de la population musulmane comme d'"Arabes", bien que l'élément arabe dans le sang du peuple soit probablement confiné à ce qui est en réalité une aristocratie foncière, la grande majorité de la population, tant musulmane que chrétienne, étant de sang mixte et composée en grande partie de races indigènes qui ont occupé le pays depuis toujours, races qui, en réalité, ne se sont même pas éteintes à l'époque de leur première conquête. Ces personnes constituent une véritable paysannerie enracinée dans le sol, un fait qu'il est important de garder à l'esprit pour estimer la réalité de l'opposition à l'immigration proposée des juifs de la diaspora.

La partie véritablement arabe de la population a été majoritaire depuis la conquête arabe à l'époque d'Héraclius⁴ et d'Omar⁵.

Malgré le renversement turc, la dernière et la plus durable d'une série d'usurpations de pouvoir des gouverneurs étrangers des califes, qui devaient leur succès à la tendance inexorable des Arabes à la discorde intertribale, ils n'ont jamais oublié leur fierté de race et d'empire, ni que l'auteur[p4] de leur religion venait de la famille la plus noble de la Mecque, ville principale du berceau de leur race.

La conquête turque a probablement moins de perturbé ces idées qu'on ne pourrait l'imaginer, car ce gouvernement semble avoir, dans une large mesure, gouverné par l'intermédiaire des principales familles arabes du pays, et le fait qu'il n'y avait aucune différence de religion chez ces deux races a sans doute limité la perte effective du pouvoir.

En ce qui concerne son titre sur la Palestine et la Syrie, le mandat de l'Arabe est d'un titre qu'il considère aussi bon que celui de toute autre nation dans le monde : la conquête non pas des Juifs dont il ne sait rien, en tant que nation, au-delà de ce qu'il a appris de ses écritures, mais de la plus grande puissance du monde oriental de l'époque, l'Empire romain de Byzance

4 Empereur Byzantin

5 Conquérant arabe de Jérusalem

Furthermore, Palestine and Syria occupy a peculiar place in his regard in view of their being the earliest foreign conquests of the Arab invaders, and Palestine more particularly owing to the fact that the Harem el Sherif in Jerusalem ranks as the third holiest site in the Moslem world, one of the four "Sanctuaries" (Haram), the other three being Mecca, Medina and Hebron.

The fact that his 1500 year title has suffered such interruptions as the Christian Kingdom of Jerusalem, or that the actual empire has passed to the Osmanli makes no impression on his view of his claim. He still rules, even if by the apathy of the Turkish conqueror, in a Moslem land, which was the earliest spoil of his ancestors' bow and spear, won by stark fighting against the greatest empire of the then civilised world.

2. Whatever may be alleged against Turkish rule, one fact stands out quite clearly from the evidence. Up to a very recent date the three sects, Moslem, Christians and Jews lived together in a state of complete amity.

The Moslem was [p5] no doubt, dominant, but such intolerance as there was, seemed rather to be directed against the Christian than the Jew. The Christian could be occasionally troublesome with his appeals to foreign powers. The Orthodox Jew of Palestine was a humble, inoffensive creature, largely dependent on charity for his livelihood in the city of Jerusalem, elsewhere hardly distinguishable from the rest of the peasant population. No serious attack on the Jewish population is recorded since the time of Ibrahim Pasha in 1840.

. Par ailleurs, la Palestine et la Syrie occupent une place particulière à ses yeux, étant les premières conquêtes étrangères des envahisseurs arabes, et la Palestine plus particulièrement du fait que le Harem el Sherif de Jérusalem est le troisième lieu saint du monde musulman, l'un des quatre "Sanctuaires" (Haram), les trois autres étant La Mecque, Médina et Hébron.

Le fait que son titre d'il y a 1500 ans ait subi des interruptions telles que le Royaume chrétien de Jérusalem, ou que l'empire actuel soit passé à l'Osmanli⁶, n'impacte pas sur son point de vue sur sa revendication. Il règne toujours, même si par l'apathie du conquérant turc, dans un pays musulman, qui fut le premier butin de l'arc et de la lance de ses ancêtres, gagné par une lutte acharnée contre le plus grand empire du monde alors civilisé.

2. Quoique l'on puisse alléguer encore une fois de la règle turque, un fait ressort assez clairement de la preuve. Jusqu'à une date très récente, les trois sectes, musulmane, chrétienne et juive, vivaient ensemble dans un état d'amitié totale.

Le musulman était sans doute [p5] dominant, mais l'intolérance qu'il y avait semblait plutôt dirigée contre le chrétien que contre le juif. Le chrétien pourrait parfois être gênant dans ses appels aux puissances étrangères. Le juif orthodoxe de Palestine était une créature humble et inoffensive, largement dépendante de la charité pour son gagne-pain dans la ville de Jérusalem, ailleurs à peine distincte du reste de la population paysanne. Depuis l'époque d'Ibrahim Pacha en 1840, aucune attaque grave contre la population juive n'a été enregistrée.

6 L'empire d'Osman et ses successeurs, l'empire Ottoman

3. Turkish misrule, in spite of the natural indifference of the Moslem, had not been altogether acquiesced in in Palestine. The rule of Ibrahim Pasha after his conquest of the Turks was a great improvement on that of the Turk and, from that time on, it is said that the population snowed a distinct Leaning towards Egypt.

The occupation of Egypt by the British and the wonderful advance of that country in prosperity, under British tutelage, seems to have increased that feeling, especially as Great Britain was the traditional friend of Turkey.

It was not until the Turkish revolution of 1908 that the growing German ascendancy caused an estrangement in the feelings of the population to the British; a feeling which resulted in their more or less willing acceptance of the Turkish cause in the early stages of the outbreak of war.

4. During the progress of the war, however, a very great change came over the attitude of the Arab population, both in Palestine and in the other regions of the Arab world. This was partly due to the ill-treatment of Arabs by the Turks, partly to the intense dislike aroused by their German allies, but more especially by the rapprochement affected with the [p6] Emir Hosein of Mecca in 1916.

Arabia had never acquiesced willingly in Turkish domination and the hold of the Turk over much of the country had even before the war been precarious and frequently contested by the independent tribes of the interior.

The ideal of Arab independence was always smouldering and early in the great war it was decided to make the attempt to blow these embers into a flame with a view of effecting an Arab diversion, countering the projected Turkish attack on Egypt.

The revolution occurred in 1916, the Arabs in return for subsidies, ammunition, arms, food, etc., agreeing to attack the Turks, in return for which certain specified areas of the Arab world were subsequently to be acknowledged as independent. These included certain portions of Syria - Damascus, Homs, Hamah and Aleppo, but not the Litoral. Palestine was not included.

3. La mauvaise administration turque, en dépit de l'indifférence naturelle des musulmans, n'avait pas été tout à fait acceptée en Palestine. La domination d'Ibrahim Pacha après sa conquête des Turcs permit une amélioration importante par rapport à celle des Turcs et, à partir de ce moment-là, on dit que la population s'est nettement rapprochée de l'Égypte.

L'occupation de l'Égypte par les Britanniques et la merveilleuse progression de ce pays dans la prospérité, sous la tutelle britannique, semblent avoir accru ce sentiment, d'autant plus que la Grande-Bretagne était l'amie traditionnelle de la Turquie.

Ce n'est qu'à partir de la révolution turque de 1908 que l'ascendant croissant de l'Allemagne provoqua une désaffection de la population à l'égard des Britanniques, ce qui les amena à accepter plus ou moins volontiers la cause turque aux premiers stades du déclenchement de la guerre.

4. Pendant le déroulement de la guerre, cependant, un très grand changement s'est produit dans l'attitude de la population arabe, tant en Palestine que dans les autres régions du monde arabe. Cela était dû en partie aux mauvais traitements infligés aux Arabes par les Turcs, en partie à l'aversion intense suscitée par leurs alliés allemands, mais surtout au rapprochement avec l'émir Hussein de La Mecque en 1916[p6].

L'Arabie n'avait jamais volontairement acquiescé à la domination turque et l'emprise des Turcs sur une grande partie du pays, avant même la guerre, avait été souvent contestée par les tribus indépendantes de l'intérieur.

L'idéal de l'indépendance arabe était toujours en train de sombrer et, au début de la grande guerre, il a été décidé de tenter d'enflammer ces braises en vue de faire diversion arabe et de contrer l'attaque turque projetée contre l'Égypte.

La révolution a eu lieu en 1916, les Arabes en échange de subventions, de munitions, d'armes, de nourriture, etc., acceptant d'attaquer les Turcs, en échange de quoi certaines régions spécifiques du monde arabe devaient être reconnues comme indépendantes. Il s'agissait de certaines parties de la Syrie - Damas, Homs, Hama et Alep, mais pas le littoral. La Palestine n'a pas été incluse.⁷

⁷ Ce paragraphe fait référence à la correspondance MacMahon - Hussein et ses interprétations arabes et anglaises.

5. It is important to realise the effect of this movement on the Arab world. For the first time after centuries of division and subjection, the Arab imagination was fired by the vision of a great Arab Empire, ruled by members of the old Arab nobility of Mecca. How far, and by what means, these ideals have been achieved, is a matter of history, but it is certain that, though not included in the original sketch of the future Arab Empire, the Arab population of Palestine could scarcely be indifferent to the hopes and ambitions of their co-religionists.

The general result of this was to convert any feeling the population, (and this is true of the Christian population as well as the Arab majority) may have had in favour of the Turks, into one of [p7] friendliness towards the British occupation.

There is no question but that this was encouraged during the war by every kind of propaganda available to the War Office. For instance they were promised, in pamphlets dropped from aeroplanes, peace and prosperity under British rule. As late as June 1918 active recruiting was carried on in Palestine for the Sherifian Army, our allies, the recruits being given to understand that they were fighting in a national cause and to liberate their country from the Turks. These men, it is believed, actually took part in the offensive against the Turk. It is worthy of remark that Captain C.D. Brunton who recruited these men acted in co-operation with a Sherifian officer named Hagg Ameen el Hussein, who is described as being at that time 'very pro-English'. This man is now a fugitive from British justice accused of complicity in the Easter riots.

The tendency of the evidence is to show that in spite of the fact that nothing had been said about Palestine being included in the Hedjaz Empire and the fact that the Balfour Declaration had been published in 1917, the early impression left upon the Arabs generally was that the British were going to set up an independent Arab State which would include Palestine.

5. Il est important de prendre conscience de l'effet de ce mouvement sur le monde arabe. Pour la première fois après des siècles de division et d'asservissement, l'imagination arabe a été enflammée par la vision d'un grand empire arabe, dirigé par des membres de l'ancienne noblesse arabe de la Mecque. La mesure dans laquelle ces idéaux ont été atteints, et par quels moyens, est une question d'histoire, mais il est certain que, bien qu'elle ne figure pas dans l'esquisse originale du futur empire arabe, la population arabe de Palestine ne peut guère être indifférente aux espoirs et ambitions de ses coreligionnaires.

Le résultat général fut de convertir tout sentiment que la population (et c'est vrai aussi bien pour la population chrétienne que pour la majorité arabe) aurait pu avoir en faveur des Turcs, en un sentiment d'amitié [p7] envers l'occupation britannique.

Il ne fait aucun doute que cela a été encouragé pendant la guerre par toutes sortes de propagande à la disposition du ministère de la Guerre. Par exemple, on leur a promis, dans des dépliants lâchés d'avion, la paix et la prospérité sous la domination britannique. Pas plus tard qu'en juin 1918, le recrutement actif se poursuivait en Palestine pour l'armée shérifienne, nos alliés, les recrues étant amenées à comprendre qu'elles combattaient pour une cause nationale et pour libérer leur pays des Turcs. Ces hommes, croit-on, auraient pris part à l'offensive contre le Turc. Il convient de noter que le capitaine C.D. Brunton qui a recruté ces hommes a agi en coopération avec un officier shérifien nommé Hadj Amin al Hussein, qui est décrit à l'époque comme étant " très pro-anglais ⁸". Cet homme est maintenant un fugitif de la justice britannique accusé de complicité dans les émeutes de Pâques.

Les éléments présentés tendent à montrer qu'en dépit du fait que rien n'avait été dit sur l'inclusion de la Palestine dans l'empire du Hedjaz⁹ et du fait que la Déclaration Balfour avait été publiée en 1917, la première impression laissée aux Arabes était généralement que les Britanniques allaient créer un État arabe indépendant qui comprendrait la Palestine.

8 Il s'agit du mufti de Jérusalem notamment connu pour avoir demandé à Hitler en 1941 de tuer tous les Juifs

9 Part de l'Arabie qui jouxte la mer rouge, qui appartenait à la famille Hussein, gardienne des lieux saints de Medine et la Mecque

6. Whatever may be said about the rights of the Arabs to draw such a conclusion from the policy of the War Office during the war, there can be little doubt that the declared policy of the Allies in favour of the self-determination of small nations encouraged the Palestinians to think, that whether they were to be permitted to unite themselves to the [p8] great Arab State forming on their borders or no, they at least, under the mandate of one of the Great Powers, would be permitted to work out their own salvation and be masters in their own house.

They made no effort to reconcile the apparent contradiction between this solemnly declared policy of the Allies and the Balfour Declaration: if the Balfour Declaration did not agree with the sacred promise of self-determination, so much the worse for the Balfour Declaration. Such refinements of argument as Captain Samuel's theory that the "majority of the potential population of Palestine is outside the country" or Dr. Eder's theory of reconstituting a nation, never crossed their minds, nor if such theories had been propounded to them would they have seemed even intelligible.

The Jewish title based on the tenacious historical memory of the race and a profound religious sentiment which appeals so strongly to those European and American peoples who have absorbed the Old Testament narrative and prophecies with their earliest essays in their native tongue, means less than nothing to a people who see themselves menaced with deprivation by a race they have hitherto held in dislike and contempt.

So far as the claim is historic, they can only see in the Jews a people who, after an independent history of less than three hundred years, were twice expelled from their territory, by Great Empires as a standing menace to Imperial peace and order. From the religious point of view they regard them as a race guilty of the greatest religious crime in history and still unrepentant. Such views may be uncritical and unjust but they obtain and make it difficult for the native population to contemplate with equanimity even the most moderate aims of Zionism. [p9]

6. Quoi qu'on puisse dire des droits des Arabes de tirer une telle conclusion de la politique du ministère de la Guerre pendant la guerre, il ne fait guère de doute que la politique déclarée des Alliés en faveur de l'autodétermination des petites nations a encouragé les Palestiniens à penser que s'ils devaient être autorisés à s'unir au grand État arabe [p8] formant leur frontière ou non, ils seraient au moins autorisés, sous le mandat d'une des grandes puissances, à élaborer leur propre salut et être maîtres dans leur propre maison.

Ils n'ont fait aucun effort pour concilier la contradiction apparente entre cette politique solennellement déclarée des Alliés et la Déclaration Balfour : si la Déclaration Balfour n'était pas d'accord avec la promesse sacrée de l'autodétermination, tant pis pour la Déclaration Balfour. Des arguments aussi raffinés que la théorie du capitaine Samuel selon laquelle " la majorité de la population palestinienne potentielle se trouve à l'extérieur du pays " ou la théorie du Dr Eder sur la reconstitution d'une nation ne leur ont jamais traversé l'esprit, et si de telles théories leur avaient été avancées, elles ne leur auraient même pas semblé compréhensibles.

Le titre juif fondé sur la mémoire historique tenace de la race et sur un profond sentiment religieux qui séduit tant les peuples européens et américains qui ont absorbé le récit et les prophéties de l'Ancien Testament avec leurs premiers essais dans leur langue maternelle, signifie moins que rien pour un peuple qui se voit menacé de privations par une race qu'il avait jusqu'alors tenue en aversion et mépris.

Pour autant que la revendication soit historique, ils ne voient dans les Juifs qu'un peuple qui, après une histoire indépendante de moins de trois cents ans, a été expulsé à deux reprises de leur territoire, par les Grands Empires, comme une menace permanente pour la paix et l'ordre impérial. Du point de vue religieux, ils les considèrent comme une race coupable du plus grand crime religieux de l'histoire et toujours impénitente. De tels points de vue peuvent ne pas être critiques et injustes, mais ils obtiennent et rendent difficile pour la population indigène de contempler avec équanimité même les buts les plus modérés du sionisme. [p9]

7. The Balfour Declaration was published on the 2nd November 1917 and as the document is undoubtedly the starting point of the whole trouble, it is necessary to set out the text:-

"His Majesty's Government view with favour the establishment in Palestine of a National Home for the Jewish People and will use their best endeavours to facilitate the achievement of this object, it being clearly understood that nothing shall be done which may prejudice the civil and religious rights of existing non-Jewish communities in Palestine, or the rights and political status enjoyed by Jews in any other country."

This is a very carefully worded document and but for the somewhat vague phrase "A National Home for the Jewish People" might be considered sufficiently unalarming, offering as it does, ample guarantees for the civil and religious rights of existing non-Jewish communities. But the vagueness of the phrase cited has been a cause of trouble from the commencement. Various persons in high positions have used language of the loosest kind calculated to convey a very different impression to the more moderate interpretation which can be put upon the words.

President Wilson brushed away all doubts as to what was intended from his point of view when, in March 1919, he said to the Jewish leaders in America, "I am moreover persuaded that the allied nations, with the fullest concurrence of our own Government and people are agreed that in Palestine shall be laid the foundations of a Jewish Commonwealth."

The late President Roosevelt declared that one of the Allies peace conditions should be [p10] that "Palestine must be made a Jewish State."

Mr. Winston Churchill has spoken of a "Jewish State" and Mr. Bonar Law has talked in Parliament of "restoring Palestine to the Jews".

Of the interpretation put upon the Declaration by all but the most moderate Zionists, it will be necessary to speak in detail later on.

7. La Déclaration Balfour a été publiée le 2 novembre 1917 et comme le document est sans doute le point de départ de l'ensemble des troubles, il est nécessaire d'en énoncer le texte:-

"Le Gouvernement de Sa Majesté est favorable à la création en Palestine d'un foyer national pour le peuple juif et fera tout ce qui est en son pouvoir pour faciliter la réalisation de cet objectif, étant clairement entendu que rien ne sera fait qui puisse porter atteinte aux droits civils et religieux des communautés non-juives existantes en Palestine, ou aux droits et au statut politique des Juifs dans un autre pays.

Il s'agit d'un document rédigé avec beaucoup de soin et, sans la phrase quelque peu vague "Un foyer national pour le peuple juif", on peut considérer qu'il est suffisamment désarmant, car il offre de vastes garanties pour les droits civils et religieux des communautés non-juives existantes.

Mais l'imprécision de l'expression citée a causé des problèmes depuis le début. Diverses personnes occupant des postes élevés ont utilisé un langage du type le plus lâche pour donner une impression très différente de l'interprétation plus modérée que l'on peut donner aux mots.

Le président Wilson a balayé tous les doutes quant à ce qui était prévu de son point de vue quand, en mars 1919, il a dit aux dirigeants juifs d'Amérique : "Je suis en outre persuadé que les nations alliées, avec le plein accord de notre propre gouvernement et peuple, sont convenues qu'en Palestine seront posées les fondations d'un Commonwealth juif".

Le regretté président Roosevelt a déclaré que l'une des conditions de paix des Alliés devrait être [p10] que " la Palestine doit devenir un État juif ".

M. Winston Churchill a parlé d'un "Etat juif" et M. Bonar Law a parlé au Parlement de "restaurer la Palestine aux Juifs".

De l'interprétation donnée à la Déclaration par tous sauf les sionistes les plus modérés, il sera nécessaire d'en parler en détail plus tard.

8. It is said that the effect of the Balfour Declaration was to leave the Moslems and Christians dumbfounded. This, however, was not the immediate effect, for it evidently took four or five months for the true meaning of the Declaration to filter through to the minds of the people: by true meaning, we must understand the only meaning intelligible to the population, in view of the loose references to the Declaration by the Allies' orators and Press and the outspoken statements of the Zionists extremists. It is impossible to minimise the bitterness of the awakening. They considered that they were to be handed over to an oppression which they hated far more than the Turk's and were aghast at the thought of this domination. The Sherifian officer above mentioned, Hagg Ameen el Hussein, is cited as commenting on the British policy in Palestine in 1919 with "surprise and anger". The wish that we had 'left the Turks alone, as they would never have done what we have done' is frequently repeated. Prominent people openly talk of betrayal and that England has sold the country and received the price.

All this may seem absurd and extravagant, but with Dr. Eder's admission recorded that one of the motives underlying the Balfour Declaration [p11] was the necessity of converting the Jews in America from a hostile to a friendly attitude in order to secure the entry of America into the war, it is too much to expect a people who consider they are about to be sacrificed, to appreciate at its true value the paramount necessity to the Allies and civilisation of winning the Great War.

The net result at any rate is that this perverted way of looking at things has converted a friendly people into one which is declared to be at the present day as to ninety per cent of its numbers definitely hostile to the British Administration.

8. On dit que la Déclaration Balfour a eu pour effet de laisser les musulmans et les chrétiens perplexes. Mais cela n'a pas été l'effet immédiat, car il a évidemment fallu quatre ou cinq mois pour que le sens véritable de la Déclaration parvienne jusqu'à l'esprit des peuples : par son sens véritable, nous devons comprendre le seul sens intelligible pour la population, à la lumière des références vagues à la Déclaration par les orateurs et la presse des Alliés et des déclarations ouvertes des extrémistes sionistes. Il est impossible de minimiser l'amertume du réveil. Ils considéraient qu'ils devaient être livrés à une oppression qu'ils haïssaient bien plus que celle des Turcs et étaient horrifiés à l'idée de cette domination. L'officier shérifien mentionné ci-dessus, Hadj Amin al Hussein, est cité comme commentant la politique britannique en Palestine en 1919 avec "surprise et colère". Le souhait que nous ayons "laissé les Turcs tranquilles, car ils n'auraient jamais fait ce que nous avons fait" est souvent répété. D'éminentes personnalités parlent ouvertement de trahison et du fait que l'Angleterre a vendu le pays et en a reçu le prix.

Tout cela peut sembler absurde et extravagant, mais avec l'aveu du Dr Eder que l'un des motifs sous-jacents à la Déclaration Balfour [p. 11] était la nécessité de convertir les Juifs d'Amérique d'une attitude hostile à une attitude amicale afin d'assurer l'entrée des États-Unis dans la guerre, il est trop demander à un peuple qui se considère prêt à être sacrifié, de comprendre à sa juste valeur la nécessité suprême pour les Alliés et la civilisation de gagner la Grande Guerre.

Le résultat net, en tout cas, c'est que cette façon perverse de voir les choses a transformé un peuple amical en un peuple que l'on déclare aujourd'hui hostile à l'administration britannique à quatre-vingt-dix pour cent de ses effectifs.

9. If this intensity of feeling proceeded merely from wounded pride of race and disappointment in political aspirations, it would be easier to criticise and rebuke: but it must be borne in mind that at the bottom of all is a deepseated fear of the Jew, both as a possible ruler and as an economic competitor. Rightly or wrongly they fear the Jew as a ruler, regarding his race as one of the most intolerant known to history.

It is unfortunate that their opinion of Jewish intolerance should have been inflamed by the very remarkable articles recently published in the local Hebrew organ, the Doat Ha-Youm (Daily Mail) of Jerusalem against certain of their co-religionists who send their children to mission schools.

Ostensibly the cause of this virulent attack was the fear that the missionary zeal of these schools should lead them to proselytise among their Jewish pupils, but the fact that so purely Jewish an institution as the Evelina Rothschild Girls' School was the [p12] object of a peculiarly offensive attack in another Hebrew organ, lends same colour to the theory that the real reason for the outbreak was the desire to force the Evelina School and the Jewish parents, teachers and pupils who used the mission schools into line on the question of the exclusive employment of the Hebrew language. The interesting point is to observe how the terrors of religious excommunication are united to the purely democratic tyrannies of the boycott in order to effect the desired end. It is true that these articles have excited the reprobation of certain of the more moderate of the Zionists and it has been suggested that such purely interior recrimination within the Jewish family is quite compatible with the widest tolerance of non-Jewish institutions. This may be so under ordinary conditions, but to the heated imaginations of an outraged Moslem and Christian population such exhibitions on the part of those whom they suspect they may have to acknowledge as masters, hardly inspire confidence.

9. Si cette intensité de sentiment provenait simplement de l'orgueil blessé de la race et de la déception des aspirations politiques, il serait plus facile de critiquer et de réprimander : mais il faut garder à l'esprit qu'au fond de tout, il y a une crainte profonde du Juif, à la fois comme dirigeant possible et comme concurrent économique. Ils craignent, à tort ou à raison, le Juif comme souverain, considérant sa race comme l'une des plus intolérantes de l'histoire.

Il est malheureux que leur opinion sur l'intolérance juive ait été enflammée par les articles très remarquables récemment publiés dans l'organe hébreu local, le Doat Ha-Youm (Daily Mail) de Jérusalem contre certains de leurs coreligionnaires qui envoient leurs enfants aux écoles missionnaires. La cause apparente de cette attaque virulente était la crainte que le zèle missionnaire de ces écoles ne les conduise à faire du prosélytisme parmi leurs élèves juifs, mais le fait qu'une institution aussi purement juive que l'école des filles Evelina Rothschild était l'objet[p12] d'une attaque particulièrement offensive dans un autre organe hébreu, donne la même couleur à la théorie selon laquelle la véritable raison de l'attaque venait du désir de forcer l'école Evelina et les parents, enseignants et élèves juifs qui utilisaient les écoles de la mission à se mettre d'accord sur la question de l'emploi exclusif de la langue hébraïque. Ce qui est intéressant, c'est d'observer comment les terreurs de l'excommunication religieuse s'unissent aux tyrannies purement démocratiques du boycott pour parvenir au but recherché. Il est vrai que ces articles ont suscité la réprobation de certains des plus modérés des sionistes et il a été suggéré qu'une telle récrimination purement intérieure au sein de la famille juive est tout à fait compatible avec la tolérance la plus large des institutions non-juives. Il peut en être ainsi dans des conditions ordinaires, mais à l'imagination enflammée d'une population musulmane indignée.

10. From another point of view the native of Palestine looks with distrust upon the Jew as a possible ruler. The Orthodox Jew born in the country has never inspired the Arab or Christian with any particular feelings of distrust for, as has been observed before, he has been recognised as an inoffensive creature practically dependent for existence on foreign charity. But they already notice that the latest immigrants from Eastern Europe are men of a very different type imbued with all shades of the political opinions which have plunged Russia into a welter of anarchy, terrorism and misery during the past few years:

they have even [p13] reason to suspect that the moderate men among the Zionists have to some extent lost their hold upon the machine and that extremists sprung from these new importations have the greatest influence on Zionist councils and they not unnaturally resent and fear the possibility of their country coming under the power of men who they regard as enemies of civilisation and religion. It is interesting to note in this connection that certain of the Orthodox Jews, themselves moderate Zionists, fear the atheistical tendencies of en of this character, such for instance as Dr. Thon, whose public utterances are cited in evidence by Miss Landau the Headmistress of the Evelina Rothschild Girls' School, herself a strict orthodox Jewess.

11. But it is as an economic competitor that the Jew really inspires the profoundest alarm in the minds of the native. The latter has no illusions whatever about his own powers of competing with the Jew, whether as merchant, agriculturist or administrator. Previous to the war, the progress of Zionism was hardly sufficient to excite his anxiety and though, the actual colonisation did cause him some disquiet, it was not sufficient either in quantity or success to rouse him seriously. Nevertheless he was able to note that where the Jew became a landed proprietor, the Arab and Christian fellah peasant proprietor was reduced to the position of a wage labourer.

10. D'un autre point de vue, le natif de Palestine regarde avec méfiance le Juif comme un chef possible. Le juif orthodoxe né dans le pays n'a jamais inspiré à l'arabe ou au chrétien un sentiment particulier de méfiance car, comme on l'a vu précédemment, il a été reconnu comme une créature inoffensive dont l'existence dépend pratiquement de la charité étrangère. Mais ils constatent déjà que les derniers immigrants d'Europe de l'Est sont des hommes d'un type très différent, imprégnés de toutes les nuances des opinions politiques qui ont plongé la Russie dans l'anarchie, le terrorisme et la misère au cours des dernières années :

ils ont même [p13] des raisons de soupçonner que les hommes modérés parmi les sionistes ont, dans une certaine mesure, perdu leur emprise sur leur appareil et que les extrémistes issus de ces nouvelles importations ont la plus grande influence sur les conseils sionistes et qu'ils n'éprouvent pas un ressentiment et une crainte contre nature de voir leur pays passer sous le pouvoir des hommes qu'ils considèrent comme ennemis de la civilisation et de la religion.

Il est intéressant de noter à cet égard que certains juifs orthodoxes, eux-mêmes sionistes modérés, craignent les tendances athées d'un tel personnage, comme par exemple le Dr Thon, dont les déclarations publiques sont citées par Mlle Landau, directrice de l'école des filles Evelina Rothschild, elle-même une stricte juive orthodoxe.

11. Mais c'est en tant que concurrent économique que le Juif inspire vraiment l'inquiétude la plus profonde dans l'esprit des autochtones. Ce dernier n'a aucune illusion sur ses propres pouvoirs de concurrencer le juif, que ce soit en tant que marchand, agriculteur ou administrateur. Avant la guerre, le progrès du sionisme n'était guère suffisant pour exciter son anxiété et, bien que la colonisation réelle ait causé quelques inquiétudes, elle n'était suffisante ni en quantité ni en succès pour le réveiller sérieusement. Néanmoins, il a pu constater que là où le juif devenait propriétaire foncier, le propriétaire paysan arabe et chrétien fellah était réduit à la condition de travailleur salarié.

The prospect of extensive Jewish immigration fills him with a panic fear, which may be exaggerated, but is none the less genuine. He sees the ablest race intellectually in the world, past-masters in all the arts of ousting competitors whether on the market, in the farm or the bureaucratic offices, backed [p14] by apparently inexhaustible funds given by their compatriots in all lands and possessed of powerful influence in the councils of the nations, prepared to enter the lists against him in every one of his normal occupations, backed by the one thing wanted to make them irresistible, the physical force of a great Imperial Power, and he feels himself overmastered and defeated before the contest is begun.

12. Such a fear cannot be said to be entirely unreasonable. There is certainly evidence to show that the tendency of the native small proprietor is to sink into the condition of a wage labourer where he comes into collision with Jewish colonial enterprise and combination. Instances such as the cornering of commodities spoken of by Dr. Paterson, the abuse of mercantile privileges evidenced by the Bishop of the English Church in Jerusalem, and supported by the circular letter addressed to him by Major Crichton in the matter of Relief stores, the attempts to use the Administration in the matter of the Wilhelma lease, the interference with the measures of the Administration manipulated by pressure brought to bear on superior authority in London to which reference will hereafter be made, the gradual development of the Zionist Advisory Commission into a body bearing a distinct resemblance to an independent administration apparently able to control the actual Administration, and to obtain knowledge through its private Intelligence department of the most secret official documents in the possession of that Administration. All these things done at a time when the Mandate has not yet been given and the [p15] threatened immigration is merely in preparation, have undoubtedly had the effect of confirming the fears of those who consider themselves to be owners of the country.

La perspective d'une immigration juive massive le remplit d'une peur panique, peut-être exagérée, mais néanmoins réelle. Il voit la race la plus noble du monde intellectuellement, anciens maîtres dans tous les arts de l'éviction des concurrents, que ce soit sur le marché, à la ferme ou dans les bureaux bureaucratiques, soutenus[p14] par des fonds apparemment inépuisables donnés par leurs compatriotes dans tous les pays et possédant une influence puissante dans les Conseils des nations, prêt à s'inscrire sur les listes contre lui dans chacune de ses occupations normales, soutenu par la seule chose qui voulait les rendre irrésistibles, la force physique d'une grande puissance impériale, et il se sent dépassé et vaincu avant le début de la compétition.

12. Une telle crainte ne peut être considérée comme totalement déraisonnable. Il y a certainement des preuves qui montrent que le petit propriétaire indigène a tendance à s'enfoncer dans la condition de travailleur salarié lorsqu'il entre en collision avec une entreprise et une combinaison coloniale juive. Des exemples tels que l'accaparement des marchandises dont a parlé le Dr. Paterson, l'abus de privilèges mercantiles attesté par l'évêque de l'Église anglaise à Jérusalem, et appuyé par la lettre circulaire que lui a adressée le major Crichton dans l'affaire des magasins de secours, les tentatives d'utiliser l'administration dans l'affaire du bail Wilhelma, l'interférence avec les mesures de l'administration manipulées par les pressions exercées sur les autorités supérieures à Londres dont il sera question ci-après, le développement progressif de la Commission consultative sioniste en un organe ressemblant nettement à une administration indépendante apparemment capable de contrôler l'administration actuelle et d'obtenir, par l'intermédiaire de son service de renseignement privé, la connaissance des documents officiels les plus secrets en possession de cette administration. Toutes ces mesures, prises à un moment où le mandat n'a pas encore été donné et où la menace de l'immigration n'est qu'en préparation, ont sans doute eu pour effet de confirmer les craintes de ceux qui se considèrent comme les propriétaires du pays.

Rightly or wrongly, they believe that room can only be made for the Jew in their country by their own subjection or eviction, and so strongly is this feeling abroad that many of the less forceful among the people are said to be contemplating emigration.

13. It is necessary to make a few passing remarks upon this question of immigration which looms so menacingly before the eyes of the native population. It is said on the one hand that the immigration of the Jews will be wholly for the benefit of the country and on the other that there is sufficient undeveloped lands to provide for the coming colonists without any disturbance of the native population. The first proposition is undoubtedly true provided that the immigration is strictly regulated and controlled by the mandatory power.

The fellah is extremely backward in his methods and apathetic and slow in his intelligence: a reasonable inoculation with the vigorous mental force of the Jew would be invaluable in the development of the country and people. This is even recognised by the most intelligent of the Arabs and we have the Grand Mufti, the representative of Islam in Palestine and a member of the oldest nobility of the country saying "I too believe the Jews could greatly help our country, but what terrifies us are the extremists and the uncontrolled immigration. Who that wants salt empties the whole cellar into his plate?". It is the misfortune of the Zionists that they have managed to convey the impression that such reasonable inoculation "is not what is happening here." [p16]

A tort ou à raison, ils pensent qu'on ne peut faire de place au juif dans leur pays que par leur propre soumission ou expulsion, et ce sentiment est si fort à l'étranger que beaucoup de ceux parmi les moins forts d'entre eux seraient en train d'envisager l'émigration.

13. Il est nécessaire de faire quelques remarques passagères sur cette question de l'immigration qui apparaît si menaçante aux yeux de la population autochtone. On dit d'une part que l'immigration des Juifs sera entièrement au profit du pays et d'autre part qu'il y a suffisamment de terres non développées pour subvenir aux besoins des colons à venir sans déranger la population autochtone. La première proposition est sans doute vraie à condition que l'immigration soit strictement réglementée et contrôlée par le pouvoir obligatoire.

Le fellah est extrêmement arriéré dans ses méthodes et apathique et lent dans son intelligence : une inoculation raisonnable avec la force mentale vigoureuse du Juif serait inestimable pour le développement du pays et du peuple. Cela est même reconnu par les Arabes les plus intelligents et nous avons le Grand Mufti, le représentant de l'Islam en Palestine et un membre de la plus ancienne noblesse du pays qui dit : "Je crois aussi que les Juifs pourraient grandement aider notre pays, mais ce qui nous terrifie, ce sont les extrémistes et l'immigration incontrôlée. Qui qui veut du sel vide toute la cave dans son assiette ?". C'est le malheur des sionistes qu'ils aient réussi à donner l'impression qu'une telle inoculation raisonnable "n'est pas ce qui se passe ici". [p16]

14. The question of the carrying capacity of the land is one of great difficulty. Assuming that the immigrants are content to occupy the lands as yet undeveloped and would not make efforts to evict the present holders from the richer farms, it is a matter of extreme uncertainty how far the country can carry a much heavier population. In the first place the natives have a right to demand that the claims of the natural increase of their population should be first considered. How serious these are can be seen by an examination of the vital Statistics compiled by Colonel Heron, A.D.M.S. The increase in population under the improved conditions brought about by the occupation is very remarkable.

The number of deaths recorded in the five large towns of Jerusalem, Jaffa, Haifa, Hebron and Gaza, with an estimated population of 115,360 souls gives for the year 1918 a ratio per mille of 31.23; for 1919 the ratio is 18.17. The birthrate for the same years works out respectively at 14.18 per mille for 1918, and 29.63 per mille for 1919.

Taking the more accurate figures obtained under the new system for the six months ending March 31st 1920, the estimated death rate for the year works out at 16.24 per mille and birthrate at 29.20 per mille. These figures on an estimated population of the whole of O.E.T.A. (S) of 647,250 works out at an estimated increase of 8621 persons in one year.

On this basis Colonel Heron considers the increase in ten years might be 100,000, without taking into account the fact that the present population of the country is known to be composed very largely of women, old men, and children, the adult population having largely decreased during the war. All Colonel Heron's evidence goes to show that [p17] a very great increase in the population may be looked for in the near future, a powerful factor being the very low rate of infant mortality as compared with other oriental countries such as Egypt.

14. La question de la capacité de charge du terrain est une question très difficile. En supposant que les immigrants se contentent d'occuper les terres encore inexploitées et ne feraient pas d'efforts pour expulser les propriétaires actuels des fermes les plus riches, il est extrêmement incertain dans quelle mesure le pays peut supporter une population beaucoup plus importante. En premier lieu, les autochtones ont le droit d'exiger que les revendications de l'accroissement naturel de leur population soient examinées en priorité. L'examen des statistiques de l'état civil compilées par le colonel Heron, A.D.M.S.A., montre à quel point ces problèmes sont graves. L'augmentation de la population dans les conditions améliorées que l'occupation a entraîné est très remarquable.

Le nombre de décès enregistrés dans les cinq grandes villes de Jérusalem, Jaffa, Haïfa, Hébron et Gaza, avec une population estimée à 115 360 âmes, donne pour l'année 1918 un ratio par mille de 31,23 : pour 1919 le ratio est de 18,17. Le taux de natalité pour les mêmes années s'établit respectivement à 14,18 pour mille en 1918 et 29,63 pour mille en 1919.

Si l'on prend les chiffres plus précis obtenus dans le cadre du nouveau système pour les six mois se terminant le 31 mars 1920, le taux de mortalité estimé pour l'année s'établit à 16,24 pour mille et le taux de natalité à 29,20 pour mille. Ces chiffres sur une population estimée de l'ensemble du O.E.T.A. (S) de 647.250 personnes correspondent à une augmentation estimée de 8621 personnes en un an.

Sur cette base, le colonel Heron considère que l'augmentation en dix ans pourrait être de 100 000, sans tenir compte du fait que la population actuelle du pays est composée en grande partie de femmes, d'hommes âgés et d'enfants, la population adulte ayant largement diminué pendant la guerre. Tous les témoignages du colonel Heron montrent que l'on peut s'attendre à une très forte augmentation de la population dans un avenir proche, un facteur puissant étant le très faible taux de mortalité infantile par rapport à d'autres pays orientaux comme l'Égypte.

15. The possibility of planting extensive colonies of immigrants upon the land after providing for the natural increase of the indigenous population depends on the amount of unoccupied arable land available and the possibilities of intense cultivation and improved irrigation schemes. Unfortunately there is very wide diversity between the various estimates.

Lieutenant- Colonel Sawyer, the Director of Agriculture in O.E.T.A.(S) will not put the quantity of arable land available at a higher figure than 6,000,000 donums (one acre equals approximately 4.1 donums.) Of this 4,209,000 donums is estimated as under cultivation in 1920, leaving 1,796,000 donums for development. The greater part of this cultivable surplus is said to be in the Jordan valley, the arid and semi-arid areas to the South of Gaza and Beersheba, the broken and hilly country between Acre and Safed and in the line of country between the Jordan and Beisan. Colonel Sawyer gives it as his opinion that the possibility of there being a surplus of land capable of supporting immigrants after allowing for the natural expansion of the population depends on the introduction of intensive cultivation and improved schemes of irrigation and on the possibility of colonising the Jordan valley, which latter, however, he does not think could be colonised by Europeans. It must, however, be noted [p18] that Dr. Eder, Political Officer of the Zionist Commission states that Jewish European Colonies are already in existence in the Jordan valley (Daganieh and others) and that the inhabitants have quickly become acclimatised to the conditions of the district.

Mr. Levin, on the other hand, citing Mr. Kraus, puts the total percentage of cultivable land in Western Palestine (O.E.T.A.(S)) as high as fifty per cent to sixty per cent. Lieutenant Colonel Sawyer, however, points out that Mr. Kraus claims sixty per cent to seventy per cent of the desert country of Beersheba as cultivable, whereas his own figure for the same district works out at about 6.3 per cent.

In view of such a discrepancy one cannot but suspect a serious error on one side or the other and as the territory is admittedly largely desert, it is possible that Mr. Kraus' figure is unduly optimistic - at any rate it is based on the assumption that the country is irrigated.

15. La possibilité d'implanter de vastes colonies d'immigrants sur les terres après avoir assuré l'accroissement naturel de la population autochtone dépend de la quantité de terres arables inoccupées disponibles , des possibilités de culture intensive et d'amélioration des systèmes d'irrigation. Malheureusement, il existe une très grande diversité entre les différentes estimations.

Le lieutenant-colonel Sawyer, directeur de l'agriculture de l'O.E.T.A.A.(S), n'estimera pas la quantité de terres arables disponibles à plus de 6 000 000 000 de donums (un dounam équivaut à environ 1000 m².) De ces 4 209 000 dons sont considérés en culture en 1920, laissant 1 796 000 dons au développement. La plus grande partie de ce surplus cultivable se trouverait dans la vallée du Jourdain, dans les zones arides et semi-arides au sud de Gaza et de Beersheba, dans le pays escarpé et vallonné entre Acre et Safed et dans la ligne du pays entre le Jourdain et Beisan. Le colonel Sawyer estime que la possibilité qu'il y ait un excédent de terres capables d'accueillir des immigrants après avoir permis l'expansion naturelle de la population dépend de l'introduction de cultures intensives et de meilleurs systèmes d'irrigation et de la possibilité de coloniser la vallée du Jourdain, qui, à son avis, ne pourrait cependant pas être colonisée par des Européens. Eder, responsable politique de la Commission sioniste déclare que des colonies juives européennes existent déjà dans la vallée du Jourdain (Daganieh et autres) et que les habitants se sont rapidement acclimatés aux conditions du district.

M. Levin, en revanche, citant M. Kraus, estime que le pourcentage total de terres cultivables en Palestine occidentale (O.E.T.A.(S)) peut atteindre 50 à 60 %. Le lieutenant-colonel Sawyer souligne cependant que M. Kraus revendique soixante à soixante-dix pour cent du pays désertique de Beersheba comme cultivable, alors que son propre chiffre pour le même district est d'environ 6,3 pour cent.

Face à un tel écart, on ne peut que soupçonner une grave erreur d'un côté ou de l'autre et comme le territoire est certes largement désertique, il est possible que le chiffre de M. Kraus soit indûment optimiste - en tout cas il est basé sur l'hypothèse que le pays est irrigué.

It is also to be observed that Mr. Levin rightly lays great stress on the valuable territory of Trans-Jordania, the available areas of which he gives at over 5,000,000 donums. This territory, however, is not included in O.E.T.A.(S) and it would probably require a considerable military force to protect the colonists were it now to be taken over. Estimates of the possible future density of the population vary from Lord Bryce's 1,500,000 upwards.

The land question is further complicated by the fact that certain nomadic tribes have customary grazing rights over large stretches of the country during part of the year. It is quite impossible at present in view of the immense diversity of these various estimates to attempt to arrive at any definite conclusion on this point.

It is, however, clear that all immigration should be carefully [p19] regulated and admitted very gradually, both in the interests of the existing population and in those of the immigrants themselves.

16. From what has already been set out, it is evident that the full comprehension of the Balfour Declaration created a situation of great tension, calling for the exercise of the greatest delicacy and tact on the part of the Zionists, who were to benefit by the Declaration. In order to see how far this was realised by the Zionists generally it will be necessary to examine in some detail the activities of the Zionists during the past two years.

Il convient également de noter que M. Levin met à juste titre l'accent sur le précieux territoire de la Transjordanie, dont il donne plus de 5.000.000 de donzums disponibles. Ce territoire, cependant, n'est pas inclus dans l'O.E.T.A.A.(S) et il faudrait probablement une force militaire considérable pour protéger les colons s'il devait être pris en charge. Les estimations de la densité future possible de la population varient entre les 1 500 000 habitants de Lord Bryce et les 1 500 000 habitants et plus.

La question foncière est encore compliquée par le fait que certaines tribus nomades ont des droits de pâturage coutumiers sur de vastes étendues du pays pendant une partie de l'année. Il est tout à fait impossible à l'heure actuelle, compte tenu de l'immense diversité de ces différentes estimations, de tenter d'arriver à une conclusion définitive sur ce point.

Il est cependant clair que toute immigration doit être soigneusement [p19] réglementée et admise très progressivement, tant dans l'intérêt de la population existante que dans celui des immigrants eux-mêmes.

16. D'après ce qui a déjà été dit, il est évident que la pleine compréhension de la Déclaration Balfour a créé une situation de grande tension, exigeant l'exercice de la plus grande délicatesse et du plus grand tact de la part des sionistes, qui devaient bénéficier de la Déclaration. Afin de voir dans quelle mesure cela a été réalisé par les sionistes en général, il sera nécessaire d'examiner en détail les activités des sionistes au cours des deux dernières années.

It was only to be expected that the prospect opened up to the Jews of the near realisation of their age long aspirations should cause a certain loss of balance and lead to extravagances. In a sense all Jews may be very properly taken as Zionists, though they differ among themselves widely as to how the desired restoration is to come about. The whole race, however, must have thrilled to the prospect that opened before them, the [p20] onrush to fulfilment of long brooded over prophesies. Too much stress should not therefore be placed on instances of local excitement. We hear of indiscreet boastings and petty impertinences chiefly by the immigrant Jews, together with local demonstrations accompanied by much singing of the Hatikva or Zionist National Anthem. It is a singular commentary on the desire of the Administration to please, that in order to check this latter indiscretion, it was considered necessary to suppress the use of all national anthems including our own, so that even on King George's birthday, the National Anthem could not be played in his honour. But these petty irritations might have passed without serious notice were it not for the interpretation placed upon the Declaration by the Zionist Extremists and the growing impatience and determination to push matters forward of those in authority among them.

[p21] 17. From the very beginning the Extremists among the Zionists both in their writings and speeches adopted one interpretation only of the Balfour Declaration. There was no question of moderate colonisation or a National Home, but a declaration of Palestine as a Jewish State, "as Jewish as England is English" (Mr. Joseph Cohen in a letter to The Times of September 19th, 1919).

The loose language of the politicians was seized upon and elaborated into a naked demand for the expulsion of the Arabs. Mr. Eperlin wrote a pamphlet entitled "An open book by one Zionist to the Arabs" telling the Arabs they must leave Palestine and emigrate to the Hedjaz.

Il fallait s'attendre à ce que la perspective ouverte aux Juifs d'une quasi-réalisation de leurs aspirations de longue date entraîne une certaine perte d'équilibre et entraîne des extravagances. Dans un sens, tous les Juifs peuvent être considérés à juste titre comme des sionistes, bien qu'ils diffèrent largement entre eux quant à la manière dont la restauration souhaitée doit s'effectuer. Toute la race, cependant, a dû se réjouir de la perspective qui s'ouvrait devant eux, l'empressement à l'accomplissement de prophéties longuement ruminées. Il ne faut donc pas trop insister sur les cas d'excitation locale. Nous entendons parler de vantardises indiscretes et d'impertinences mesquines, principalement de la part des Juifs immigrés, ainsi que de manifestations locales accompagnées de nombreux chants de l'hymne national hatikva ou sioniste. C'est un commentaire singulier sur le désir de l'Administration de plaire, que pour vérifier cette dernière indiscretion, il a été jugé nécessaire de supprimer l'utilisation de tous les hymnes nationaux, y compris le nôtre, afin que même le jour de l'anniversaire du roi George, l'hymne national ne puisse être joué en son honneur. Mais ces irritations insignifiantes auraient pu passer sans préavis si ce n'était de l'interprétation donnée à la Déclaration par les extrémistes sionistes et de l'impatience et de la détermination croissantes à faire avancer les choses de ceux qui sont au pouvoir parmi eux.

[p21] 17. Dès le début, les extrémistes parmi les sionistes, tant dans leurs écrits que dans leurs discours, ont adopté une seule interprétation de la Déclaration Balfour. Il n'était pas question d'une colonisation modérée ou d'un foyer national, mais d'une déclaration de la Palestine en tant qu'État juif, "aussi juif que l'Angleterre est anglaise" (M. Joseph Cohen dans une lettre au Times du 19 septembre 1919).

Le langage lâche des politiciens a été exploité et transformé en une revendication unique de l'expulsion des Arabes. M. Eperlin a écrit un pamphlet intitulé "Un livre ouvert par un sioniste aux Arabes" disant aux Arabes qu'ils doivent quitter la Palestine et émigrer vers les Hedjaz.

It is true that the more sober minded among the Zionists assisted in the suppression of the pamphlet, but the mischief was done. Mr. Israel Zangwill added his literary gifts to fan the flame. Mr. Leon Simon wrote an article in the Zionist Review which, in spite of the apparent moderation of its conclusion was hardly calculated to pacify a panic stricken people. He begins by a reference to the Arab population: "There will be", he says, "a state of Palestine containing a number of Arab inhabitants, etc." One might almost imagine he was referring to a handful of gipsy nomads such as infest the waste lands of Alexandria rather than to the great majority of the population of a country. Later he goes on to state: "There are in theory at least three possible policies, any one of which the Zionists might advocate now and might strive to get carried out whenever their influence in the state of Palestine becomes strong enough. These are (1) to remove the Arabs from the country by force if they would not go of their own free will; (2) to leave the Arabs in the country, but to put them in a position inferior to that of the Jews; and (3) to leave the Arabs in the country and invite them to take as much share as they are or may become capable of taking in its [p22] development, making no distinction between Jew and Arab from the point of view of political or economic rights."

It is hardly important that Mr. Simon ultimately accepted the third alternative. The effect of the mere statement of these monstrous propositions on a proud people who consider themselves rightly masters of the soil may be easier imagined than described. The mere fact that Mr. Simon was driven to write such an article in reprobation of the excesses of his fellow Zionists may well pardon the wildest fears of the existing population.

Il est vrai que les plus sobres parmi les sionistes ont aidé à la suppression du pamphlet, mais le mal s'est fait. M. Israel Zangwill a ajouté ses dons littéraires pour attiser la flamme. M. Leon Simon a écrit un article dans la Revue sioniste qui, malgré l'apparente modération de sa conclusion, n'était guère calculé pour pacifier un peuple affolé par la panique. Il commence par une référence à la population arabe : "Il y aura", dit-il, "un Etat de Palestine contenant un certain nombre d'habitants arabes, etc." On pourrait presque imaginer qu'il se réfère à une poignée de nomades gitans comme ceux qui infestent les friches d'Alexandrie plutôt qu'à la grande majorité de la population d'un pays.

Plus tard, il poursuit en disant : "Il y a en théorie au moins trois politiques possibles, que les sionistes pourraient préconiser maintenant et s'efforcer de mettre en œuvre dès que leur influence dans l'État de Palestine sera suffisamment forte. Il s'agit (1) d'expulser les Arabes du pays par la force s'ils n'y allaient pas de leur plein gré ; (2) de laisser les Arabes dans le pays, mais de les mettre dans une position inférieure à celle des Juifs ; et (3) de les laisser dans le pays et de les inviter à prendre autant de part que possible à son développement[p22], sans faire de distinction entre juifs et arabes du point de vue des droits politiques ou économiques ".

Il n'est guère important que M. Simon ait finalement accepté la troisième option. L'effet de la simple déclaration de ces propositions monstrueuses sur un peuple fier qui se considère à juste titre maître du sol peut être plus facile à imaginer qu'à décrire. Le simple fait que M. Simon ait été poussé à écrire un tel article en réprobation des excès de ses compagnons sionistes pourrait bien pardonner les craintes les plus folles de la population existante.

18. The leading Zionists early became aware of the immense mischief that was being done by the extravagant pretensions of their co-religionists and set themselves to attempt a reconciliation with the native population. One of the objects of the Zionist Commission sent out by the British Government to Palestine in 1918 was "to help in establishing friendly relations with the Arabs and other non-Jewish communities." Dr. Weizmann, the Chairman of the Commission, toured the country and by his moderation undoubtedly created a certain effect. Had the Commission continued on the same moderate lines, the crisis might possibly have been avoided, but it is fairly clear that the moderate councils at first prevailing gave way under pressure of the hot heads among the Zionists until the activities of the Commission itself became the chief source of irritation. Not indeed that the Commission ever appears to have contemplated any issue but that of the full-blown Jewish State. Dr. Eder, the political officer attached to the mission himself declares that what is contemplated eventually is "a Jewish National State under Great Britain".

[p23] 19. The activities of this Commission have so important a bearing on recent events that it is necessary to explain why it was sent out and what were its objects. According to a telegram of the 28th January 1918 from the Chief of the Imperial General Staff to the Commander-in-Chief (the earliest mention of the Commission in evidence examined by the Court) the objects of the first Zionist Commission were :-

The prevention of land speculation during the war.

The re-opening of Jewish Banks.

The establishment of good relations with non-Jewish elements of the population.

The eventual laying of a foundation stone of a Hebrew University in Jerusalem, under British auspices.

18. Les dirigeants sionistes ont très tôt pris conscience de l'immense troubles dus aux prétentions extravagantes de leurs coreligionnaires et se sont mis à tenter une réconciliation avec la population autochtone.

L'un des objectifs de la Commission sioniste envoyée par le gouvernement britannique en Palestine en 1918 était " d'aider à établir des relations amicales avec les Arabes et autres communautés non-juives ". M. Weizmann, Président de la Commission, a fait le tour du pays et, par sa modération, a sans aucun doute eu un certain effet. Si la Commission avait continué sur la même ligne modérée, la crise aurait peut-être pu être évitée, mais il est assez clair que les conseils modérés ont d'abord cédé sous la pression des sionistes jusqu'à ce que les activités de la Commission elle-même deviennent la principale source d'irritation. En effet, il ne semble pas que la Commission ait jamais envisagé une question autre que celle de l'État juif à part entière. Eder, le responsable politique attaché à la mission lui-même déclare que ce qui est envisagé à terme est "un Etat national juif sous la Grande-Bretagne".

[p23] 19. Les activités de cette Commission ont une telle incidence sur les événements récents qu'il est nécessaire d'expliquer pourquoi elle a été envoyée et quels étaient ses objectifs. Selon un télégramme du 28 janvier 1918 du chef d'état-major impérial au commandant en chef (la première mention de la Commission dans les preuves examinées par la Cour), les objectifs de la première Commission sioniste étaient:-

La prévention de la spéculation foncière pendant la guerre.

La réouverture des banques juives.

L'établissement de bonnes relations avec les éléments non-juifs de la population.

La pose éventuelle d'une première pierre d'une université hébraïque à Jérusalem, sous les auspices britanniques.

The objects and status of the Commission are laid down by Dr. Weizmann to the late Sir M. Sykes on January 16th 1918 in letters forwarded to the Chief Political Officer by the Foreign Office. Dr. Weizmann wrote that Dr. Balfour had approved the plans of the Commission and asked that they should be put on record. As they are the same as articles 1 - 6 inclusive of the statement published by the Jewish Chronicle on March 8th 1918, it is unnecessary to set them out separately.

In the issue of the Jewish Chronicle cited above, the objects of the Commission are stated as follows:-

"The Commission should represent the Zionist organisation. It should act as an advisory body to the British Authorities in Palestine in all matters relating to Jews or which may effect the establishment in Palestine of a National Home for the Jewish people in accordance with the Declaration of His Majesty's Government. The objects of the Commission should be:-

To form a bond between the British Authorities and the Jewish population of Palestine.

To co-ordinate the relief work in Palestine and assist in the repatriation of exiled and evacuated persons and refugees. [p24]

To assist in restoring and developing the colonies and in organising the Jewish population in general.

To assist the Jewish organisation and institutions in Palestine in the resumption of their activities.

To help in establishing friendly relations with the Arabs and other non-Jewish communities.

To collect information and report upon the possibilities of the future development of the Jewish settlement and of the country in general.

To inquire into the possibility of the scheme of establishing a Jewish University.

In order to be able to achieve the foregoing objects the Commission must have permission subject to military necessity to travel, investigate and make reports upon the above mentioned matters".

Les objectifs et le statut de la Commission sont fixés par M. Weizmann à feu Sir M. Sykes le 16 janvier 1918 dans des lettres adressées au Directeur politique par le Foreign Office. M. Weizmann écrit que M. Balfour a approuvé les plans de la Commission et demande qu'ils soient consignés au dossier. Comme il s'agit des mêmes articles 1 à 6 inclus de la déclaration publiée par la Chronique juive du 8 mars 1918, il n'est pas nécessaire de les énoncer séparément.

Dans le numéro de la Chronique juive précité, les objectifs de la Commission sont énoncés comme suit:-)

"La Commission devrait représenter l'organisation sioniste. Il devrait agir en tant qu'organe consultatif auprès des autorités britanniques en Palestine pour toutes les questions relatives aux Juifs ou susceptibles d'entraîner la création en Palestine d'un foyer national pour le peuple juif, conformément à la Déclaration du Gouvernement de Sa Majesté. Les objectifs de la Commission devraient être:-)

Former un lien entre les autorités britanniques et la population juive de Palestine.

Coordonner le travail de secours en Palestine et aider au rapatriement des personnes exilées et évacuées et des réfugiés. [p24]

Aider à la restauration et au développement des colonies et à l'organisation de la population juive en général.

Aider l'organisation et les institutions juives en Palestine à reprendre leurs activités.

Aider à établir des relations amicales avec les Arabes et d'autres communautés non-juives.

Recueillir des informations et faire rapport sur les possibilités de développement futur de la colonie juive et du pays en général.

Enquêter sur la possibilité d'un projet de création d'une université juive.

Pour pouvoir atteindre les objectifs susmentionnés, la Commission doit être autorisée, sous réserve des nécessités militaires, à voyager, à enquêter et à faire rapport sur les questions susmentionnées".

The Court has not had the opportunity of hearing any evidence as to the negotiations as to this Commission with His Majesty's Government, but it is curious to note that the Commission seem to be in a position to define their own mission, nor does it seem to have occurred to the Government to establish any similar body entrusted with the duty of advising as to native interests. The whole of the arrangements appear to have been made in England by the Zionist organisation there.

20. On the 9th of October we find proposals made for a considerable extension of their activities. Certain of these were agreed to by the Commander-in-Chief, others modified. The ten proposals in question will be found set out in a despatch written by Colonel French and produced by Brig. General Waters Taylor among his exhibits.

the most significant of those rejected were (3) a proposal that steps should be taken to encourage and extend the participation of Jews in the Military Administration of the country; (5) that a Land Commission should be appointed on which there should be representatives of the Zionist Commission. In (4) they asked [p25] that Hebrew should be recognised as the language of the Jewish people in Palestine and in (6) that the Zionist Commission should send out experts to ascertain the resources of Palestine and that they should be authorised to proceed with such public works as were necessary and practicable. The Hebrew language was admitted subsequently, it being, however laid down that English was the official language of the Administration; public works must, it was pointed out, be confined to Jewish Colonies and Quarters.

These demands are very significant of the growing impatience of the Commission with the "Status Quo", the only policy possible until the Mandate had been assigned by the Powers, and their wide interpretation of the powers entrusted to them.

La Cour n'a pas eu l'occasion d'entendre des éléments de preuve sur les négociations avec le gouvernement de Sa Majesté au sujet de cette Commission, mais il est curieux de noter que la Commission semble être en mesure de définir sa propre mission et qu'il ne semble pas que le gouvernement ait pensé à créer un organisme semblable chargé de conseiller les intérêts des autochtones. L'ensemble des dispositions semblent avoir été prises en Angleterre par l'organisation sioniste de ce pays.

20. Le 9 octobre, nous trouvons des propositions faites pour une extension considérable de leurs activités. Certaines d'entre elles ont été acceptées par le commandant en chef, d'autres ont été modifiées. Les dix propositions en question se trouvent dans une dépêche écrite par le colonel French et produite par le brigadier-général Waters Taylor parmi ses expositions.

les plus importantes de celles qui ont été rejetées étaient (3) une proposition visant à encourager et à étendre la participation des Juifs à l'administration militaire du pays ; (5) qu'une commission foncière soit nommée, à laquelle devraient être représentés la Commission Sioniste. Dans (4) ils ont demandé [p25] que l'hébreu soit reconnu comme la langue du peuple juif en Palestine et dans (6) que la Commission sioniste envoie des experts pour vérifier les ressources de la Palestine et qu'ils soient autorisés à procéder aux travaux publics qui sont nécessaires et réalisables. La langue hébraïque a été admise par la suite, étant entendu, toutefois, que l'anglais était la langue officielle de l'Administration ; les travaux publics doivent, a-t-on fait remarquer, être limités aux colonies et quartiers juifs.

Ces demandes sont très significatives de l'impatience croissante de la Commission à l'égard du " statu quo ", la seule politique possible jusqu'à ce que le mandat ait été confié par les Puissances, et de leur interprétation large des pouvoirs qui leur sont confiés.

A serious feature of their attitude soon developed itself in a tendency to put pressure on the Administration through the influence of their home organisation with the British Government, then they had failed to persuade the Administration to adopt their views directly. The Zionist Commission made use of this procedure on three separate occasions when administrative measures or acts did not please them.

(1) In the matter of the Land Ordinance, (2) the establishment of the Egyptian Bonded Warehouses, and (3) in the matter of Agricultural Loans.

21. The first of these interferences resulted in the Land Ordinance, which it had been proposed to publish in June 1919, being suddenly held up by an order from Lord Curzon at the Foreign Office. The position as to land in Palestine was briefly as follows:- The land registers had nearly all been removed by the Turks, and as a consequence no land transactions of sale or mortgage could legally take place in occupied territory. As, however, it was observed that illegal [p26] transactions in land were taking place, the Administration in October 1918 issued a proclamation prohibiting any dealings in land. This proclamation was in the interest of the population generally. When the registers were recovered preparations were made to issue an ordinance allowing limited transactions in land. it was very desirable to do this as illegal transactions in which Jews were buying land were still being reported. The control of large transactions was carefully kept in the hands of the Administration as a safeguard against speculation. Without seeing the draft, the Zionist Commission, who feared that if there were private transactions previous to the settlement of the country the price of land would go up, protested. The Commission was at that time in financial straits.

Une caractéristique grave de leur attitude s'est rapidement développée dans une tendance à faire pression sur l'Administration par l'influence de leur organisation d'origine auprès du gouvernement britannique, puis ils n'avaient pas réussi à convaincre l'Administration d'adopter directement leurs vues. La Commission sioniste a eu recours à cette procédure à trois reprises lorsque des mesures ou des actes administratifs ne lui ont pas plu.

(1) En ce qui concerne l'ordonnance sur les terres, (2) l'établissement des entrepôts de stockage égyptiens, et (3) en ce qui concerne les prêts agricoles.

21. La première de ces interférences a eu pour conséquence que l'ordonnance sur les terres, qu'il avait été proposé de publier en juin 1919, a été soudainement retardée par un ordre de Lord Curzon au Foreign Office. La position concernant les terres en Palestine était brièvement la suivante : - Les registres fonciers avaient presque tous été supprimés par les Turcs et, par conséquent, aucune transaction foncière de vente ou d'hypothèque ne pouvait légalement avoir lieu en territoire occupé. Cependant, comme il a été observé que des transactions foncières illégales [p26] avaient lieu, l'Administration a publié en octobre 1918 une proclamation interdisant toute transaction foncière. Cette proclamation était dans l'intérêt de la population en général. Lorsque les registres ont été récupérés, des préparatifs ont été faits pour publier une ordonnance autorisant des transactions foncières limitées. Il était très souhaitable de le faire car des transactions illégales dans lesquelles des Juifs achetaient des terres étaient encore signalées. Le contrôle des grosses transactions a été soigneusement gardé entre les mains de l'Administration, ce qui nous protège contre la spéculation. Sans voir le projet, la Commission sioniste, qui craignait que s'il y avait des transactions privées avant la colonisation du pays, le prix de la terre augmenterait, protesta. La Commission se trouvait alors dans une situation financière difficile.

It was in vain that the Chief Administrator pointed out the safeguards against speculation and that the whole development of the country was being throttled by the continued prohibition and that it was not reasonable to ask in the interests of any section that the whole population should be prejudiced in this way. The Commission succeeded in interposing their veto and the measure was held up.

22. The actual effect of this on the population was not so irritating as might be imagined except in so far as it convinced the Arabs and Christians of the power of the Commission. So far as the measure went, the natives themselves were very anxious to check land transactions, fearing the acquisition of their property by the Jews. They were accordingly inclined to consider the prohibition an advantage. The interference of the Commission, however, drew forth a very vigorous protest from General Money, the then Chief Administrator, who pointed out that the action of [p27] the Commission was a bad augury for any future Administration of the country attempting to carry out the usual British practice of governing the country in the best interests of all sections of the community without giving undue preference to any particular section.

23. The case of the Egyptian Bonded Warehouses is dealt with in a despatch sent by Lord Allenby to the War Office, a copy of which will be found in the exhibits. In this case the cause of the intervention of the Commission was the refusal of O.E.T.A (S) to entertain an application from a body of Jaffa Jews to provide similar services to those of the Bonded Warehouses Company. This application it was impossible to entertain as the applicants were not only entirely without the requisite experience and organisation, but further consisted of traders and representatives of firms in competition with the very importers whose confidential agents they would have become. The matter was extremely urgent and the arrangement entered into with the Egyptian Bonded Warehouse Company took the form of a short term lease, which it was understood would not be binding on the future Government. It is characteristic of the attitude of the Zionist Commission that although Dr. Eder, the Chairman, is said by Lord Allenby to have expressed himself satisfied and to have realised that there was no ground for criticism of this temporary arrangement, the same gentleman quoted this case to the Court as an instance of anti-Zionist bias on the part of the Administration.

C'est en vain que l'administrateur en chef a souligné les garde-fous contre la spéculation et que tout le développement du pays était entravé par le maintien de l'interdiction et qu'il n'était pas raisonnable de demander, dans l'intérêt d'une section quelconque, que l'on porte ainsi préjudice à toute la population. La Commission a réussi à interposer son veto et la mesure a été retardée.

22. L'effet réel sur la population n'a pas été aussi irritant qu'on pourrait l'imaginer, sauf dans la mesure où il a convaincu les Arabes et les chrétiens du pouvoir de la Commission. En ce qui concerne la mesure, les autochtones eux-mêmes étaient très désireux de vérifier les transactions foncières, craignant l'acquisition de leurs biens par les Juifs. Elles étaient donc enclines à considérer cette interdiction comme un avantage. L'ingérence de la Commission, cependant, a suscité une protestation très vigoureuse de la part de General Money, l'administrateur en chef de l'époque, qui a souligné que l'action de [p27] la Commission était de mauvais augure pour toute future administration du pays qui tenterait d'appliquer la pratique britannique habituelle de gouverner le pays dans l'intérêt de toutes les parties de la communauté sans donner la préférence à une partie particulière.

23. Le cas des entrepôts de stockage égyptiens fait l'objet d'une dépêche envoyée par Lord Allenby au ministère de la Guerre, dont une copie se trouve dans les expositions. En l'espèce, la cause de l'intervention de la Commission était le refus de l'O.E.T.A (S) d'accueillir une demande d'un groupe de juifs de Jaffas de fournir des services similaires à ceux de la Bonded Warehouses Company. Cette demande n'était pas recevable, car non seulement les requérants ne disposaient pas de l'expérience et de l'organisation requises, mais ils se composaient en outre d'opérateurs et de représentants d'entreprises en concurrence avec les importateurs dont ils seraient devenus les agents confidentiels. La question était extrêmement urgente et l'accord conclu avec l'Egyptian Bonded Warehouse Company prenait la forme d'un bail à court terme, dont il était entendu qu'il ne lierait pas le futur gouvernement. L'attitude de la Commission sioniste est caractéristique de son comportement habituel : bien que Lord Allenby ait dit que M. Eder, le Président, s'était déclaré satisfait et s'était rendu compte qu'il n'y avait aucune raison de critiquer cet arrangement temporaire, le même homme a cité cette affaire devant la Cour comme un exemple de parti pris antisioniste de la part de l'administration.

24. The incident of the veto on the Agricultural Loans, however, had a far greater effect in inflaming the growing irritation of the population against the Zionists. As no mortgages between private persons and banks could be carried out. [p28] it became necessary for the Administration to help the cultivators in order that they might get their properties into order and cultivation again. A system of agricultural loans had existed under the Ottoman regime and was well understood. The Administration accordingly proposed a scheme by which it would directly advance money to actual cultivators on mortgage to the Administration.

The Administration actually got the money to advance from the Anglo-Egyptian Bank and guaranteed the interest to the Bank, the Bank having no relations with the cultivators and no interest in the land mortgaged. The arrangements were in working order and giving great satisfaction, when the Zionists objected on the grounds that there was favouritism to the Anglo-Egyptian Bank and that the Anglo-Palestine Bank - a Jewish Bank - should have been given the opportunity of advancing the money to the Administration: also that the scheme interfered with the "Status Quo" by causing an appreciation in the value of land. The latter ground is interesting as showing that the Zionist organisation was ready to plead the "Status Quo" when they thought it was in their interest to do so. By order of the Foreign Office the granting of further loans was stopped.

The people at once came to the conclusion that the Zionists had interfered in order that they should be left in great straits and should ultimately have to sell their lands to the Zionists at any price. Although Dr. Weizmann subsequently agreed that there had been a mistake, the mischief was done.

24. L'incident du veto sur les prêts agricoles, cependant, a eu un effet beaucoup plus important en accroissant l'irritation de la population contre les sionistes. Comme aucune hypothèque entre particuliers et banques ne pouvait être effectuée, il est devenu nécessaire pour l'Administration d'aider les cultivateurs afin qu'ils puissent remettre de l'ordre dans leurs propriétés et les cultiver à nouveau. Un système de prêts agricoles existait sous le régime ottoman et était bien compris. En conséquence, l'Administration a proposé un régime en vertu duquel elle avancerait directement de l'argent aux cultivateurs réels sur hypothèque à l'Administration.

L'Administration a effectivement obtenu l'argent pour avancer de l'Anglo-Egyptian Bank et a garanti les intérêts à la Banque, la Banque n'ayant aucune relation avec les cultivateurs et aucun intérêt dans les terres hypothéquées. Les arrangements étaient en ordre de marche et donnaient une grande satisfaction lorsque les sionistes ont fait valoir qu'il y avait favoritisme à l'égard de l'Anglo-Egyptian Bank et que l'Anglo-Palestine Bank - une banque juive - aurait dû avoir la possibilité d'avancer l'argent à l'Administration, et que le système interférait avec le "statu quo" en entraînant une appréciation du prix du terrain. Ce dernier motif est intéressant car il montre que l'organisation sioniste était prête à plaider le "statu quo" alors qu'elle pensait que c'était dans son intérêt de le faire. Sur ordre du ministère des Affaires étrangères, l'octroi de nouveaux prêts a été suspendu.

Le peuple en arriva aussitôt à la conclusion que les sionistes s'étaient ingérés pour qu'ils soient laissés dans de grandes difficultés et qu'ils aient finalement à vendre leurs terres aux sionistes à tout prix. Bien que le Dr Weizmann ait par la suite reconnu qu'il y avait eu une erreur, le méfait a été commis.

25. Dr. Weizmann seems to have exercised a reasonable and moderating influence whenever he personally was able to intervene. There is evidence to show, however, that latterly he [p29] was unable to control the extremists of his party, and under Mr. Ushishkin, a Russian refugee, the methods of the Commission became more and more oppressive and autocratic. It appears to have been Mr. Herbert Samuel who first enlightened the Chief Administrator as to the extent to which the Zionist Commission had assumed the role of a full blown Administration. For full details reference must be made to the despatch of Sir Louis Bols filed in the exhibits:

it will be sufficient here to point out certain special features of the organisation. It amounts to this that every department of the official administration is duplicated in the Zionist Commission. The organisation consists of no less than a hundred individuals and it is clear from an examination of the details given that a complete administrative machine is in active operation.

25. Le Dr Weizmann semble avoir exercé une influence raisonnable et modératrice chaque fois qu'il a pu intervenir personnellement. Il y a toutefois des preuves qui montrent que, dernièrement, il [p29] a été incapable de contrôler les extrémistes de son parti, et sous la direction de M. Ushishkin, un réfugié russe, les méthodes de la Commission sont devenues de plus en plus oppressantes et autocratiques. Il semble que ce soit M. Herbert Samuel qui ait d'abord éclairé l'administrateur en chef sur la mesure dans laquelle la Commission sioniste avait assumé le rôle d'une administration à part entière. Pour de plus amples détails, il convient de se référer à l'envoi de Sir Louis Bols déposé dans les expositions :

il suffira ici de souligner certaines particularités de l'organisation. Cela revient à dire que chaque département de l'administration officielle est dupliqué au sein de la Commission sioniste. L'organisation ne compte pas moins d'une centaine de personnes et il ressort de l'examen des détails qu'une machine administrative complète est en service.

26. To take a few instances:

the Peace Courts,

an ancient Jewish system of arbitration, have been developed into a complete system of Judicature within the country. There are 23 Judicial Courts with 245 Judges, a Court of Appeal and a regular system of procedure. They charge fees and execute judgements, entirely independent of the Civil Courts of the country. There is reason to suspect moreover that submission to these courts is not always voluntary.

Police.

The Zionist Commission have taken up the position that they are entitled to have all Jewish candidates pass through their hands and it is still more remarkable that the Administration should have admitted the claim which must tend to make all such [p30] candidates look to the Commission for their orders. This is on all fours with the disastrous system of permitting the Commission to subsidise police and other officials in the service of the Administration, a system which could only have one possible result, as came out very clearly in the Cornfield case. One would have thought that the Scriptural Admonition as to the impossibility of serving two masters might have presented itself to the minds of the Administration. Such a divided loyalty could only have one result and this is doubtless seen in the efficiency of the Zionist Intelligence Service to which reference will be made later.

Defence.

The organisation of this force is another instance of the determination of the Zionists to act independently of the Administration, but there is a certain excuse for their action in the circumstances which induced it. It will be necessary to refer to this matter further in connection with the riots and the Jabotinsky case. It is a little singular that a business which was openly carried out - they drilled in public places and marched through the streets - and which was known and adversely commented on by the populace at large should only have become known to the Military Governor of Jerusalem immediately before the outbreak.

26. Pour prendre quelques exemples :

les Tribunaux de Paix,

un ancien système d'arbitrage juif, ont été développés en un système judiciaire complet dans le pays. Il y a 23 cours judiciaires avec 245 juges, une cour d'appel et un système régulier de procédure. Ils perçoivent des honoraires et exécutent les jugements, en toute indépendance par rapport aux tribunaux civils du pays. Il y a en outre lieu de soupçonner que la soumission à ces tribunaux n'est pas toujours volontaire.

Police.

La Commission sioniste a adopté la position qu'elle a le droit de faire passer entre ses mains tous les candidats juifs et il est encore plus remarquable que l'Administration ait admis la revendication qui doit tendre à ce que tous ces candidats[p30] se tournent vers la Commission pour leurs ordres. C'est faire avec le système désastreux qui permet à la Commission de subventionner la police et d'autres fonctionnaires au service de l'administration, un système qui ne pouvait avoir qu'un seul résultat possible, comme l'a très clairement montré l'affaire Cornfield. On aurait pu penser que l'Admonition biblique quant à l'impossibilité de servir deux maîtres se serait présentée aux esprits de l'Administration. Une telle loyauté divisée ne pouvait avoir qu'un seul résultat, ce qui se voit sans doute dans l'efficacité du Service de renseignement sioniste auquel il sera fait référence plus tard.

Défense.

L'organisation de cette force est un autre exemple de la détermination des sionistes à agir indépendamment de l'administration, mais il y a une certaine excuse pour leur action dans les circonstances qui l'ont induite. Il sera nécessaire de revenir sur cette question dans le cadre des émeutes et de l'affaire Jabotinsky. Il est un peu singulier qu'un commerce qui a été ouvertement mené - ils ont foré dans des lieux publics et ont marché dans les rues - et qui était connu et critiqué par la population dans son ensemble n'aurait dû être connu du Gouverneur militaire de Jérusalem que juste avant le déclenchement de l'émeute.

Intelligence.

This department of the Zionist organisation is admitted to be extremely efficient. It is the common talk of the people, not without evidence to back it, that this department has access to all postal and telegraph matter and that no documents of the Administration are secret from it. One of their agents was arrested in Hebron a short time ago in [p31] possession of a pass issued by the Zionist Commission secret agent, Blumenfeld; this pass certified the bearer to be on C.I.D., O.E.T.A.(S) duty. Dr. Weizmann recently cited to Brig. General Waters Taylor, the Chief of Staff, the preamble of so confidential a document as the 8th Brigade Defence Scheme and abruptly refused to say where he had obtained it. The Zionists' system of intelligence evidently knew a great deal more about the inner working of the Administration than the corresponding department of the Administration did about the Zionists.

Public Health.

This department is run by the American Zionist Medical Unit. It is admitted they have done excellent work, but they have shown a marked tendency to try and work independently of the Public Health Department of the Administration and to annex all the credit for sanitary work done in the country. This was very noticeable even in the evidence given before the Court. While Colonel Heron, who was able to refute practically every allegation made against his department by Dr. Rubinow, the head of the A.Z.M.U., gave a generous recognition of the assistance rendered by the A.Z.M.U., Dr. Rubinow on the other hand could find nothing but grievances and was very grudging in his admission of good work done by the Administration.

It is unnecessary to go further into detail with regard to the working of these rival departments, for they are very fully dealt with in Sir Louis Bols' despatch. It is difficult, however, to resist the conclusion of the Chief Administrator that this state of affairs cannot continue without grave danger to the public peace and to the prejudice of the Administration. The situation is, in truth, intolerable. [p32]

Renseignements

Ce département de l'organisation sioniste est reconnu pour être extrêmement efficace. Les gens disent souvent, non sans preuves à l'appui, que ce service a accès à tous les documents postaux et télégraphiques et qu'aucun document de l'administration ne lui est secret. Un de leurs agents a été arrêté à Hébron il y a peu de temps, en [p31] possession d'un laissez-passer délivré par l'agent secret de la Commission sioniste, Blumenfeld ; ce laissez-passer certifiait que le porteur était en service au CID, O.E.T.A.(S). M. Weizmann a récemment cité au brigadier-général Waters Taylor, le chef d'état-major, le préambule d'un document aussi confidentiel que le plan de défense de la 8e brigade et a brusquement refusé de dire où il l'avait obtenu. Le système d'intelligence des sionistes en savait évidemment beaucoup plus sur le fonctionnement interne de l'administration que le département correspondant de l'administration n'en savait sur les sionistes.

Santé publique.

Ce département est dirigé par l'unité médicale sioniste américaine. Il est admis qu'ils ont fait un excellent travail, mais ils ont montré une tendance marquée à essayer de travailler indépendamment du Département de Santé Publique de l'Administration et à annexer tout le crédit pour le travail sanitaire effectué dans le pays. C'est ce que l'on a pu constater, même dans les témoignages présentés devant la Cour. Alors que le Colonel Heron, qui a pu réfuter pratiquement toutes les allégations faites contre son département par le Dr Rubinow, chef de l'A.Z.M.M.U., a généreusement reconnu l'aide apportée par l'A.Z.M.U., le Dr Rubinow n'a par contre trouvé que des griefs et a reconnu à contrecœur le bon travail réalisé par l'Administration.

Il n'est pas nécessaire d'aller plus loin dans le détail en ce qui concerne le fonctionnement de ces services rivaux, car ils sont très bien traités dans l'expédition de Sir Louis Bols. Il est toutefois difficile de s'opposer à la conclusion de l'Administrateur en chef selon laquelle cet état de choses ne peut se poursuivre sans mettre gravement en danger la paix publique et le préjudice de l'Administration. La situation est, en vérité, intolérable. [p32]

27. Two further examples may be cited to show the extent to which the Zionists ultimately carried their autocratic method of dealing with the Administration.

At the second demonstration in March last, the Mayor of Jerusalem, Musa Qasem el Husaini Pasha was present. No very definite evidence is to hand as to what he did, but the Zionists strongly resented his action, with the result that a letter was sent to him directly, signed by Mr. David Yellin, practically dismissing him from his post. (A copy of this letter is attached). Mr. David Yellin is the head of the Council of Jerusalem Jews and though not a member of the Zionist Commission is in close touch with that organisation. Subsequently El Husaini Pasha was dismissed without inquiry by Colonel Storrs, the Military Governor of Jerusalem. No doubt the Governor was within his rights in doing this. The decision to dismiss the Mayor had already been made owing to his incapacity, and the reasons assigned by Colonel Storrs for not suspending the execution of that decision are certainly powerful. It was unfortunate, however, that it had to be persisted in after the dictatorial letter of the Jerusalem Council, a letter which called forth a reproof from the Chief Administrator and an assurance from the Chief of Staff, Brigadier General Waters Taylor to the Mayor that "until correct procedure is followed and results endorsed by the Administration, your position as Mayor of Jerusalem is unimpaired."

The subsequent dismissal of the Mayor without his being heard and the appointment of Mr. David Yellin as the new Deputy Mayor, had a profound effect on his co-religionists, definitely confirming the conviction they had already formed from other evidence that the Civil Administration was the mere puppet of the Zionist organisation. This particular instance is a very good example of the want of liaison which is frequently to be noticed between the Military Government of Jerusalem and O.E.T.A.(S). It is scarcely credible that Colonel Storrs was made aware of the assurance of Brigadier General Waters Taylor or we imagine that he would at least have given the Mayor a hearing. It was, moreover, peculiarly unfortunate [p33] that this man's dismissal from office should have been notified to him the day following his giving his evidence before the Court. Colonel Storrs in his evidence gives other instances of this lack of cohesion which frequently placed him in an awkward position, owing to decisions being arrived at by O.E.T.A.(S) which concerned his office, but of which he was not kept informed.

27. Deux autres exemples peuvent être cités pour montrer à quel point les sionistes ont finalement adopté leur méthode autocratique pour traiter avec l'administration. Lors de la deuxième manifestation en mars dernier, le maire de Jérusalem, Musa Qasem el Husaini Pasha, était présent. Il n'y a pas de preuve très précise de ce qu'il a fait, mais les sionistes lui en voulaient fortement, de sorte qu'une lettre lui a été envoyée directement, signée par M. David Yellin, le démettant pratiquement de ses fonctions. (Une copie de cette lettre est jointe en annexe). M. David Yellin est le chef du Conseil des Juifs de Jérusalem, bien qu'aucun membre de la Commission sioniste ne soit en contact étroit avec cette organisation. Par la suite, El Husaini Pasha a été démis de ses fonctions sans enquête par le colonel Storrs, gouverneur militaire de Jérusalem. Il ne fait aucun doute que le Gouverneur était dans son droit de le faire. La décision de congédier le maire avait déjà été prise en raison de son incapacité, et les raisons invoquées par le colonel Storrs pour ne pas suspendre l'exécution de cette décision sont certainement fortes. Il est regrettable, cependant, qu'il ait dû être maintenu après la lettre dictatoriale du Conseil de Jérusalem, une lettre qui appelait une réprimande de l'administrateur en chef et une assurance du chef d'état-major, le général de brigade Waters Taylor, au maire que "tant que la procédure correcte ne sera pas suivie et les résultats approuvés par l'administration, votre position de maire de Jérusalem ne sera pas affectée". Le renvoi subséquent du maire sans qu'il ait été entendu et la nomination de M. David Yellin comme nouveau maire adjoint, ont eu un effet profond sur ses coreligionnaires, confirmant définitivement la conviction qu'ils avaient déjà formée à partir d'autres preuves que l'administration civile était la simple marionnette de l'organisation sioniste. Ce cas particulier est un très bon exemple du manque de liaison qui est souvent remarqué entre le Gouvernement Militaire de Jérusalem et l'O.E.T.A.(S). Il est peu crédible que le colonel Storrs ait été mis au courant de l'assurance du brigadier-général Waters Taylor ou que nous pensions qu'il aurait au moins donné une audience au maire. Il est d'ailleurs particulièrement malheureux [p33] que la destitution de cet homme lui ait été notifiée le lendemain de son témoignage devant la Cour. Dans son témoignage, le colonel Storrs donne d'autres exemples de ce manque de cohésion qui le plaçait souvent dans une position délicate, en raison des décisions prises par l'O.E.T.A.(S) concernant son bureau, mais dont il n'était pas tenu informé.

28. The other example is the series of letters addressed to the Chief Administrator and certain of his officials after the riots. These letters are set out in the despatch of Sir Louis Bols to General Headquarters dated 21st April, 1920. The tone of these letters is, as Sir Louis Bols complains, peremptory and dictatorial, and such as no administration could be expected to tolerate. It must, however, be borne in mind that they were written at a time of great excitement and that the Zionists had then taken up an openly hostile attitude towards the Administration.

29. It is difficult to resist the conclusion of a calm review of the evidence before the Court that the Zionists' attitude justifies the description of one of the witnesses, Dr. Paterson, an old resident in Hebron, as arrogant, insolent and provocative. To the native, they seem to have adopted an attitude at first contemptuous and peremptory, and later, when they became aware of the growing feeling aroused by their attitude, a resentment not unmingled with fear.

Cet animal est tres méchant Si en l'attaque il se defend.

Towards the Administration they adopted the attitude of "We want the Jewish State and we won't wait", and they did not hesitate to avail themselves of every means open to them in this country and abroad to force; the hand of an Administration bound to respect the "Status Quo" and to commit it, and thereby future Administrations, to a policy not contemplated in the Balfour Declaration.. It is not to be wondered at that the Arab population complained of bias on the part of the Administration in favour of the Jews. They see the Administration [p34] repeatedly overruled by the Zionist Commission; they see the Zionist Commission intermeddling in every department of Government, in Justice, Public Health, Legislation, Public Works, and forcing the Administration as in the case of the Wilhelma Concession to interfere in their favour, in a purely business transaction.

28. L'autre exemple est la série de lettres adressées à l'administrateur en chef et à certains de ses fonctionnaires après les émeutes. Ces lettres figurent dans l'envoi de Sir Louis Bols au quartier général en date du 21 avril 1920. Le ton de ces lettres est, comme le déplore Sir Louis Bols, péremptoire et dictatorial, et tel qu'aucune administration ne pourrait le tolérer. Il faut cependant garder à l'esprit qu'ils ont été écrits à une époque de grande excitation et que les sionistes avaient alors adopté une attitude ouvertement hostile envers l'administration.

29. Il est difficile de résister à la conclusion d'un examen calme de la preuve devant la Cour que l'attitude des sionistes justifie la description de l'un des témoins, le Dr Paterson, un vieux résident d'Hébron, comme arrogant, insolent et provocateur. Pour les autochtones, ils semblent avoir adopté une attitude d'abord méprisante et péremptoire, et plus tard, lorsqu'ils ont pris conscience du sentiment croissant suscité par leur attitude, un ressentiment qui ne se mélange pas à la peur.

Cet animal est très méchant Si en l'attaque il se défend.

A l'égard de l'Administration, ils ont adopté l'attitude "Nous voulons l'Etat juif et nous n'attendrons pas", et ils n'ont pas hésité à user de tous les moyens à leur disposition dans ce pays et à l'étranger pour imposer ; la main d'une Administration tenue de respecter le "statu quo" et de l'engager, et donc des administrations futures, à une politique non envisagée dans la Déclaration Balfour ? Il ne faut pas s'étonner que la population arabe se soit plainte de la partialité de l'administration en faveur des Juifs. Ils voient l'Administration[p34] rejetée à plusieurs reprises par la Commission sioniste ; ils voient la Commission sioniste s'immiscer dans tous les ministères du gouvernement, dans la Justice, la Santé publique, la Législation, les Travaux publics, et forcer l'Administration comme dans le cas de la Concession Wilhelma à intervenir en leur faveur, dans une transaction purement commerciale.

They see Jews excluded from the operations of the Public Custodian with regard to enemy property: they have seen the introduction of the Hebrew language on an equality with Arabic and English: they have seen considerable immigration not effectively controlled: they see Zionist stamps on letters and Zionist young men drilling publicly in the open spaces of the town. Finally they have seen them proceeding to the election of a Constituent Assembly.

What more natural than that they should fail to realise the immense difficulties the Administration was and is labouring under and come to the conclusion that the openly published demands of the Jews were to be granted and the guarantees in the Declaration were to become but a dead letter?

Ils voient des Juifs exclus des opérations du domaine public en ce qui concerne les biens ennemis : ils ont vu l'introduction de la langue hébraïque sur un pied d'égalité avec l'arabe et l'anglais ; ils ont vu une immigration considérable non contrôlée de manière efficace : ils voient des timbres sionistes sur les lettres et des jeunes sionistes forant publiquement dans les espaces ouverts de la ville. Enfin, ils les ont vus procéder à l'élection d'une Assemblée constituante.

Quoi de plus naturel que de ne pas se rendre compte des immenses difficultés que l'Administration a dû et doit encore surmonter et en arriver à la conclusion que les demandes ouvertement publiées des Juifs devaient être satisfaites et que les garanties de la Déclaration ne devaient plus être qu'une lettre morte ?

30. Another indiscretion of the Jews, moreover, had succeeded in adding fuel of the most combustible kind to the growing fire.

Christians and Moslems alike have the deepest concern for the Holy Places of Jerusalem. Rightly or wrongly they suspect the intentions of the Jews with regard to these, the Roman Catholics more particularly with regard to the Christian Holy Places and the Moslems with regard to the Haram el Sherif, which they can never forget is the site of the Jewish Temple. Now previous to the war, the Jews had already entered into negotiations to secure a piece of land for a Jewish meeting place close to the Wailing Wall, the land in question being a Waqf of the Moroccans. [p35] The scheme was taken up again in 1918, but opposition had then been raised and the scheme had to be dropped.

The Wailing Wall is in reality the Western Wall of the Haram, the bottom courses consisting of huge blocks certainly dating from the time of the Jewish Temple, though whether Herod's or Solomon's is not clear. This wall the Jews claim as their possession, but it is almost certain that they have no claim in law, the wall together with the rest of the Haram being the property of the Sultan of Turkey in his sovereign capacity. Recently the question has arisen in a more acute form through the attempts of the Moslems to repair certain of the upper courses of the wall. The correspondence which has ensued between the Jews and the Administration with reference to this subject throws considerable light on the extent of Jewish claims in this direction. The Rabbi Kook in his letter of 30th May declares that the Temple area and the whole of the Mount are "bound in the end to revert to us" and asks the Government to entrust the Wailing Wall "to the care and control of the Representatives of Jewry: and any reparations that shall be required we shall carry out ourselves." The Zionist Commission in their letter to Colonel Storrs of May 16th 1920 declare the act of repairing the wall by the Moslems a 'Sacrilege', and the Council of Rabbis writing to Colonel Storrs on June 2nd 1920 say "The Holy Wall, the Wailing Wall is the property of Israel as far as the heavens and no other person or persons is allowed to touch it.

30. Une autre indiscretion des Juifs, d'ailleurs, avait réussi à ajouter au feu grandissant de l'essence de la nature la plus combustible.

Les chrétiens comme les musulmans ont le souci le plus profond pour les Lieux Saints de Jérusalem. Ils soupçonnent, à tort ou à raison, les intentions des juifs à leur égard, des catholiques romains plus particulièrement à l'égard des lieux saints chrétiens et des musulmans à l'égard du Haram el Sherif, dont ils ne pourront jamais oublier le site du Temple juif. Maintenant, avant la guerre, les Juifs avaient déjà entamé des négociations pour obtenir un terrain pour un lieu de rencontre juif près du Mur des Lamentations, le terrain en question étant un Waqf des Marocains. Le stratagème a été repris en 1918, mais l'opposition avait alors été soulevée et le stratagème a dû être abandonné.

Le Mur des Lamentations est en réalité le Mur Occidental du Haram, le fond étant constitué d'énormes blocs datant certainement de l'époque du Temple Juif, bien que celui d'Hérode ou de Salomon ne soit pas clair. Ce mur que les Juifs revendiquent comme leur possession, mais il est presque certain qu'ils n'ont aucune revendication en droit, le mur avec le reste du Haram étant la propriété du Sultan de Turquie en sa qualité souveraine. Récemment, la question s'est posée avec plus d'acuité à la suite des tentatives des musulmans de réparer certains des rangs supérieurs du mur. La correspondance qui s'en est suivie entre les Juifs et l'Administration à ce sujet jette un éclairage considérable sur l'étendue des revendications juives dans ce sens. Le rabbin Kook, dans sa lettre du 30 mai, déclare que l'enceinte du Temple et l'ensemble de la montagne sont " liés à la fin pour nous revenir " et demande au gouvernement de confier le Mur des Lamentations " aux soins et au contrôle des représentants de la communauté juive ; et toute réparation qui sera nécessaire, nous l'exécuterons nous-mêmes. Dans leur lettre au colonel Storrs du 16 mai 1920, la Commission sioniste déclare que l'acte de réparation du mur par les musulmans est un " sacrilège ", et le Conseil des rabbins écrit au colonel Storrs le 2 juin 1920 : " Le Mur sacré, le Mur des lamentations appartient à Israël jusqu'au ciel et aucune autre personne ou personne ne peut y toucher.

At the same time we beg to declare our right to recognise the sacredness of the whole Moriah and Temple area; we are sure that the day will [p36] come and God will deliver his people; and our Holy Temple will be rebuilt in its glory as in the days of old” Such language may doubtless be considered as nothing but the pious expression of millennial hopes by deeply religious men. The Moslems, however, will be inclined to look to the practical activities of the Zionist Commission and to suspect that the less spiritually minded among them may be tempted to hasten the fulfilment of prophesy. In view of the sanctity of the Haram in the eyes of all Moslems, such a suspicion is enough to fire not only the Moslems of Palestine; but the whole of Islam.

31. It may be said that, once the Balfour Declaration was published, the native population should have recognised its finality and trusting in the guarantees it contains, ceased to agitate or to feel alarm. A number of factors, however, created doubts as to whether the Balfour Declaration would ever come into operation, not only in the minds of the public but in those of officials of the Government. Firstly the Administration was at one period (the date is uncertain) instructed to send out a circular asking various localities and communities how and by whom they would prefer to be governed. Secondly there was the announcement of an inter-Allied Commission which was also to enquire how Palestine would wish to be governed. This commission never arrived in its inter-Allied form, the American portion coming alone in June 1919 to report to President Wilson. They held, according to Major Waggett, a sporadic plebiscite all over the country. Then the American Zionist [p37] Commission is said to have maintained the general notion that things were being examined from the outside. Again there was the Anglo-French Declaration (date not given) which said that the Allies had no intention of imposing upon any part of the Turkish Empire any institutions which they do not want. All these fitful essays tended to confuse and exasperate the people.

En même temps, nous implorons de déclarer notre droit de reconnaître le caractère sacré de toute la zone du Mont Moriah et du Temple ; nous sommes sûrs que le jour viendra [p36] et que Dieu délivrera son peuple ; et notre Saint Temple sera reconstruit dans sa gloire comme aux jours d'autrefois.....”. Un tel langage peut sans doute n'être considéré comme rien d'autre que l'expression pieuse d'espoirs millénaires par des hommes profondément religieux. Les musulmans, cependant, seront enclins à se tourner vers les activités pratiques de la Commission sioniste et à soupçonner que les moins spirituels d'entre eux pourraient être tentés de hâter l'accomplissement de la prophétie. Compte tenu de la sainteté du Haram aux yeux de tous les musulmans, une telle suspicion suffit à renvoyer non seulement les musulmans de Palestine, mais l'ensemble de l'Islam.

31. On peut dire qu'une fois la Déclaration Balfour publiée, la population autochtone aurait dû reconnaître sa finalité et avoir confiance dans les garanties qu'elle contient, cesser de s'agiter ou de s'inquiéter. Toutefois, un certain nombre de facteurs font douter que la Déclaration Balfour puisse un jour entrer en vigueur, non seulement dans l'esprit du public, mais aussi dans celui des fonctionnaires du Gouvernement. Tout d'abord, l'Administration a été chargée à une époque (la date est incertaine) d'envoyer une circulaire demandant aux différentes localités et communautés comment et par qui elles préféreraient être gouvernées. Deuxièmement, il y a eu l'annonce de la création d'une commission interalliée qui devait également s'enquérir de la manière dont la Palestine souhaiterait être gouvernée. Cette commission n'est jamais arrivée sous sa forme interalliée, la partie américaine venant seule en juin 1919 pour faire rapport au président Wilson. Selon le major Waggett, ils ont tenu un plébiscite sporadique dans tout le pays. Ensuite, la Commission sioniste américaine [p37] aurait maintenu l'idée générale que les choses étaient examinées de l'extérieur. Encore une fois, il y a eu la Déclaration franco-anglaise (date non donnée) qui disait que les Alliés n'avaient pas l'intention d'imposer à une partie quelconque de l'Empire turc des institutions qu'ils ne veulent pas. Tous ces essais enchaînés avaient tendance à embrouiller et à exaspérer les gens.

Then the Peace negotiations dragged on interminably inviting every kind of speculation as to the possible issue, and finally no definite pronouncement was made by the Administration, so that the people were never squarely faced with a chose jugée, a thing which in the East often works miracles in persuading the people to accept the inevitable.

32. This raises the question of the wisdom of withholding the Foreign Office pronouncement on Zionism, which was eventually issued on 28th April 1920. This declaration or one similar to it, has been forwarded to General Money, the then Chief Administrator, who in the exercise of his discretion and with the assent of General Headquarters, declined the responsibility of publishing it, a course subsequently followed by both his successors, General Watson and General Bols.

Both General Money and General Watson considered, and presumably the High Command agreed, that there were military dangers in the publication of the declaration during their tenure or office: General Bols considered the announcement would awaken antagonism. The question was [p38] doubtless one of extreme delicacy, but in the light of subsequent events and misunderstandings, it would probably have been better to have published the declaration and risked the consequences.

33. We have then arrived at a condition of affairs where the native population, disappointed of their hopes, panic-stricken as to their future, exasperated beyond endurance by the aggressive attitude of the Zionists, and despairing of redress at the hands of an Administration which seems to them powerless before the Zionist organisation, lies a ready prey for any form of agitation hostile to the British Government and the Jews. Such agitation was not and is not wanting. Firstly there is the movement for a United Syria with which the Emir Feisal is directly associated as chief. This is the principal movement openly advocated by the clubs such as the Moslem-Christian, Muntada el Araby, etc., and the main object of the demonstrations which took place early in this year. The declaration of Emir Feisal as King of United Syria, including Palestine, gave an immense fillip to the movement. The country, moreover, was infested with Sherifian officers carrying on an active propaganda.

Puis les négociations de paix ont traîné interminablement, invitant toutes sortes de spéculations sur l'issue possible, et finalement aucune déclaration définitive n'a été faite par l'Administration, de sorte que le peuple n'a jamais été directement confronté à un juge élu, une chose qui, en Orient, fait souvent des miracles pour persuader le peuple d'accepter l'inévitable.

32. Cela soulève la question de la sagesse de retenir la déclaration du Foreign Office sur le sionisme, qui a finalement été publiée le 28 avril 1920. Cette déclaration ou une déclaration semblable a été transmise au Général Money, l'administrateur en chef de l'époque, qui, dans l'exercice de son pouvoir discrétionnaire et avec l'assentiment du quartier général, a décliné la responsabilité de la publier, un cours suivi par ses successeurs, le général Watson et le général Bols.

Le général Money et le général Watson considéraient tous deux, et probablement le haut commandement était d'accord, qu'il y avait des dangers militaires dans la publication de la déclaration pendant leur mandat ou fonction : Le général Bols a estimé que l'annonce réveillerait l'antagonisme. La question était sans doute [p38] d'une extrême délicatesse, mais à la lumière des événements et des malentendus ultérieurs, il aurait probablement été préférable de publier la déclaration et d'en risquer les conséquences.

33. Nous sommes alors arrivés à une situation où la population indigène, déçue de ses espoirs, paniquée quant à son avenir, exaspérée au-delà de l'endurance par l'attitude agressive des sionistes, et désespérée d'obtenir réparation de la part d'une administration qui lui semble impuissante devant l'organisation sioniste, est une proie facile pour toute agitation hostile au gouvernement britannique et aux Juifs. Une telle agitation n'était pas et n'est pas insuffisante. Il y a d'abord le mouvement pour une Syrie unie auquel l'Émir Fayçal est directement associé en tant que chef. C'est le principal mouvement ouvertement prôné par les clubs tels que les musulmans-chrétiens, Muntada el Araby, etc. et l'objet principal des manifestations qui ont eu lieu au début de cette année. La déclaration de l'Émir Fayçal comme Roi de Syrie Unie, y compris la Palestine, a donné un immense élan au mouvement. Le pays était en outre infesté d'officiers shérifistes faisant de la propagande active.

It is impossible to follow the movement in all its ramifications in this report and for a true appreciation of the formidable dangers it discloses, recourse must be had to the reports of Colonel Bramley, the Assistant Administrator (Police) on this and kindred subjects.

The attitude of the Administration towards this declaration of the Emir Feisal has been criticised. We find the Chief Administrator, and the High Commissioner in agreement with him, contemplating a recognition of [p39] Feisal as King immediately after the declaration. Such a policy was in intention to give Feisal a mere nominal suzerainty over Palestine and Mesopotamia: its attractions from certain points of view are evident, for it would have quieted a good deal of foreign anti-Zionist propaganda in the country, as well as afforded a sop to the irritated susceptibilities of the Arabs. On the other hand such a policy at such a time of tension might have had the effect of encouraging the native population in its opposition to the Balfour Declaration and would be considered as dealing a blow to Zionist aspirations. It is not certain how far this contemplated recognition became public generally, but the Zionists certainly got to know of it. Mr. Herbert Samuel, on it being broached to him, entered a vigorous protest. We will refer to this question again later one

34. Closely interwoven with the United Syria movement is the Pan-Islamic agitation, which seeks to unite Islam from India to the Mediterranean. This again connects up with the Pan-Turanian ideals which favour the aspirations of their Turkish co-religionists. All these movements are now definitely anti-British and Anti-Allies, and their combined efforts are directed to fan the flame lit by the discontent of the Palestinian population.

A more subtle undercurrent runs through all these movements on the one side and within the Zionist movement itself on the other. Russian Bolshevism is undoubtedly working underneath the surface both southwards from the Caucasus to Damascus and in Palestine itself in the very [p40] heart of Zionism. Large numbers of the Jewish immigrants hold Bolshevist views and the Paola Zion Club of which Lt. Jabotinsky is said to be the organiser, is a definite Bolshevist institution.

Il est impossible de suivre le mouvement dans toutes ses ramifications dans ce rapport et pour une véritable appréciation des formidables dangers qu'il révèle, il faut avoir recours aux rapports du Colonel Bramley, l'Administrateur adjoint (Police) sur ce sujet et d'autres sujets similaires.

L'attitude de l'Administration vis-à-vis de cette déclaration de l'Émir Fayçal a été critiquée. Nous trouvons que l'Administrateur en chef, et le Haut Commissaire en accord avec lui, envisagent une reconnaissance de [p39] Fayçal comme Roi immédiatement après la déclaration. Une telle politique visait à donner à Fayçal une simple suzeraineté nominale sur la Palestine et la Mésopotamie : ses attraites sont évidents d'un certain point de vue, car elle aurait calmé une bonne partie de la propagande antisioniste étrangère dans le pays, tout en permettant une réduction des susceptibilités irritables des arabes. D'un autre côté, une telle politique en cette période de tension aurait pu avoir pour effet d'encourager la population autochtone dans son opposition à la Déclaration Balfour et serait considérée comme un coup porté aux aspirations sionistes. Il n'est pas certain dans quelle mesure cette reconnaissance envisagée est devenue publique en général, mais les sionistes en ont certainement pris connaissance. M. Herbert Samuel, s'adressant à lui, s'est engagé dans une vigoureuse protestation. Nous reviendrons sur cette question plus tard.

34. L'agitation panislamique, qui cherche à unir l'islam de l'Inde à la Méditerranée, est étroitement liée au mouvement syrien uni. Cela rejoint à nouveau les idéaux pantouraniens¹⁰ qui favorisent les aspirations de leurs coreligionnaires turcs. Tous ces mouvements sont désormais définitivement anti-Britanniques et anti-Alliés, et leurs efforts combinés visent à attiser la flamme allumée par le mécontentement de la population palestinienne.

Un courant de fond plus subtil traverse tous ces mouvements d'un côté et à l'intérieur du mouvement sioniste lui-même de l'autre. Le bolchevisme russe travaille indubitablement sous la surface, à la fois vers le sud, du Caucase à Damas, et en Palestine même, au cœur même [p. 40] du sionisme. Un grand nombre d'immigrants juifs ont des opinions bolchevistes et le Paola Zion Club, dont le lieutenant Jabotinsky serait l'organisateur, est une institution bolcheviste bien définie.

¹⁰ Le touranisme ou pantouranisme est un courant idéologique politique dont le but est l'union des peuples de langues turques et finno-ougriennes au sein d'une entité nommée Touran

Attention is particularly drawn to the remarkable circular issued by this club and printed by Volpert and Company of Jaffa, subsequent to the riots, which definitely throws over the Zionist leaders and declares for the "world Proletariat and the Social Revolution." The appeal is to the Arab fellah and worker and it is said that the same kind of appeal is being made to the same classes on the other side of the Jordan.

The Jewish Case.

35. Having examined in considerable detail the case made by the Arab population against the Government and the various causes which may have been said to have given rise to the intense feeling which culminated in the outbreak on Easter Day, it is now necessary to pass shortly in review the case against the Administration as presented by the Zionists. This case was presented and pressed with a degree of bitterness by the Zionists remarkable even after making due allowance for the injury and alarm their compatriots had suffered in the riots. They persist in describing the events of these days as a "pogrom", a word which clearly imputes connivance to the Administration: Dr. de Sola Pool gave as his definition of the word that it meant "an attack on the Jews of the city carried out by the lower lawless elements who were given free play by the non-interference of the police and those charged with the keeping of order. Not necessarily with the connivance of the Government, but almost invariably of the lower police officials.

"

The Zionists also allege that the Administration and its officials have been steadily biased against the Zionists and [p41] disloyal to the policy laid down in the Balfour Declaration: that by the exhibition of this bias they encouraged the Arabs to think that a massacre of the Jews would be pleasing to the Administration: that they failed to make adequate preparations to meet a premeditated attack in spite of repeated warnings, and that by their coquetting with the Sherifians and the Emir Feisal, they precipitated the catastrophe. The question of the behaviour of the police and the question of premeditation and want of preparation may best be left for consideration when we come to discuss the actual occurrences of Easter week. The questions to be examined here are how far the allegations of bias and encouragement of the Arabs can be said to be justified.

L'attention est particulièrement attirée sur la remarquable circulaire publiée par ce club et imprimée par Volpert et Compagnie de Jaffa, suite aux émeutes, qui renverse définitivement les dirigeants sionistes et se déclare pour le "prolétariat mondial et la révolution sociale". L'appel s'adresse au fellah et à l'ouvrier arabes et on dit que le même genre d'appel est lancé aux mêmes classes de l'autre côté du Jourdain.

Le cas des Juifs

35. Après avoir examiné en détail les arguments avancés par la population arabe contre le gouvernement et les diverses causes qui auraient pu être à l'origine du sentiment intense qui a culminé avec l'épidémie du jour de Pâques, il est maintenant nécessaire de passer rapidement en revue l'affaire contre l'administration telle que présentée par les Sionistes. Ce cas a été présenté et pressé avec une certaine amertume par les sionistes remarquables même après avoir tenu compte des blessures et de l'alarme que leurs compatriotes avaient subies pendant les émeutes. Ils persistent à décrire les événements de ces jours comme un "pogrom", un mot qui impute clairement la connivance à l'Administration : Le Dr de Sola Pool a donné comme définition du mot " attaque contre les Juifs de la ville par les éléments inférieurs sans foi ni loi qui ont été laissés à eux-mêmes par la non-ingérence de la police et ceux chargés du maintien de l'ordre ". Pas nécessairement avec la connivance du gouvernement, mais presque invariablement des fonctionnaires de police inférieurs."

Les Sionistes allèguent également que l'Administration et ses fonctionnaires ont été constamment biaisés contre les Sionistes et [p41] déloyaux à la politique énoncée dans la Déclaration Balfour : qu'ils ont encouragé les Arabes à penser qu'un massacre des Juifs ferait plaisir à l'Administration en manifestant ce parti pris ; qu'ils n'ont pas fait les préparations adéquates pour répondre à une attaque préméditée malgré des avertissements répétés ; que par leur connivance avec les Husseini et l'Émir Fayçal ils ont provoqué la catastrophe. La question du comportement de la police et la question de la préméditation et du manque de préparation seront peut-être mieux prises en considération lorsque nous discuterons des événements réels de la semaine de Pâques. Les questions à examiner ici sont de savoir dans quelle mesure les allégations de partialité et d'encouragement des Arabes peuvent être considérées comme justifiées.

36. In order to understand the situation, it is necessary to have a clear idea of what the position of the Administration was. The Administration is a military organisation acting under a Chief Administrator who takes his orders from the Commander-in-Chief, (Lord Allenby) through the General Officer Commanding (General Congreve). The latter consults the Commander-in-Chief on major questions and acts for himself in other respects. The War Office is ultimately responsible for the execution of the policy dictated, but they do not lay it down. They act on instructions from the Foreign Office.

Now the instructions given to the various Chief Administrators who have directed the Administration, have always been to follow out exactly Chapter 14, Articles 353 et seq of the manual of Military Law, which lays down the proper procedure for the occupant of occupied enemy territory. This is in principle the maintenance of the Status Quo: in the words of Article 354 "it is no longer considered permissible for him to work his will unhindered, altering the existing form of Government, upsetting [p42] the constitution and domestic laws and ignoring the rights of the inhabitants."

Such an administration has hitherto been expected to be of a purely transitory character, not enduring for more than a few months at most. The protracted peace negotiations, however, have necessitated the prolongation of this temporary form of administration during several years and it has become increasingly difficult to follow the strict rule and maintain the Status Quo. These difficulties have mostly been caused by the instructions emanating from the Foreign Office in favour of the Zionists and have resulted in certain proclamations such as that introducing the Hebrew language, clearly at variance with the Status Quo.

36. Pour comprendre la situation, il est nécessaire d'avoir une idée claire de la position de l'Administration. L'Administration est une organisation militaire agissant sous l'autorité d'un administrateur en chef qui reçoit ses ordres du Commandant en chef (Lord Allenby) par l'intermédiaire de l'officier général commandant (General Congreve). Ce dernier consulte le commandant en chef sur les grandes questions et agit par ailleurs en son nom propre. Le ministère de la Guerre est ultimement responsable de l'exécution de la politique dictée, mais il ne l'établit pas. Ils agissent sur instruction du ministère des Affaires étrangères.

Or, les instructions données aux différents administrateurs en chef qui ont dirigé l'administration ont toujours été de suivre exactement le chapitre 14, articles 353 et suivants du manuel du droit militaire, qui établit la procédure à suivre pour l'occupant du territoire ennemi occupé. Il s'agit en principe du maintien du statu quo : selon les termes de l'article 354, "il n'est plus considéré comme autorisé pour lui de faire sa volonté sans entrave, modifiant la forme existante de gouvernement, bouleversant [p42] la constitution et les lois nationales et ignorant les droits des habitants".

Jusqu'à présent, on s'attendait à ce qu'une telle administration ait un caractère purement transitoire, ne durant pas plus de quelques mois au plus. Les négociations de paix prolongées ont toutefois nécessité la prolongation de cette forme d'administration temporaire pendant plusieurs années et il est devenu de plus en plus difficile de suivre la règle stricte et de maintenir le statu quo. Ces difficultés ont été causées principalement par les instructions émanant du ministère des Affaires étrangères en faveur des sionistes et ont abouti à certaines proclamations telles que l'introduction de la langue hébraïque, clairement en contradiction avec le statu quo.

The permission given to the Zionist Commission and the increasing pressure placed upon the Administration has made it excessively difficult to follow out the definite instructions under which its officials act. It will be remembered that the Zionist Commission, while making continuous demands which amounted to violations of the Status Quo, did not hesitate to fall back on the Status Quo when it suited their purpose and ultimately by their abuse of their influence at home with the British Government induced the Foreign Office to add further to the harassment of the Administration by its direct interference, a state of affairs which became even more impossible when the late Chief Political Officer, Colonel Meinertzhagen, claimed and exercised the right to deal directly with the Foreign Office, irrespective of the opinions of his military chiefs. The condition became one of perpetual conflict between the Administration attempting to follow out its definite instructions and the Zionists seeking in every direction to commit the Administration to a policy favouring their pretensions. [p43]

37. Now the accusations of the Zionists as to bias shape themselves roughly under three heads. (1) Indiscreet remarks by various officials showing personal bias against the Jews; (2) definite acts showing bias on the part of the Administration and its officials; (3) dealings with the Emir Feisal indicating disloyalty to the policy laid down by the British Government. Under the first group the Zionists have collected a number of chance exclamations and expletives which have fallen from the lips of exasperated officials at odd times and have been zealously noted down by attentive Jewish witnesses for future use. It will occur to most people that any community under like conditions might collect a similar batch of trivialities capable of suggesting ill feeling. It does not seem to have occurred to the Zionists that it is possible for an English official to have a personal dislike for a type and yet do his duty conscientiously in spite of it. As a matter of fact nearly all the instances cited concern four particular officials who on representation being made to the Administration as to their attitude were relieved of their functions. The principal of these officials was Colonel Gabriel, the late financial adviser, whose budget came in for a severe criticism from Dr. Eder for what he called its "tendencious language."

L'autorisation donnée à la Commission sioniste et la pression croissante exercée sur l'administration ont rendu excessivement difficile l'application des instructions précises selon lesquelles ses fonctionnaires agissent. On se souviendra que la Commission sioniste, tout en faisant des demandes constantes qui constituaient des violations du statu quo, n'a pas hésité à se rabattre sur le statu quo quand cela convenait à son but et finalement en abusant de leur influence au sein du gouvernement britannique a incité le Foreign Office à ajouter au harcèlement de l'administration par son intervention directe, une situation qui est devenue encore plus impossible lorsque feu le chef politique, Colonel Meinertzhagen, a affirmé et exercé son droit à traiter directement avec le Foreign Office, indépendamment des opinions des chefs militaires. La situation est devenue une situation de conflit perpétuel entre l'administration qui tentait de suivre ses instructions précises et les sionistes qui cherchaient dans tous les sens à engager l'administration dans une politique favorisant leurs prétentions. [p43]

37. Maintenant, les accusations des sionistes de partialité se profilent à peu près à trois titres. (1) Remarques indiscretes de divers fonctionnaires montrant des préjugés personnels contre les Juifs ; (2) actes précis montrant des préjugés de la part de l'Administration et de ses fonctionnaires ; (3) relations avec l'Émir Fayçal indiquant une déloyauté envers la politique définie par le gouvernement britannique. Sous le premier groupe, les sionistes ont recueilli un certain nombre d'exclamations fortuites et de jurons qui sont tombés des lèvres de fonctionnaires exaspérés à des moments étranges et qui ont été notés avec zèle par des témoins juifs attentifs en vue d'une utilisation future. La plupart des gens s'apercevront qu'une communauté, dans des conditions similaires, peut recueillir un lot similaire de trivialités capables de suggérer un sentiment de malaise. Il ne semble pas que les sionistes aient pensé qu'il est possible pour un fonctionnaire anglais d'avoir une aversion personnelle pour un type et de faire son devoir consciencieusement malgré cela. En fait, la quasi-totalité des cas cités concernent quatre fonctionnaires en particulier qui ont été relevés de leurs fonctions lorsqu'on leur a fait part de leur attitude à l'Administration. Le principal de ces fonctionnaires était le colonel Gabriel, le regretté conseiller financier, dont le budget a été sévèrement critiqué par le Dr Eder pour ce qu'il a appelé son "langage tendancieux".

Colonel Gabriel did not encourage Zionism in this budget and he certainly made use of one offensive expression when he talked of "exotic Jews."

He paid the penalty in removal from office. To say that this handful of instances proves persistent bias on the part of Administration officials is surely an extreme deduction.

It is necessary, however, to examine the evidence of a witness of much more serious importance, who undoubtedly is the chief support of the Zionists in their contention - that is [p44] Colonel Meinertzhagen, the late Chief Political Officer. It is unfortunate that the Court was obliged to call Colonel Meinertzhagen very early in the Inquiry owing to his impending departure for England and had no opportunity of recalling him at a more developed stage: a more searching cross examination might have shed much necessary light on this witness' instructions from the Foreign Office and his personal attitude.

38. Colonel Meinertzhagen's view of his countrymen's attitude towards the Zionists is so damnatory that it had best be quoted in full. He says "I believe that most Englishmen have inherited a dislike for the Jew I do not think any normal body of British officers could hold the scales equally between Jew and Moslem. I do not think any civil administration could do so unless it had a certain sympathy with the Jewish cause." A sweeping statement of this character is extremely difficult to meet: it might with at least equal justice be said that no nation has shown itself more widely tolerant of the Jew than the English, and it ignores the proved capacity of Imperial officials to maintain a high standard of equal justice throughout the Empire irrespective of their personal likes and dislikes. Indeed it is fairly clear from Colonel Meinertzhagen's own statement that what he demands is not this equal holding of the scales, but a definite bias in favour of the Zionists. He is wholly unable to appreciate the justice of the native case, which he dismisses contemptuously as "superficially justifiable", because in his view, the Arab is a very inferior person.

A glance at other portions of this witness' evidence gives a possible scale by which to estimate it.

Le colonel Gabriel n'a pas encouragé le sionisme dans ce budget et il a certainement utilisé une expression offensante quand il a parlé de "juifs exotiques". Il a payé la pénalité lors de sa révocation. Dire que cette poignée de cas prouve la persistance d'un parti pris de la part des fonctionnaires de l'Administration est certainement une déduction extrême.

Il est toutefois nécessaire d'examiner le témoignage d'un témoin d'une importance beaucoup plus sérieuse, qui est sans aucun doute le principal soutien des sionistes dans leur argumentation - c'est-à-dire [p44] le colonel Meinertzhagen, feu le chef politique. Il est regrettable que la Cour ait été obligée d'appeler le colonel Meinertzhagen très tôt dans l'enquête en raison de son départ imminent pour l'Angleterre et qu'elle n'ait pas eu l'occasion de le rappeler à un stade plus avancé : un contre-interrogatoire plus approfondi aurait pu apporter un éclairage bien nécessaire sur les instructions du Foreign Office et son attitude personnelle concernant ce témoin.

38. Le point de vue du colonel Meinertzhagen sur l'attitude de ses compatriotes à l'égard des sionistes est si catastrophique qu'il vaut mieux le citer intégralement. Il dit : "Je crois que la plupart des Anglais ont hérité d'une aversion pour le Juif... Je ne pense pas qu'un corps normal d'officiers britanniques puisse tenir la balance également entre Juifs et Musulmans. Je ne pense pas qu'une administration civile puisse le faire si elle n'a pas une certaine sympathie pour la cause juive." Il est extrêmement difficile de faire une déclaration de ce genre : on peut dire avec une justice au moins égale qu'aucune nation ne s'est montrée plus tolérante à l'égard des Juifs que les Anglais, et elle ignore la capacité avérée des fonctionnaires impériaux à maintenir un niveau élevé de justice égale dans l'Empire, quels que soient leurs goûts et aversions personnels. En effet, il ressort assez clairement de la propre déclaration du colonel Meinertzhagen que ce qu'il exige n'est pas cette tenue égale de la balance, mais un parti pris certain en faveur des sionistes. Il est tout à fait incapable d'apprécier la justice de l'affaire autochtone, qu'il rejette avec mépris comme "superficiellement justifiable", parce qu'à son avis, l'arabe est une personne très inférieure.

Un coup d'œil à d'autres parties de la déposition de ce témoin donne une échelle possible pour l'estimer.

He states that "the correct Zionist policy has always been misrepresented to the Arabs, in some case deliberately, the main anti-Zionist [p45] argument being that Zionism means a Jewish State, which is a phrase I've only heard used by the Administration and by anti-Zionists among the population

Zionism has never contemplated a Jewish Government in Palestine." No doubt this is the correct interpretation of the Balfour Declaration and that put forward by the Zionists when on their best behaviour, but all the evidence adduced before the Court points to a mental reservation quite opposed to Colonel Meinertzhagen's statement and the most violent expression of this intention comes from men, who if not official Zionists, are certainly Zionists. Again this witness gives as one of the causes of the strained relations between the Administration and the Zionists the fact that "the British Administration has been asked to administer a policy which they consider unfair and unjust as it involves, in their opinion, the minority ruling the majority." The British Administration had definite orders to maintain the Status Quo, a fact which Colonel Meinertzhagen himself admits a little later on.

It is not really necessary to analyse Colonel Meinertzhagen's evidence to disclose the contradictions in which he has involved himself. It is fairly clear that, just as in one or two unfortunate cases certain individual officials have betrayed anti-Zionist bias, so Colonel Meinertzhagen arrived with a definite anti-Arab bias and a prejudice in favour of Zionism and took his views from the Zionists alone. It is possible that the unfortunate example of Colonel Gabriel threw him violently into the opposite camp; there is something significant in his admission to Brig. General Waters Taylor that he believed that he was Dr. Weizmann's nominee.

A careful examination of Colonel Meinertzhagen's reckless championship of the Zionist cause fails to convince the [p46] Court that he has added materially to the proof of general bias charged against the O.E.T.A.(S) officials, while Colonel Meinertzhagen's own indiscretions on a tour which was apparently intended to conciliate the Arabs, reveal him as an agent who, however capable of doing good work in other spheres is singularly out of place in the East.

Il déclare que " la politique sioniste correcte a toujours été mal présentée aux Arabes, dans certains cas délibérément, le principal argument antisioniste étant que le sionisme signifie un État juif, ce que j'ai seulement entendu dire par l'administration et par les antisionistes dans la population.... Le sionisme n'a jamais envisagé un gouvernement juif en Palestine." C'est sans doute l'interprétation correcte de la Déclaration Balfour et de celle avancée par les sionistes lorsqu'ils se conduisent bien, mais toutes les preuves présentées devant la Cour indiquent une réserve mentale tout à fait opposée à la déclaration du colonel Meinertzhagen et l'expression la plus violente de cette intention vient des hommes, qui sont certainement sionistes sinon officiels, voire sionistes. Encore une fois, ce témoin donne comme l'une des causes des relations tendues entre l'administration et les sionistes le fait qu'"on a demandé à l'administration britannique d'administrer une politique qu'ils considèrent déloyale et injuste car elle implique, à leur avis, la minorité qui gouverne la majorité". L'administration britannique avait reçu l'ordre définitif de maintenir le statu quo, ce que le colonel Meinertzhagen lui-même admet un peu plus tard.

Il n'est pas vraiment nécessaire d'analyser les éléments apportés par le colonel Meinertzhagen pour révéler les contradictions dans lesquelles il s'est impliqué. Il est assez clair que, tout comme dans un ou deux cas malheureux, certains fonctionnaires ont trahi un parti pris antisioniste, le colonel Meinertzhagen est arrivé avec un parti pris anti-arabe et un parti pris en faveur du sionisme et a pris ses opinions des seuls Sionistes. Il est possible que le malheureux exemple du colonel Gabriel l'ait violemment jeté dans le camp opposé ; il y a quelque chose de significatif dans son admission au [admiration du ?] brigadier général Waters Taylor qu'il croyait être le candidat du Dr Weizmann.

Un examen attentif du championnat imprudent du colonel Meinertzhagen pour la cause sioniste ne parvient pas à convaincre la Cour[p46] qu'il a ajouté matériellement à la preuve de partialité générale reprochée aux fonctionnaires de l'O.E.T.A.(S), alors que les indiscretions du colonel Meinertzhagen dans une tournée qui visait apparemment à concilier les arabes, le révèle comme un agent qui, quoique si capable de bien faire dans d'autres domaines est particulièrement déplacé en Orient.

A much juster view of the situation can be obtained by the examination of the evidence of Lieut. Colonel Bentwich, Senior Judicial Officer of the Administration. Lieut. Colonel Bentwich is an English Jew and an ardent and convinced Zionist, and he impressed the Court as being a most fair minded and reliable witness. This is what he says "I don't think there has been a general bias. There have been one or two cases of officers in the Administration who had - Colonel Gabriel had, and one or two others were anti-Jewish. These officers have been dealt with. I think the Jews are a little out to seek offence. They are too sensitive and ready to take offence and there is action and reaction accordingly. The Jews regarded the declaration of 1917 as something which was to be fulfilled immediately and have been worried and disappointed by the delay. I think also there has been too much ostentation and demonstration irritating to the populace." This evidence deserves the profoundest consideration for it really sums up the whole matter.

39. Coming to the allegations of definite acts showing bias on the part of the Administration, three principal witnesses give evidence in detail: Dr. Rubinow, head of the A.Z.M.U., Captain Samuel, an official of the Legal Department, O.E.T.A.(S) and Dr. Eder, Political Officer of the Zionist [p47] Commission.

Taking Dr. Rubinow's evidence first, the following are his principal allegations:-

(1) Difficulties placed in the way of the work of his hospital instanced by the cutting off of the water when he disputed the water rate. Colonel Grey Donald denies that this was ever done intentionally. The water supply is not a constant service and is frequently cut off from causes out of control of the Jerusalem authorities.

(2) The arrest of a midwife in Tiberias. The details of this case are given in the appendix from which it is clear that this woman was using a forged diploma.

(3) Unfair treatment of personnel in the taking over of anti-malarial work by the public Health Department. Colonel Heron shows conclusively that the arrangements for taking over were made in agreement with the A.Z.M.U. and that the posts offered to the Zionist officials were refused by them as being too poorly paid.

Une vision beaucoup plus juste de la situation peut être obtenue par l'examen du témoignage du lieutenant-colonel Bentwich, huissier de justice principal de l'administration. Le lieutenant-colonel Bentwich est un Juif anglais et un sioniste ardent et convaincu, et il a impressionné la Cour comme étant un témoin des plus loyaux d'esprit et fiable. C'est ce qu'il dit : "Je ne pense pas qu'il y ait eu un parti pris général. Il y a eu un ou deux cas d'officiers dans l'administration qui avaient - le colonel Gabriel avait, et un ou deux autres étaient anti-juifs. On s'est occupé de ces agents. Je pense que les Juifs sont un peu à la recherche de l'offense. Ils sont trop sensibles et prêts à s'offusquer, et il y a de l'action et de la réaction en conséquence. Les Juifs considéraient la déclaration de 1917 comme quelque chose qui devait être accomplie immédiatement et ils ont été inquiets et déçus par le retard. Je pense aussi qu'il y a eu trop d'ostentation et de manifestations irritantes pour la population." Cette preuve mérite la plus profonde considération car elle résume bien toute la question.

39. En ce qui concerne les allégations d'actes concrets faisant preuve de partialité de la part de l'Administration, trois témoins principaux témoignent en détail : Rubinow, chef de l'A.Z.M.M.U., le capitaine Samuel, fonctionnaire du Département juridique de l'O.E.T.A.(S) et Dr Eder, responsable politique de la Commission sioniste[p47].

En prenant d'abord le témoignage du Dr Rubinow, ses principales allégations sont les suivantes :

(1) Difficultés rencontrées dans le travail de son hôpital en raison de la coupure de l'eau lorsqu'il a contesté le tarif de l'eau. Le colonel Grey Donald nie que cela ait jamais été fait intentionnellement. L'approvisionnement en eau n'est pas un service constant et est souvent coupé pour des raisons indépendantes de la volonté des autorités de Jérusalem.

(2) L'arrestation d'une sage-femme à Tibériade. Les détails de cette affaire sont donnés dans l'annexe d'où il ressort clairement que cette femme utilisait un faux diplôme.

(3) Traitement injuste du personnel lors de la prise en charge du travail antipaludique par la Direction de la santé publique. Le colonel Heron montre de façon concluante que les dispositions de prise en charge ont été prises en accord avec l'A.Z.M.M.U. et que les postes offerts aux fonctionnaires sionistes ont été refusés par eux comme étant trop mal payés.

(4) That the work of the unit was ignored by the Public Health Department in the first report of the Administration. Colonel Heron has shown that the Public Health Department made no report that year and the omission, if it was not an oversight (the unit had only been working a few months) was the work of Colonel Gabriel.

On the other hand Colonel Heron is able to demonstrate (1) that the unit received continual help from the Public Health Department, and

(2) that they were not generous in their attempts to obtain credit for work in which they only participated. Dr. Rubinow's evidence was marked throughout by a want of fairness, to say the least of it, an interesting instance of which is his account of the reason for Colonel Storrs going to pass the night in the hospital during the riots, which should be carefully compared with Colonel Storrs' own account of what actually occurred.

40. Captain Samuel's allegations are as follows: (1) The failure to arrest Mohamed Zaid Nati. This man is a Sheikh of the Ghazzawieh Tribe of Bedouins, and the arrest would have [p48] required something like an expedition. As a matter of fact actual fighting with this tribe did occur en April 22nd last. (2) Failure to stop the Tiberias anti-Zionist demonstrations. This evidently was a question of policy for the local authority. Riots ensued in which the blame was more or less equally divided between the Jews and the Arabs as may be seen from the table of convictions in the appendix. The so-called demonstrations were ostensibly wedding parties and difficult to handle.

(3) Removal of a Zionist shield from a shop in Safed. Again the local authority probably used its discretion, this town being in a district in which the Arab population is very excitable.

(4) The fishing rights on the Lake of Hooleh - unfair preference of an Arab. There appear to have been certain irregularities over this auction on both sides. The Administration eventually confirmed the contract to the Arab, which was only for one year, probably considering that in all the circumstances it was best kept undisturbed, there is no special reason to suppose they were influenced by a fear of annoying the Arabs, as suggested. The officer concerned with the action, Captain Flynn, was subsequently dispensed with over another matter.

(4) Que le travail de l'unité a été ignoré par le Département de Santé Publique dans le premier rapport de l'Administration. Le colonel Heron a démontré que le service de santé publique n'a fait aucun rapport cette année-là et que l'omission, s'il ne s'agissait pas d'une omission (l'unité ne travaillait que depuis quelques mois) était le fait du colonel Gabriel. D'autre part, le colonel Heron est en mesure de démontrer (1) que l'unité a reçu une aide continue de la Direction de la santé publique et (2) qu'ils n'ont pas été généreux dans leurs tentatives d'obtenir des crédits pour des travaux auxquels ils ont seulement participé. Le témoignage du Dr Rubinow a toujours été marqué par un manque d'équité, c'est le moins qu'on puisse dire, dont un exemple intéressant est la raison pour laquelle le colonel Storrs va passer la nuit à l'hôpital pendant les émeutes, qui devrait être soigneusement comparée à ce que le colonel Storrs a lui-même dit de ce qui s'est réellement passé.

40. Les allégations du capitaine Samuel sont les suivantes : (1) L'absence d'arrestation de Mohamed Zaid Nati. Cet homme est un cheikh de la tribu Ghazzawieh des Bédouins, et l'arrestation aurait nécessité quelque chose comme une expédition[p48]. En fait, de véritables combats avec cette tribu ont eu lieu le 22 avril dernier.

(2) Défaut d'arrêter les manifestations antisionistes de Tibériade. C'était évidemment une question de politique pour l'autorité locale. Il s'en est suivi des émeutes au cours desquelles le blâme a été plus ou moins également réparti entre Juifs et Arabes, comme on peut le voir sur le tableau des condamnations en annexe. Les soi-disant manifestations étaient ostensiblement des fêtes de mariage et difficiles à gérer.

(3) Retrait d'un bouclier sioniste [maguen David] d'un magasin à Safed. Encore une fois, l'autorité locale a probablement utilisé sa discrétion, cette ville se trouvant dans un quartier où la population arabe est très excitée.

(4) Les droits de pêche sur le lac de Hooleh - préférence injuste d'un Arabe. Il semble qu'il y ait eu certaines irrégularités de part et d'autre de cette vente aux enchères. L'Administration a finalement confirmé le contrat à l'Arabe, qui n'était que pour un an, probablement en considérant que dans toutes les circonstances, il n'y a aucune raison particulière de supposer qu'ils étaient influencés par la crainte d'ennuyer les Arabes, comme on le suggère. L'officier concerné par l'action, le capitaine Flynn, a par la suite été démis de ses fonctions pour une autre raison.

While on the subject of Captain Samuel's evidence it is interesting to note that he himself complains of unwarrantable interference during the investigation into the Tiberias riots of a Zionist representative, a Russian named Benjamin Grad.

41. Dr. Eder, whose evidence from his position and reputation carried the most weight, cites the following examples: (1) The tendencious language of the Budget statement of 1919-20. It has already been admitted that the paragraphs complained of may bear some such interpretation and one at least is offensive. Colonel Gabriel was responsible [p49] for this Budget, which he published without submitting proofs to the heads of the departments for approval, and his services have since been dispensed with. (2) Jaffa Chamber of Commerce - failure to give proportional representation to Jewish merchants. This may have been an error of discretion or a desire to maintain the Status Quo. (3) Stein's machine shop. There seems to have been good reason for hesitation here in the managing directors' admitted bankruptcy (or liquidation, as Dr.Eder prefers to call it). Eventually they were allowed to take possession. (4) Wagner's factory, and (5) Hardegg's Hotel. Any discrimination there may have been in these cases seems to have been exercised in favour of English demobilised soldiers and not to Arabs. The reason propounded by Dr. Eder that the Jews were refused the Hardegg Hotel "because it was near the Protestant Church" remains an explicable mystery. (6) Egyptian Bonded Warehouses. This has been already explained. The Company were equipped and experienced and ready to do the work which was urgent. The Jews were not. The contract was for the shortest possible period. (7) Leasing of land at Yachtihvah and Ben Shemen. Here there was an apparent differentiation owing to local causes only. The Arabs appear to have put in a possessory title and the confirmation to the Jew would undoubtedly have led to disturbance. (8) The Sand Dunes, Richon le Zion. Reference to the appendix will show that a very difficult legal question was involved in this case, which neither side was prepared to take into court.

Au sujet du témoignage du capitaine Samuel, il est intéressant de noter qu'il se plaint lui-même d'ingérence irrémédiable pendant l'enquête sur les émeutes de Tibériade d'un représentant sioniste, un Russe nommé Benjamin Grad.

41. M. Eder, dont le témoignage fondé sur sa position et sa réputation a eu le plus de poids, cite les exemples suivants : (1) Le langage tendancieux de l'exposé budgétaire de 1919-1920. Il a déjà été admis que les paragraphes faisant l'objet de la plainte peuvent donner lieu à une telle interprétation et qu'une au moins est offensante. Le colonel Gabriel était responsable[p49] de ce budget, qu'il a publié sans soumettre d'épreuves à l'approbation des chefs de départements, et ses services ont depuis été supprimés. (2) Chambre de commerce de Jaffa - défaut de représentation proportionnelle des commerçants juifs. Il peut s'agir d'une erreur de discrétion ou d'un désir de maintenir le statu quo. (3) Atelier d'usinage de Stein. Il semble qu'il y ait eu de bonnes raisons d'hésiter ici dans la faillite (ou liquidation, comme préfère l'appeler le Dr Eder) admise par les administrateurs délégués. Ils ont fini par être autorisés à en prendre possession. (4) l'usine de Wagner et (5) l'hôtel Hardegg. Toute discrimination qui aurait pu exister dans ces cas semble avoir été exercée en faveur des soldats démobilisés anglais et non en faveur des Arabes. La raison avancée par le Dr Eder selon laquelle les Juifs se sont vu refuser l'hôtel Hardegg "parce qu'il était proche de l'Eglise protestante" reste un mystère explicable. (6) Entrepôts de stockage égyptiens. Cela a déjà été expliqué. La compagnie était équipée, expérimentée et prête à faire le travail urgent qui s'imposait. Les Juifs ne l'étaient pas. Le contrat était d'une durée aussi courte que possible. (7) Location de terrains à Yachtihvah et Ben Shemen. Dans ce cas, il y avait une différence apparente due uniquement à des causes locales. Les Arabes semblent avoir mis un titre de propriété et la confirmation au Juif aurait sans doute conduit à des troubles. (8) Les Dunes de Sable, Richon le Zion. La référence à l'annexe montrera qu'il s'agissait d'une question juridique très difficile que ni l'une ni l'autre des parties n'était prête à porter devant les tribunaux.

42. This practically exhausts the specific incidents of alleged bias, and it is evident that in all but one or two instances there is no question of unfair discrimination at all, [p50] while even in those as to which there may be some doubt, the discrimination was not influenced by any preference for Arab as against Jew, but was dictated by questions of local policy and the anxiety to avoid disturbance over doubtful cases. On this issue as on that of general bias, the Zionists completely fail to make good their contention.

43. It remains to examine the third allegation that the dealings of the Administration with the Emir Feisal indicated a disloyalty to the policy laid down by the British Government and encouraged the Arabs to attack the Jews. Reference has already been made to this action of the Administration; it will be necessary to follow the political situation a little more closely to appreciate what was occurring. In January 1920, the Emir Feisal was conducting a campaign in favour of a French mandate over Syria, including Palestine. This was by arrangement with M. Clemenceau, the terms of which appear to be (1) a United Syria, including Palestine, under French assistance; (2) an autonomous Lebanon; (3) an autonomous Hauran (both, however, included in the Syrian Kingdom); (4) the withdrawal of all French troops from Syria; (5) the acceptance of French political and expert advisers who are to be considered public servants of the Syrian Kingdom. Sheikh Fuad-el-Khati, the Emir's Director of Foreign Affairs, who is thoroughly pro-British, informed Brig. General Waters Taylor that a violent anti-British propaganda was going on not only in Syria, but in Palestine, Mesopotamia and Persia and that it was actively supported by French funds: that the Emir Feisal was now completely under the influence of the French. The Sheikh foretold not only disaster to Syria, but unrest all over the British Moslem world.

42. Cela épuise pratiquement tous les incidents spécifiques de partialité alléguée, et il est évident que dans tous les cas sauf un ou deux, il n'est pas question de discrimination injuste du tout, [p50] alors que même dans ceux pour lesquels il peut y avoir quelques doutes, la discrimination n'était influencée par aucune préférence pour les arabes par rapport aux juifs, mais était dictée par des questions de politique locale et l'inquiétude d'éviter des troubles à cause de cas douteux. Sur cette question comme sur celle de la partialité générale, les sionistes ne parviennent absolument pas à faire valoir leur thèse.

43. Reste à examiner la troisième allégation selon laquelle les relations de l'administration avec l'émir Fayçal indiquaient une déloyauté à l'égard de la politique menée par le gouvernement britannique et encourageaient les Arabes à attaquer les Juifs. Il a déjà été fait référence à cette action de l'Administration ; il faudra suivre un peu plus attentivement la situation politique pour comprendre ce qui se passait. En janvier 1920, l'émir Fayçal mène une campagne en faveur d'un mandat français sur la Syrie, y compris la Palestine. Il s'agissait d'un accord avec M. Clemenceau, dont les termes semblent être (1) une Syrie unie, y compris la Palestine, sous assistance française ; (2) un Liban autonome ; (3) un Hauran autonome (les deux, cependant, inclus dans le Royaume syrien) ; (4) le retrait de toutes les troupes françaises de Syrie ; (5) l'acceptation des conseillers politiques et experts français qui doivent être considérés comme fonctionnaires du Royaume syrien. Le cheikh Fuad-el-Khati, directeur des affaires étrangères de l'émir, qui est tout à fait pro-britannique, a informé le général de brigade Waters Taylor qu'une violente propagande antibritannique se déroulait non seulement en Syrie, mais aussi en Palestine, en Mésopotamie et en Perse et qu'elle était activement soutenue par des fonds français : l'Émir Fayçal était désormais complètement sous l'influence des français. Le cheikh a prédit non seulement un désastre pour la Syrie, mais aussi des troubles dans tout le monde musulman britannique.

It is admitted that the Administration were not taken by [p51] surprise by the declaration of Kingship by the Emir Feisal; it was recognised as the culmination of French intrigue. The French were prepared to recognise Arab independence and to evacuate their zones provided the British evacuated Mesopotamia and Palestine. They stated that they recognised that they were not wanted by the people and would only stay because the British were staying, and that they would claim their zone, whilst recognising Feisal, if the British remained.

It was to meet this situation that the Chief Administrator and his advisers deliberated as to the advisability of extending British recognition of Feisal as ruler of an Arab State, including the English Provinces of Mesopotamia and Palestine. The proposition was exceedingly tempting - it would probably put an end to French intrigue, satisfy the pride and national spirit of the Syrians by giving a nominal overlordship to Feisal, which would not interfere with the actual control of either ourselves or the French in our respective zones, and generally pacify the Arab States. The suggestion was viewed with favour by both Lord Allenby and Lord Milner and in the face of such support, it must be presumed that there were grave and weighty reasons of general policy affecting the near and middle East which justified deliberation on such a proposal, even though, were such deliberation to become public, it might tend temporarily to elate the Arabs and depress the Zionists. The one thing certain is that the consideration of such a policy was not taken up out of any disloyalty to the Government Policy or distaste for the Zionism aims, but as a hopeful and possible solution of the grave difficulties which were then afflicting the near and middle East. [p52]

44. We have dealt elsewhere with the possible error made by the Administration in not publishing the statement of policy at an earlier date: we have also made reference to the grave difficulties in maintaining a condition of 'Status Quo' caused by the inordinate delay in concluding the Peace Treaty with Turkey. One other disadvantage under which the Administration found itself remains to be mentioned - the constant state of flux in which the personnel was involved owing to the gradual demobilisation of the army.

Il est admis que l'Administration n'a pas été surprise[p51] par la déclaration de la royauté par l'Émir Fayçal ; elle a été reconnue comme l'aboutissement de l'intrigue française. Les Français étaient prêts à reconnaître l'indépendance arabe et à évacuer leurs zones à condition que les Britanniques évacuent la Mésopotamie et la Palestine. Ils ont déclaré qu'ils reconnaissaient qu'ils n'étaient pas désirés par le peuple et qu'ils ne resteraient que parce que les Britanniques restaient, et qu'ils revendiqueraient leur zone, tout en reconnaissant Fayçal, si les Anglais restaient.

C'est pour faire face à cette situation que l'administrateur en chef et ses conseillers ont réfléchi à l'opportunité d'étendre la reconnaissance britannique de Fayçal comme dirigeant d'un État arabe, y compris les provinces anglaises de Mésopotamie et de Palestine. La proposition était extrêmement tentante - elle mettrait probablement fin à l'intrigue française, satisferait la fierté et l'esprit national des Syriens en donnant à Fayçal une suprématie nominale, qui n'interfererait pas avec le contrôle effectif de nous-mêmes ou des Français dans nos zones respectives, et pacifierait les États arabes en général.

Lord Allenby et Lord Milner ont tous deux accueilli favorablement cette suggestion et, face à un tel soutien, il faut présumer qu'il y avait des raisons graves et sérieuses de politique générale touchant le Proche et le Moyen-Orient qui justifiaient la délibération sur une telle proposition, même si, si cette délibération devait devenir publique, elle pourrait tendre temporairement à défier les Arabes et à déprimer les Sionistes. Ce qui est certain, c'est que l'examen d'une telle politique n'a pas été entrepris par déloyauté à l'égard de la politique gouvernementale ou par dégoût pour les objectifs sionistes, mais comme une solution optimiste et possible aux graves difficultés qui frappaient alors le Proche et le Moyen Orient. [p52]

44. Nous avons traité ailleurs de l'erreur que l'Administration a pu commettre en ne publiant pas la déclaration de politique à une date antérieure : nous avons également fait référence aux graves difficultés que pose le maintien d'une condition de statu quo en raison du retard démesuré pris dans la conclusion du Traité de paix avec la Turquie. Un autre inconvénient auquel l'administration s'est trouvée confrontée reste à mentionner : l'état de flux constant dans lequel le personnel a été impliqué en raison de la démobilisation progressive de l'armée.

It is only necessary to mention in illustration of this that since Colonel Storrs' appointment as Military Governor of Jerusalem, there have been four Chief Administrators, nine A.A.Gs., five C.Cs Police, four D.A.D.M.S., three Staff Captains "A", six Deputy Military Governors, Ramalleh and four Deputy Military Governors, Jericho.. It is easy to see that under such conditions continuity of policy can only be maintained with difficulty. This cause may also have something to do with the defects of organisation already commented on - the occasional failure of liaison between O.E.T.A.(S) and the Governate of Jerusalem and the defective intelligence system which resulted in their being ignorant of the Zionists' duplication of Government until informed by Mr. Herbert Samuel and of the daily drilling of "Jabotinsky's army" when that proceeding was the common talk of the town.

45. After the examination of the allegations made under the headings before mentioned, the Court is clearly of opinion that no case of general bias has been made out against the Administration and only such cases of individual bias as have been dealt with by the Administration itself. The Court is of opinion that while no doubt occasional mistakes have been made, such as might [p53] be expected in an organisation of ordinary human beings acting under conditions of extreme difficulty, the Administration has loyally carried out the policy laid down for it, endeavouring to hold the balance with the greatest exactitude between the warring sections of the population, with results on the whole to the welfare of people and country which ought to be the subject of sincere gratification to the British Government.

Il suffit de mentionner à titre d'illustration que depuis la nomination du colonel Storrs au poste de gouverneur militaire de Jérusalem, il y a eu quatre administrateurs en chef, neuf G.A.A., cinq policiers C.C., quatre D.A.D.M.S., trois capitaines d'état-major "A", six gouverneurs militaires adjoint, Ramalleh et quatre gouverneurs militaires adjoint, Jericho ? Il est facile de voir que, dans de telles conditions, la continuité de la politique ne peut être maintenue qu'avec difficulté. Cette cause peut aussi avoir quelque chose à voir avec les défauts d'organisation déjà commentés - l'échec occasionnel de la liaison entre l'O.E.T.A.T.A.(S) et le Gouvernorat de Jérusalem et le système de renseignement défectueux qui a fait qu'ils ignoraient la duplication du Gouvernement par les sionistes jusqu'à ce que M. Herbert Samuel les informe et le forage quotidien des "armées de Jabotinsky" lorsque cette procédure était le sujet commun des débats dans la ville.

45. Après examen des allégations formulées sous les rubriques susmentionnées, la Cour est clairement d'avis qu'aucun cas de partialité générale n'a été établi à l'encontre de l'Administration et que seuls les cas de partialité individuelle qui ont été traités par l'Administration elle-même. La Cour est d'avis que, s'il ne fait aucun doute que des erreurs occasionnelles ont été commises, comme on pourrait s'y attendre dans une organisation d'êtres humains ordinaires agissant dans des conditions extrêmement difficiles [p53], l'administration a loyalement mené la politique qui lui était assignée, s'efforçant de maintenir l'équilibre avec la plus grande exactitude entre les couches de la population en guerre, avec pour résultat global le bien-être du peuple et du pays qui doit faire l'objet d'une satisfaction sincère pour le gouvernement britannique.

B. CIRCUMSTANCES WHICH GAVE RISE TO THE DISTURBANCES WHICH TOOK PLACE AT AND NEAR JERUSALEM ON THE OCCASION OF THE NEBI MUSA PILGRIMAGE ON 4TH APRIL AND FOLLOWING DAYS.

46. We have now arrived at a stage at which we are able to appreciate the condition of affairs during the weeks immediately preceding Easter 1920. The whole native population, Arab and Christian, was in a condition of active hostility at once to the Zionists and the British Administration, their sentiments inflamed by a sense of their own wrongs, their fears for the future, and the active propaganda of various anti-British and anti-Zionist elements working freely in their midst.

The signs and warnings had not escaped either the Zionists or the Administration. The Zionists were seriously alarmed and repeatedly referred to the Administration. The Administration were in receipt of full information from their agents, both as to foreign activities and as to the propaganda carried on by the various clubs. It is not denied by General Bols that he and his officials had ample warning of the extreme danger which threatened and though Colonel Storrs inclines to consider the actual danger at the Nebi Musa Festival itself was greater in the preceding year, the majority of witnesses are not of his opinion.* It seems to have been evident to everybody [p54] that a storm was beating up and might burst at any moment.

B. CIRCONSTANCES QUI ONT DONNÉ LIEU AUX TROUBLES QUI ONT EU LIEU À JÉRUSALEM ET DANS SES ENVIRONS À L'OCCASION DU PÈLERINAGE NEBI MUSA LE 4 AVRIL ET LES JOURS SUIVANTS.

46. Nous en sommes maintenant arrivés à un stade où nous sommes en mesure d'apprécier l'état des choses au cours des semaines qui précèdent immédiatement Pâques 1920. Toute la population indigène, arabe et chrétienne, était dans un état d'hostilité active envers les sionistes et l'administration britannique, leurs sentiments étaient enflammés par le sentiment de leurs propres torts, leurs craintes pour l'avenir et la propagande active de divers éléments anti-britanniques et antisionistes travaillant librement en leur sein.

Les signes et les avertissements n'avaient échappé ni aux sionistes ni à l'administration. Les sionistes étaient sérieusement alarmés et renvoyés à plusieurs reprises à l'administration. L'Administration a reçu de leurs agents des informations complètes, tant sur les activités étrangères que sur la propagande menée par les différents clubs. Le général Bols ne nie pas que lui et ses fonctionnaires aient été avertis à maintes reprises du danger extrême qui menaçait et bien que le colonel Storrs ait tendance à considérer que le danger réel au festival Nebi Musa lui-même était plus grand l'année précédente, la majorité des témoins ne sont pas de son avis.* Il semble évident pour tous [p54] qu'une tempête se levait et pouvait éclater à tout moment.

47. A greater difficulty with which the Administration was faced was the inadequacy of the police force. As far back as June 1919, Colonel Bramley, Assistant Administrator of Public Security, had drawn attention to the makeshift nature of the existing force and the imperative need for an early and thorough re-organisation of a permanent police force, especially in view of the contemplated reduction of the garrison.

Several schemes were put forward by this officer, but financial considerations intervened and an actual reduction in the force appears to have been in contemplation: Colonel Gabriel in his letter of the 8th September 1919, while approving of the scheme propounded, stated "It appears to me, however, that beyond improving what we have got, any re-organisation should now be deferred till the peace settlement there are no revenues in the country to meet the excess of expenditure involved in the proposals and no funds can be raised as in time of peace". Colonel Bramley continued to press the matter and to point out the dangers involved in an inadequate and half trained force. It is unnecessary to go into Colonel Bramley's figures in detail, full particulars of the scheme being set out in the appendix, but it suffices to state that the absolute minimum establishment for the Jerusalem district is set out as fourteen officers and three hundred and seventy other ranks, according to the memorandum in Colonel Storrs' exhibits. The actual numbers available at the time of the riots were eight officers and one hundred and eighty three other ranks with five men attached from Headquarters. This number Lieut. Howes, formerly O.C. Jerusalem Police, states, and he has not been contradicted, is totally inadequate even to [p55] police Jerusalem in normal times.

47. L'inadéquation de la force de police a été une difficulté plus importante à laquelle l'Administration a été confrontée. Dès juin 1919, le colonel Bramley, administrateur adjoint de la sécurité publique, avait déjà attiré l'attention sur le caractère improvisé de la force existante et sur la nécessité impérieuse d'une réorganisation rapide et complète d'une force de police permanente, compte tenu notamment de la réduction prévue de la garnison.

Plusieurs stratagèmes ont été proposés par cet officier, mais des considérations financières sont intervenues et une réduction réelle de la force semble avoir été envisagée : Dans sa lettre du 8 septembre 1919, le colonel Gabriel, tout en approuvant le plan proposé, déclarait : "Il me semble cependant qu'au-delà de l'amélioration de ce que nous avons, toute réorganisation devrait maintenant être reportée jusqu'au règlement de paix... il n'y a pas de recettes dans le pays pour couvrir l'excédent des dépenses liées aux propositions et aucun fonds ne peut être levé comme en temps de paix". Le colonel Bramley a continué à insister sur la question et à souligner les dangers d'une force inadéquate et à moitié entraînée. Il n'est pas nécessaire d'entrer dans les détails des chiffres du colonel Bramley, tous les détails du plan étant présentés en annexe, mais il suffit de dire que l'effectif minimum absolu pour le district de Jérusalem est fixé à quatorze officiers et trois cent soixante-dix autres grades, d'après le mémorandum figurant dans les pièces du colonel Storrs. Les effectifs disponibles au moment des émeutes étaient de huit officiers et cent quatre-vingt-trois autres grades, dont cinq hommes détachés du quartier général. Ce nombre, lieutenant Howes, anciennement O.C. Jerusalem Police, déclare, et il n'a pas été contredit, est totalement inadéquat même pour la police [p55] de Jérusalem en temps normal.

As regards the material of the police, it appears to have possibilities, but at the time of the riots it suffered from insufficient training and control: furthermore, it was not considered reliable in cases where their patriotic or religious sentiments might be involved. This comes out markedly in the Defence Scheme which expressed the view of the G.O.C. where it is stated that "In the case of universal internal trouble the three thousand police must be reckoned with as a potential hostile factor".

48. The garrison of Jerusalem at the time of the riots is stated to have been as follows :-

1st Bn. The Yorkshire Regt. 20th Punjabis (less 2 coys.) 51st Sikhs (less 2 coys.) 10th I.M.A. Brigade (less 1 battery). 1 Sec. 35rd Machine Gun Bn. No.9 Light Car Patrol. 18th Coy. Sappers and Miners. 110th Combined Field Ambulance.

It appears however that the machine gun section had been previously disbanded and eight guns handed over to the Yorkshire Regt. which regiment found the personnel. The Defence Scheme contemplated the evacuation of the Jews from the Jewish Quarter within the city. In the actual event this was found impracticable. [p56]

49. On February 27th 1920 occurred the first of the two great political demonstrations which preceded the events of Easter week. It was held with the knowledge and permission of the authorities. The Zionists were alarmed and two days before the date fixed, Dr. Eder saw General Bols and suggested the inadvisability of permitting a demonstration in view of the tension in the country. General Bols took the view that organised processions of this kind could be controlled and that they acted as a safety valve. The demonstration which was attended by between two and three thousand persons, passed off quietly and the police kept the people well in hand, in spite of a provocative incident by the Jews in starting the Hatikva, the Jewish National Anthem as the procession was passing the Jewish Blind School.

The second demonstration was fixed for the 8th March. The fears of the Zionists were at this time aggravated owing to a raid of Arabs and Bedouin which had just taken place in a Jewish colony in the French zone. Dr. Eder again waited on the Chief Administrator and urged the prohibition of the demonstration. On that occasion he made the significant statement that

Quant au matériel de la police, il semble avoir des possibilités, mais au moment des émeutes, il souffrait d'un manque de formation et de contrôle ; en outre, il n'était pas considéré comme fiable dans les cas où leurs sentiments patriotiques ou religieux pourraient être en cause. C'est ce qui ressort clairement du plan de défense qui exprime le point de vue du G.O.C. où il est dit que "dans le cas de troubles internes universels, les trois mille policiers doivent être considérés comme un facteur potentiellement hostile".

48. La garnison de Jérusalem au moment des émeutes aurait été la suivante:-

1er milliard d'euros Yorkshire Regt. 20th Punjabis (moins 2 compagnies) 51st Sikhs (moins 2 compagnies) 10th I.M.A. Brigade (moins 1 batterie). 1 Sec. 35e mitrailleuse Bn. No.9 Light Car Patrol. 18e compagnie. Sapeurs et mineurs. 110ème Ambulance de campagne combinée.

Il semble toutefois que la section des mitrailleuses ait été dissoute et que huit canons aient été remis au Yorkshire Regt. dont le régiment a trouvé le personnel. Le plan de défense prévoyait l'évacuation des Juifs du quartier juif de la ville. En l'occurrence, cela s'est avéré impracticable. [p56]

49. Le 27 février 1920 eut lieu la première des deux grandes manifestations politiques qui précédèrent les événements de la semaine de Pâques. Elle s'est tenue avec la connaissance et l'autorisation des autorités. Les sionistes étaient alarmés et deux jours avant la date fixée, le Dr Eder a vu le général Bols et a suggéré l'inopportunité de permettre une manifestation en raison de la tension dans le pays. Le général Bols était d'avis que les processions organisées de ce genre pouvaient être contrôlées et qu'elles servaient de soupape de sécurité. La manifestation, à laquelle ont assisté entre deux et trois mille personnes, s'est déroulée discrètement et la police a maintenu le peuple bien en main, en dépit d'un incident provocateur des Juifs qui ont lancé la Hatikva, l'hymne national juif alors que le cortège passait devant l'école juive pour aveugles.

La deuxième manifestation a été fixée au 8 mars. Les craintes des sionistes étaient alors aggravées par un raid des Arabes et des Bédouins qui venait d'avoir lieu dans une colonie juive de la zone française. Le Dr Eder a de nouveau attendu l'administrateur en chef et a demandé instamment l'interdiction de la manifestation. A cette occasion, il a fait une déclaration importante :

"I could not be responsible for holding back the Jewish youth if they got out of our control". The Chief Administrator maintained his view as to the policy of allowing these demonstrations and the demonstration took place.

There was considerably more excitement on this occasion, the Emir Feisal having recently issued his proclamation declaring himself King of Syria and Palestine. The speeches were of a violently political character and there was a good deal of shouting against the Jews, and the temper of the mob was "decidedly nasty". There was an incident said to have been [p57] caused by a Jewish boy trying to force his way through the procession. This started a quarrel and there was some stone throwing. A few Jews were injured, but the police quickly regained control and the demonstration dispersed without further accident. On the other hand it is only fair to state that Lieutenant Colonel Popham, A.A. for Jerusalem expressed his appreciation of the exemplary behaviour of the Jewish Communities in avoiding all forms of provocation. There is no doubt that the attitude of the mob on this occasion was seditious and extremely threatening and the only satisfactory feature was the success of the police in maintaining control. The complaints made against the police on hearsay by Dr. Eder at this time seem to have been quite unfounded. As a result of these incidents Dr. Eder wrote on the 9th March formally protesting against the policy of permitting these demonstrations and pointing out their danger to the Jewish Community. The Chief Administrator was convinced that the time had arrived to put an end to them and issued the prohibition dated the 11th March 1920.

50. The approach of Easter week with its inevitable religious disorders and the coincidence of the Christian and Jewish festivals with the Moslem Nebi Musa Pilgrimage was the cause of serious anxiety both to the Jewish Community and the Administration. There is certainly evidence that an indefinite presentiment existed among the people that an attack might be made on the Jews at some time during that festival. Threats were uttered and warnings given to individual Jews both in Jerusalem and in the country. It is necessary to observe here, however, that it is not an uncommon occurrence for the Moslem population in the East, when relations are strained, to indulge in vague menaces of this character and the approaching gathering of Moslems in Jerusalem would naturally suggest itself as a suitable occasion [p58] for their execution.

"Je ne pourrais pas être responsable de retenir les jeunes juifs s'ils échappaient à notre contrôle". L'administrateur en chef a maintenu son point de vue quant à la politique d'autorisation de ces manifestations et la manifestation a eu lieu.

Il y avait beaucoup plus d'enthousiasme à cette occasion, l'émir Fayçal, s'étant récemment proclamé roi de Syrie et de Palestine. Les discours étaient d'un caractère violemment politique et il y avait beaucoup de cris contre les Juifs, et le tempérament de la foule était « résolument méchant ». Il y aurait eu un incident qui aurait été causé par un garçon juif essayant de se frayer un chemin à travers la procession[p57]. Cela a déclenché une querelle et il y a eu des jets de pierres. Quelques Juifs ont été blessés, mais la police a rapidement repris le contrôle et la manifestation s'est dispersée sans autre accident. D'autre part, il n'est que juste de dire que le lieutenant-colonel Popham, A.A. pour Jérusalem, a exprimé son appréciation pour le comportement exemplaire des communautés juives en évitant toute forme de provocation. Il ne fait aucun doute que l'attitude de la foule à cette occasion a été séditeuse et extrêmement menaçante et la seule caractéristique satisfaisante a été le succès de la police dans le maintien du contrôle. Les plaintes déposées contre la police par ouï-dire par le Dr Eder à l'époque semblent être sans fondement. A la suite de ces incidents, le Dr Eder a écrit le 9 mars pour protester officiellement contre la politique d'autorisation de ces manifestations et souligner leur danger pour la communauté juive. L'administrateur en chef était convaincu que le temps était venu d'y mettre fin et a émis l'interdiction en date du 11 mars 1920.

50. L'approche de la semaine pascale avec ses inévitables désordres religieux et la coïncidence des fêtes chrétiennes et juives avec le pèlerinage musulman Nabi Moussa a été une source de grave inquiétude tant pour la communauté juive que pour l'administration. Il y a certainement des preuves qu'il existait un pressentiment indéfini parmi le peuple qu'une attaque pourrait être faite contre les Juifs à un moment donné pendant ce festival. Des menaces ont été proférées et des avertissements ont été donnés à des Juifs à Jérusalem et dans le pays. Il faut cependant observer ici qu'il n'est pas rare pour la population musulmane de l'Est, lorsque les relations sont tendues, de se livrer à de vagues menaces de ce type et que le rassemblement imminent de musulmans à Jérusalem serait naturellement une occasion appropriée pour leur exécution[p58].

Apart from the intelligence reports put in by Dr. Eder which are not evidence, there is little more than individual warnings and threats of this character to be relied on. Subsequent events, however, do point to the conclusion that the determination had been come to by the firebrands of the political agitators to take advantage of any occasion which might offer to raise a disturbance and that agents provocateurs were present at the pilgrimage with that intention. There is, however, no evidence of any definite plan on the part of an organised body of rioters and the whole affair has the appearance of spontaneity.

We will refer to this aspect of the outbreak again on considering the actual occurrences.

51. The Nebi Musa Pilgrimage is said to have been ordained by the Sultan Salah el Deen. It is not a feast of the Moslem year, but is fixed to coincide with the Jewish Passover and the Christian Easter. The probability is that it bears a similar relationship with these two festivals to an ancient spring festival to be compared with the Egyptian Shem el Nessim held on Easter Monday and that the Sultan Salah el Deen gave it a religious character. On the other hand it is said that this Sultan, observing the crowds of Jews and Christians who flocked to Jerusalem at this time of the year desired for political reasons to attract a large force of Moslems to the city who might be relied upon to counteract any attempt by the rival pilgrims to seize the city. The feature of the pilgrimage is the assembling of pilgrims, bearing their local banners from the surrounding villages at Jerusalem. Those from the nearer villages and Jerusalem itself assemble on the Friday before Easter. The proceedings start with a reception by the Military Governor of the Sheikhs of the Haram el Sherif with their flags; a procession is formed and proceeds to the house named [p59] Dar el Kebireh in the city, where the flag of Nebi Musa is kept.

En dehors des rapports de renseignements fournis par le Dr Eder, qui ne sont pas des preuves, il n'y a guère plus que des avertissements et des menaces individuels de ce type sur lesquels on peut se fier. Les événements ultérieurs, cependant, permettent de conclure que la détermination des agitateurs politiques à profiter de toute occasion qui pourrait offrir de provoquer une perturbation a été mise à profit et que des agents provocateurs étaient présents au pèlerinage avec cette intention. Il n'y a cependant aucune preuve d'un plan précis de la part d'un corps organisé d'émeutiers et toute l'affaire a l'apparence de la spontanéité.

Nous reviendrons sur cet aspect de la flambée de violence lors de l'examen des événements réels.

51. Le pèlerinage Nebi Musa [Nabi Moussa] aurait été ordonné par le sultan Salah el Deen [Saladin]. Ce n'est pas une fête de l'année musulmane, mais elle est fixée pour coïncider avec la Pâque juive et la Pâque chrétienne. Il est probable qu'elle ait un rapport similaire avec ces deux fêtes à celui d'une ancienne fête printanière à comparer au Shem el Nessim égyptien du lundi de Pâques et que le Sultan Salah el Deen lui ait donné un caractère religieux. D'autre part, on dit que ce sultan, observant les foules de juifs et de chrétiens qui affluaient à Jérusalem à cette époque de l'année, désirait, pour des raisons politiques, attirer une grande force de musulmans dans la ville, sur laquelle on pourrait compter pour contrer toute tentative des pèlerins rivaux de s'emparer de cette ville. La caractéristique du pèlerinage est le rassemblement des pèlerins, portant leurs bannières locales des villages environnants à Jérusalem. Ceux des villages les plus proches et de Jérusalem se réunissent le vendredi avant Pâques. La procédure commence par une réception par le Gouverneur Militaire des Cheikhs du Haram el Sherif avec leurs drapeaux ; une procession se forme et se dirige vers la maison nommée [p59] Dar el Kebireh dans la ville, où le drapeau de Nebi Musa est conservé.

The flag is taken out, the procession proceeds to the Haram el Sherif where prayers are said and at the close of the service the procession proceeds through the city debouching by St. Stephen's Gate. At the bifurcation of the Jerusalem - Jericho, Jerusalem Abu Dis roads, a tent is erected, where the Administration officials, notables and guests await the procession. After the ceremony a portion of the pilgrims proceed to the tomb of Nebi Musa, which is midway between Tilaat el Demin and the Dead Sea; the rest camp or return to their villages if near by, or to Jerusalem. No ceremony is performed on Saturday, but on Saturday or Sunday the main body of the Hebron pilgrims comes along; they are late owing to the distance they have to come. Monday is the big day at the tomb of Nebi Musa itself and all the pilgrims reach the tomb that day. The pilgrims return on Thursday.

52. The pilgrimage has always been officially recognised by the Government who used to provide the necessary troops and a band in honour of the ceremony. The proceedings are under the direction of the Grand Mufti of Jerusalem. A certain amount of turbulence has always characterised the pilgrims and the Turkish Government made excuse of the ceremonial troops provided to take elaborate precautions to prevent disorder. The city was customarily garrisoned with a battalion and the O.C. usually brought in from two thousand to three thousand additional troops into the City in Easter week as emergency guards, making a total of about four thousand troops. Under pretext of doing honour to the procession, the Nebi Musa pilgrims were completely surrounded [p60] by troops whereby contact was avoided with the spectators and quarrels confined to personal differences between the members of the pilgrimage. Such quarrels were smothered at once and no general outbreak was possible. The wisdom of the Turk, based on long experience of the wrangling sects, preferred prevention to cure, a point which neither the Administration nor the local authorities seem to have properly appreciated, although there is no doubt that the authorities looked forward to the pilgrimage with serious anxiety.. They actually expected trouble either on the Friday or on the return of the pilgrims on Thursday.

Le drapeau est sorti, la procession se dirige vers le Haram el Sherif où les prières sont dites et à la fin du service, la procession passe par la ville en passant par la porte Saint-Étienne. A la bifurcation des routes Jérusalem - Jéricho, Jérusalem Abu Dis, une tente est dressée, où les fonctionnaires de l'Administration, notables et invités attendent le cortège. Après la cérémonie, une partie des pèlerins se rend au tombeau de Nebi Musa, qui se trouve à mi-chemin entre Tilaat el Demin et la mer Morte ; le camp de repos ou de retour à leurs villages si à proximité, ou à Jérusalem. Aucune cérémonie n'a lieu le samedi, mais le samedi ou le dimanche, le corps principal des pèlerins d'Hébron arrive en retard en raison de la distance qu'ils doivent parcourir. Le lundi est le grand jour sur la tombe de Nebi Musa elle-même et tous les pèlerins y accèdent ce jour-là. Les pèlerins reviennent jeudi.

52. Le pèlerinage a toujours été officiellement reconnu par le gouvernement qui avait l'habitude de fournir les troupes nécessaires et une fanfare en l'honneur de la cérémonie. Les travaux se déroulent sous la direction du Grand Mufti de Jérusalem. Une certaine turbulence a toujours caractérisé les pèlerins et le gouvernement turc s'est excusé des troupes de cérémonie prévues pour prendre des précautions élaborées afin de prévenir le désordre. La ville était habituellement garnie d'un bataillon et le C.O. amenait habituellement de deux mille à trois mille soldats supplémentaires dans la ville pendant la semaine de Pâques comme gardes d'urgence, soit un total d'environ quatre mille soldats. Sous prétexte de faire honneur à la procession, les pèlerins de Nebi Musa ont été complètement entourés [p60] par des troupes qui ont évité le contact avec les spectateurs et les querelles limitées aux différences personnelles entre les membres du pèlerinage. Ces querelles ont été aussitôt étouffées et aucune violence générale n'a été possible. La sagesse des Turcs, fondée sur une longue expérience des querelles sectaires, a préféré la prévention à la guérison, ce que ni l'Administration ni les autorités locales ne semblent avoir bien compris, même s'il ne fait aucun doute que les autorités attendaient le pèlerinage avec une grande inquiétude... Ils s'attendaient en fait à des problèmes soit le vendredi, soit au retour des pèlerins le jeudi.

53. The actual police precautions taken by the local authorities were as follows: The force available irrespective of troops was eight officers and one hundred and eighty eight men. On the Friday as many as could be spared of these were distributed between the Haram and the Ras el Amood, one officer and fifteen men being sent to Nebi Musa. The Police Authorities had protested against the insufficiency of the force but no more were forthcoming. It must be remembered that in addition to this special duty, the police had to provide for the ordinary posts and for special Easter guards at the various Holy places. On the Sunday, the day when the Hebron pilgrims came in, the force at the disposal of the Officer in Charge of the procession was two officers, ten mounted men and five dismounted men of the Hebron police force and one officer and ten mounted men and five dismounted men of the Jerusalem force. A question arose as to the ceremonial troops and the band. In the first instance both these were refused. This called forth a vigorous protest from the Grand Mufti which was strongly backed up by Colonel Storrs, the Military Governor. The [p61] principal point at issue seems to have been the provision of the band though Colonel Storrs states that he did consider the grant of ceremonial troops would have had the additional effect of assisting the police in the preservation of order. General Bols, however, states that he was not asked for troops for the sake of keeping order. The band was eventually conceded and the Chief of Staff informed Colonel Storrs that if he required troops to aid in keeping order, the Chief Administrator would apply for them, but would not allow the use of troops for ceremonial purposes. Their use in this way had been the subject of protest from some of the other religious communities and Lord Allenby had issued an order forbidding such use of the military. The offer was to ask for troops to be supplied without arms. Colonel Storrs made no further application and it is fairly clear from this that he did not seriously consider they were necessary for keeping order.

53. Les précautions policières effectivement prises par les autorités locales sont les suivantes : La force disponible indépendamment des troupes était de huit officiers et cent quatre-vingt-huit hommes. Le vendredi, le plus grand nombre possible d'entre eux furent répartis entre le Haram et le Ras el Amood, un officier et quinze hommes étant envoyés à Nebi Musa. Les autorités policières avaient protesté contre l'insuffisance de la force de police, mais elles n'en ont pas reçu davantage. Il faut rappeler qu'en plus de ce devoir spécial, la police devait pourvoir aux postes ordinaires et aux gardes spéciaux de Pâques dans les différents lieux saints. Le dimanche, jour de l'arrivée des pèlerins d'Hébron, la force à la disposition de l'officier responsable de la procession était de deux officiers, dix hommes à cheval et cinq hommes à pied de la police d'Hébron et un officier et dix hommes à cheval et cinq hommes à pied des forces de Jérusalem. Une question s'est posée au sujet des troupes de cérémonie et de la fanfare. Dans un premier temps, ces deux demandes ont été refusées. Cela a suscité une vigoureuse protestation du Grand Mufti qui a été fortement soutenue par le Colonel Storrs, le Gouverneur militaire. Le principal point en litige semble avoir été la fourniture du groupe [orchestre ?], bien que le colonel Storrs affirme qu'il considérait que l'octroi de troupes de cérémonie aurait eu l'effet supplémentaire d'aider la police à maintenir l'ordre. Le général Bols, cependant, déclare qu'on ne lui a pas demandé de troupes pour maintenir l'ordre. Le groupe a finalement été concédée et le chef d'état-major a informé le colonel Storrs que s'il avait besoin de troupes pour maintenir l'ordre, l'administrateur en chef en ferait la demande, mais n'autoriserait pas l'utilisation des troupes à des fins cérémonielles. Cette utilisation avait fait l'objet de protestations de la part de certaines autres communautés religieuses et Lord Allenby avait émis un ordre interdisant cette utilisation de l'armée. L'offre consistait à demander que les troupes soient fournies sans armes. Le colonel Storrs n'a fait aucune autre demande et il est assez clair qu'il n'a pas sérieusement considéré qu'elles étaient nécessaires pour maintenir l'ordre.

54. The Friday ceremony passed off without incident and it would seem that the success of the small police force in dealing with this day's procession and the two earlier demonstrations had an unfortunate effect in instilling a false sense of security into the minds of the authorities. Nothing seems to have been seriously anticipated on the Sunday. The arrival of the Hebron pilgrims is not specially noted in the table of police duties made out for the Easter fortnight, nor in Colonel Storrs' note of the procedure to be followed on Friday, the 2nd, and on the return of the pilgrims on Thursday the 8th. The Hebron pilgrims started from Hebron on the Saturday, cramped outside Jerusalem and marched in on Sunday morning, April 4th. There appears to have been no unusual excitement, and in the view of Dr. Paterson, an old inhabitant [p62] of Hebron, who had seen many pilgrimages, there was nothing to suggest anything like a design to cause disturbance. The ordinary route followed by the pilgrims on their arrival at Jerusalem appears to be the Jaffa road to the Damascus Gate and thence to the Haram. By this route they pass almost entirely through the Moslem quarter of the walled city. On this occasion the procession halted in the Jaffa road outside the Jaffa Gate to hear speeches delivered by a Sheikh named Aref el Aref. They also halted further up the road to hear more speeches delivered from the balconies of the municipality and the Nadi el Araby Club by the Mayor and other prominent Moslems.

It is said that the practice of delaying the procession to hear speeches came in for the first time last year. Prior to that the ceremony was purely religious as were the songs of the pilgrims. On this occasion, however, the speeches were of a flagrantly political character, culminating in the exhibition of the portrait of the Emir Feisal, who was greeted as "King of Syria and Palestine". The portrait was later carried in the procession with the flags. The crowd at this point was gradually worked up into a highly inflammatory condition and it seems extremely probable that there were agents provocateurs intermingled with them here awaiting their opportunity.

54. La cérémonie du vendredi s'est déroulée sans incident et il semblerait que le succès de la petite police face à la procession de ce jour et aux deux manifestations précédentes ait eu un effet malheureux en inculquant un faux sentiment de sécurité dans l'esprit des autorités. Rien ne semble avoir été sérieusement anticipé le dimanche. L'arrivée des pèlerins d'Hébron n'est pas spécialement notée dans le tableau des tâches de police établi pour la quinzaine de Pâques, ni dans la note du Colonel Storrs sur la procédure à suivre le vendredi 2 et au retour des pèlerins le jeudi 8. Les pèlerins d'Hébron sont partis d'Hébron le samedi, à l'étroit à l'extérieur de Jérusalem et y ont marché le dimanche matin 4 avril. Il ne semble pas y avoir eu d'excitation inhabituelle et, de l'avis du Dr Paterson, un vieil habitant d'Hébron, qui a vu de nombreux pèlerinages, il n'y avait rien qui puisse suggérer quoi que ce soit comme un plan pour causer du trouble. Le chemin ordinaire suivi par les pèlerins à leur arrivée à Jérusalem semble être la route de Jaffa vers la Porte de Damas et de là vers le Haram. Par cette route, ils traversent presque entièrement le quartier musulman de la ville fortifiée. A cette occasion, la procession s'est arrêtée sur la route de Jaffa à l'extérieur de la Porte de Jaffa pour entendre des discours prononcés par un Cheikh nommé Aref el Aref. Ils se sont également arrêtés plus haut sur la route pour entendre d'autres discours prononcés depuis les balcons de la municipalité et du Club Nadi el Araby par le maire et d'autres personnalités musulmanes. On dit que la pratique consistant à retarder la procession pour entendre des discours a été adoptée pour la première fois l'année dernière. Auparavant, la cérémonie était purement religieuse, tout comme les chants des pèlerins. A cette occasion, cependant, les discours ont été d'un caractère politique flagrant, culminant dans l'exposition du portrait de l'Émir Fayçal, qui a été accueilli comme "Roi de Syrie et de Palestine". Le portrait a ensuite été porté en procession avec les drapeaux. La foule s'est peu à peu transformée en un état hautement inflammatoire et il est fort probable que des agents provocateurs se sont mêlés à eux dans l'attente d'une occasion.

55. Nevertheless the crowd was turned back by the police and successfully started through the Jaffa Gate on its road to the Haram. It has been suggested that there was a deep design on the part of the police in this changing the route so as to make the crowd pass by the Jewish quarter. The police, however, state that the change was made owing to the delay caused by the speeches and there is no sufficient reason to suppose this untrue. It is clear that the first part of [p63] the procession had passed the Jaffa Gate without any untoward incident. A cinematograph film, which by happy chance was taking the procession just opposite the Androusky Hotel (inside the Jaffa Gate) shows the crowd marching along quite peacefully with little groups dancing and giving the sword play in the usual fashion. This certainly supports the evidence to show that as far as the general body of pilgrims is concerned, there was no preconceived intention to make an attack on the Jews at any rate on that day.

56. It was while the first half of the procession was passing through the Jaffa Gate that the explosion occurred at a point outside the gate somewhere between Christaki's Pharmacy and the Credit Lyonnais Bank. The exact incident which caused the explosion has not been clearly ascertained - possibly there were more than one. The attempt to fix the responsibility on a Jewish Chemist employed at Christaki's did not satisfy the Court, the evidence being contradictory and unreliable. There is some evidence to show that the attitude of the Jewish spectators was in certain cases provocative, but it appears much more likely that the mine was deliberately fired by some agents provocateur raising the cry of an insult to the banner by a Jew. On the other hand the evidence of Messrs. Russell and Perrott points to the origin of the affair being in an attack by a pilgrim on some person in the crowd whose part was taken by a Jewish soldier. This man was not produced, but it is interesting to note that [p64] such a man is described by Mr. Abrahams as being in flight from the mob immediately after the trouble broke out. It is quite evident, however, that in the excited condition to which the pilgrims round the Nadi el Araby Club had been wrought by the speeches of the political orators and the exhibition of Emir Feisal's portrait, the most trivial incident would be sufficient to cause an outbreak.

55. Néanmoins, la foule a été refoulée par la police et a démarré sa marche sans accroc par la porte de Jaffa sur sa route vers le Haram. Il a été suggéré qu'il y avait une profonde intention de la part de la police dans ce changement de route afin de faire passer la foule par le quartier juif. La police affirme cependant que le changement a été apporté en raison du retard causé par les discours et qu'il n'y a pas de raison suffisante de supposer que ce n'est pas vrai. Il est clair que la première partie de [p63] la procession avait passé la Porte de Jaffa sans incident fâcheux. Un film cinématographique, qui par un heureux hasard prenait la procession juste en face de l'hôtel Androusky (à l'intérieur de la Porte de Jaffa) montre la foule défilant paisiblement avec de petits groupes dansant et jouant de l'épée comme d'habitude. Cela corrobore certainement la preuve qu'en ce qui concerne l'ensemble des pèlerins, il n'y avait pas d'intention préconçue d'attaquer les Juifs, en tout cas ce jour-là.

56. C'est alors que la première moitié du cortège passait par la Porte de Jaffa que l'explosion s'est produite à un point situé à l'extérieur de la porte, quelque part entre la pharmacie Christaki's et la Banque du Crédit Lyonnais. L'incident exact qui a causé l'explosion n'a pas été clairement établi - il y en a peut-être eu plus d'un. La tentative de déterminer la responsabilité d'un chimiste juif employé chez Christaki's n'a pas satisfait la Cour, la preuve étant contradictoire et peu fiable. Il y a des preuves pour montrer que l'attitude des spectateurs juifs était dans certains cas provocatrice, mais il semble beaucoup plus probable que la mine ait été délibérément tirée par des agents provocateurs qui ont poussé le cri d'une insulte à la bannière par un Juif. D'autre part, le témoignage de MM. Russell et Perrott indique que l'origine de l'affaire se trouve dans une attaque lancée par un pèlerin contre une personne dans la foule prise pour un soldat juif. Cet homme n'a pas été présenté, mais il est intéressant de noter que [p64] un tel homme est décrit par M. Abrahams comme étant en fuite de la foule immédiatement après le début des troubles. Il est tout à fait évident, cependant, que dans l'état excité dans lequel les pèlerins autour du Nadi el Araby Club avaient été entraînés par les discours des orateurs politiques et l'exposition du portrait de l'Émir Fayçal, l'incident le plus banal serait suffisant pour provoquer une émeute.

57. The immediate consequence of the explosion was a volley of stones directed against the shops in the vicinity of Christaki's Pharmacy, an incident which points to the true "locus" of the exciting cause being in this neighbourhood. Some of these shops were immediately looted and a number of persons were beaten and hit with stones. The excitement immediately communicated itself to the portion of the procession which had already entered the Jaffa Gate, and in front of the Neri Grand Hotel several Jews were beaten and at least one stabbed. It is said that the Jews retaliated from the roof of Androusky's Hotel with volleys of stones, but the evidence as to this is not conclusive. The crowd then passed down into the city looting Jewish shops and assaulting Jews and one Jew at least was shot about this time.

58. The point as to the retaliation by Jews is of importance because it seems to have impressed the Military [p65] and led them to imagine that the Jews were to some extent responsible for provoking the rising. There is some evidence to show that a few of the Jews were armed and occasionally retaliated by firing on the mob. A case in point is the firing from the house by the two elderly Jews on Tuesday the 6th, which resulted in their both being shot by the Indian troops - a tragedy which it seems probable was due to an unhappy misunderstanding, the Indians being mistaken for Arabs. There were also some incidents in which groups of Jews attacked the police and Arab looters. But it is perfectly clear that with these few exceptions the Jews were the sufferers, and were, moreover, the victims of a peculiarly brutal and cowardly attack, the majority of the casualties being old men, women and children. There is some reason to believe that this impression that the Jews were conducting a species of guerilla warfare from the houses was actively fostered by Arab agents and the case cited by Lieutenant Horridge is very significant.

The presence of a number of Sherifian agents and officers in the town at this time, among them Hag Ameen el Hussein, is also extremely suspicious and leads the Court to suspect that the agitators took immediate steps to make the most of the disturbance when it had broken out, even though the mob was [p66] not intelligently in the plot.

57. La conséquence immédiate de l'explosion a été une volée de pierres dirigées contre les magasins à proximité de la pharmacie Christaki's Pharmacy, un incident qui indique le véritable "locus" de la cause de l'excitation dans ce quartier. Certains de ces magasins ont immédiatement été pillés et un certain nombre de personnes ont été battues et frappées avec des pierres. L'excitation s'est immédiatement transmise à la partie de la procession qui était déjà entrée dans la Porte de Jaffa, et devant le Grand Hôtel Neri plusieurs Juifs ont été battus et au moins un a été poignardé. On dit que les Juifs se sont vengés du toit de l'hôtel d'Androusky avec des volées de pierres, mais les preuves à ce sujet ne sont pas concluantes. La foule est ensuite descendue dans la ville en pillant les magasins juifs et en attaquant les Juifs, et un Juif au moins a été abattu à ce moment.

58. La question des représailles des Juifs est importante parce qu'elle semble avoir impressionné les militaires [p65] et les a amenés à imaginer que les Juifs étaient dans une certaine mesure responsables de cette flambée. Il y a des preuves qui montrent que quelques Juifs ont été armés et ont parfois riposté en tirant sur la foule. C'est le cas, par exemple, du tir effectué de la maison par les deux Juifs âgés, le mardi 6, qui ont été tués ensuite par les troupes indiennes - une tragédie dont il semble probable qu'elle soit due à un malheureux malentendu, les Indiens étant pris pour des Arabes. Il y a également eu quelques incidents au cours desquels des groupes de Juifs ont attaqué la police et des pillards arabes. Mais il est tout à fait clair qu'à ces quelques exceptions près, les Juifs ont été les victimes et, de plus, les victimes d'une attaque particulièrement brutale et lâche, la majorité des victimes étant des hommes, des femmes et des enfants âgés. Il y a des raisons de croire que le sentiment que les Juifs menaient une guérilla à partir des maisons a été activement encouragée par des agents arabes et le cas cité par le Lieutenant Horridge est très significatif.

La présence d'un certain nombre d'agents et d'officiers shérifiens dans la ville à cette époque, parmi lesquels Hadj Amin al-Husseini, est également extrêmement suspecte et conduit la Cour à soupçonner que les agitateurs ont pris des mesures immédiates pour tirer le meilleur parti des troubles quand ils se sont produits, même si la foule n'était pas complice du complot [p 66].

It is a little surprising that the speeches were not stopped by the officer in charge of the police in view of their inflammatory character. Although demonstrations had been stopped, it does not appear that any definite orders had been given by the Military Governor as to speeches and the officers on the spot evidently thought it best in the absence of definite instructions not to interfere.

59. As soon as the trouble broke out, Lieutenant Howes of the police, took immediate action and drove the crowd into the town as being easier to handle there than at large. He and Sergeant Major Harrington then turned out the Yorkshires who were in church at the time. The troops were out in about five minutes and the town was picketed and patrolled, a patrol being sent up Heret el Yahoud whence trouble was reported. The Military Governor arrived about eleven and he and Lieutenant Howes went round the town. The pilgrims by this time had arrived at the Haram el Sherif; they were subsequently collected and kept for the night at the police barracks. The trouble appears to have been practically over by midday, but during that short time occurred the great majority of actual injuries, no less than 118 cases being treated on this day at the Rothschild Hospital alone. With the exception of a reported shooting from a house about [p67] 5:30 p.m. the rest of the day passed quietly. Colonel Bramley's record gives the time that he received the message that all was quiet and the situation in hand as 1510 hours.

The conduct of the police at the outbreak of the trouble seems to have been reasonably satisfactory. They did their best to cope with what, owing to their paucity of numbers, was the rather hopeless task of controlling the mob. It is evident, however, that they rapidly drifted into a condition of helplessness which has been described by one witness as being equally assignable to either fear, incompetency or sympathy. There is certainly evidence that they at times went beyond a mere passive indifference and were not above listening to appeals to their race sympathy or even to giving active assistance to looters. It is evident that after an early hour on Sunday morning they had practically ceased to have any value as a force.

Il est un peu surprenant que les discours n'aient pas été arrêtés par l'officier en charge de la police en raison de leur caractère incendiaire. Bien que les manifestations aient été interrompues, il ne semble pas que le gouverneur militaire ait donné d'ordres précis quant aux discours et les officiers sur place ont manifestement estimé qu'il valait mieux, en l'absence d'instructions précises, ne pas intervenir.

59. Dès que les troubles ont éclaté, le lieutenant de police Howes, a pris des mesures immédiates et a poussé la foule dans la [vieille] ville pour qu'elle soit plus facile à gérer qu'en dehors. Lui et le sergent-major Harrington se sont ensuite retrouvés avec les Yorkshires¹¹ qui étaient à l'église à ce moment-là. Les troupes sont sorties en cinq minutes environ, ont fait des rondes et ont quadrillé la ville. Une patrouille a été envoyée à Heret el Yahoud d'où des troubles ont été signalés. Le gouverneur militaire est arrivé vers onze heures et lui et le lieutenant Howes ont fait le tour de la ville. Les pèlerins étaient alors arrivés au Haram el Sherif ; ils furent ensuite recueillis et gardés pour la nuit à la caserne de la police. Les troubles semblent être pratiquement terminés à midi, mais durant cette courte période, la grande majorité des blessures réelles ont eu lieu, pas moins de 118 cas ayant été traités ce jour-là à l'hôpital Rothschild seulement. À l'exception d'une fusillade signalée dans une maison vers [p67] 17 h 30, le reste de la journée s'est écoulé sans heurts. Le rapport du colonel Bramley donne l'heure à laquelle il a reçu le message que tout était calme et la situation en main, à 15h10.

La conduite de la police au début des troubles semble avoir été raisonnablement satisfaisante. Ils ont fait de leur mieux pour faire face à ce qui, en raison de leur faible nombre, était la tâche plutôt désespérée de contrôler la foule. Il est évident, cependant, qu'ils se sont rapidement retrouvés dans un état d'impuissance qui a été décrit par un témoin comme pouvant être également attribué à la peur, à l'incompétence ou à la sympathie. Il y a certainement des preuves qu'ils sont parfois allés au-delà d'une simple indifférence passive et n'ont pas hésité à écouter les appels à leur sympathie raciale ou même à apporter une aide active aux pillards. Il est évident qu'après une heure tôt le dimanche matin, ils avaient pratiquement cessé d'avoir de la valeur en tant que force.

11 Régiment de hussards.

On the other hand the various allegations made against the force by the Jews, such as that of being aware of the plan and giving a signal for the outbreak and of removing the Jewish police from the interior of the city of design, are certainly not established, nor do they seem at all probable. An unsatisfactory feature, however, is the fact that several of the Arabs arrested during the riots for offences and Arab policemen charged with misconduct seem to have escaped without prosecution. The officers of the force did their best, but as had been anticipated, the instrument broke in their hand.

60. The Jews in the city, as was to be expected, were in a condition of complete panic, while their compatriots of the Zionist Commission and others outside the walls added to their fears for their fellows a fierce resentment against the Administration and the local authorities, to whom they ascribed all their misfortunes, which made them somewhat [p68] difficult to deal with. This was increased later on, when a certain number of the Jews began to get into trouble with the Military. They showed a strong desire to assist, but in their own way and as usual to work under their own chiefs rather than assist the Administration. The Public Health Department had been early on the spot attending to the injured and were soon joined by the officials of the A.Z.M.U. to whose hospital, at their own request, the greater part of the wounded were conveyed.

A singular incident was the offer by Mr. Jabotinsky and Mr. Ruthenberg to place at the disposal of the local authorities the volunteer bands which had recently been raised by these two gentlemen in anticipation of some such catastrophe as had occurred that day. The whole history of this movement is extremely unsatisfactory. It seems scarcely credible that the fact that these men had been got together and were openly drilling at the back of the Lemel School and on Mount Scopus should have been known as it undoubtedly was, to the population during the month of March - it was organised after the demonstration of the 8th - and yet no word of it reached either the Governorate or the Administration until after the riots.

D'autre part, les diverses allégations faites contre la force par les Juifs, telles que celle d'être au courant du plan et de donner un signal pour le déclenchement et de retirer la police juive de l'intérieur de la ville, ne sont certainement pas établies et ne semblent pas du tout probables. Ce qui est cependant peu satisfaisant, c'est le fait que plusieurs des Arabes arrêtés pendant les émeutes pour des infractions et des policiers arabes accusés de mauvaise conduite semblent s'être échappés sans poursuites. Les officiers de la force ont fait de leur mieux, mais comme prévu, l'instrument s'est cassé dans leur main.

60. Les Juifs de la ville, comme on pouvait s'y attendre, étaient dans un état de panique totale, tandis que leurs compatriotes de la Commission sioniste et d'autres à l'extérieur des murs ajoutaient à leurs craintes pour leurs semblables un ressentiment farouche contre l'Administration et les autorités locales, auxquelles ils attribuaient tous leurs malheurs, ce qui les rendait quelque peu difficiles à gérer[p68]. Cette situation s'est aggravée par la suite, lorsqu'un certain nombre de Juifs ont commencé à avoir des ennuis avec l'armée. Ils ont manifesté un fort désir d'aider, mais à leur manière et comme d'habitude de travailler sous leurs propres chefs plutôt que d'aider l'Administration. La Direction de la Santé Publique s'était rendue très tôt sur place pour soigner les blessés et fut rapidement rejointe par les responsables de l'A.Z.M.U. à l'hôpital desquels, à leur demande, la plus grande partie des blessés fut transportée.

Un incident singulier fait suite à l'offre de Jabotinsky et Ruthenberg de mettre à la disposition des autorités locales les bandes de volontaires qui avaient été récemment levées par ces deux messieurs en prévision d'une catastrophe comme celle de ce jour-là. Toute l'histoire de ce mouvement est extrêmement insatisfaisante. Il semble peu crédible que le fait que ces hommes aient été rassemblés et aient fait ouvertement des exercices derrière l'école Lemel et sur le mont Scopus aurait dû être connu comme il l'était sans aucun doute par la population pendant le mois de mars - l'exercice a été organisé après la manifestation du 8 - et pourtant ni le Gouvernorat ni l'Administration n'en ont rien su jusqu'après les émeutes.

Yet this is what is alleged and this ignorance can only be attributed to the curious defects in the intelligence system which the evidence occasionally reveals. There was no attempt at secrecy. Mr. Ruthenberg actually went to Brig. General Waters Taylor in March and asked permission to arm the force. Brig. General Waters Taylor's answer to this is that he understood Mr. Ruthenberg to be referring to the question of arming outlying colonies of Jews. He admits that towards the end of March Colonel Bramley reported that the Jews were drilling on Mount Scopus, but neither of them appear [p69] to have associated this with the idea of a defence force. At any rate as the result of his interview, Mr. Ruthenberg appears to have understood that he must not arm his force. After this, Lieut. Jabotinsky asked Colonel Storrs for permission to arm the force - he was at the time drilling daily behind the Lemel School- but he also appears to have left Colonel Storrs under the impression that what he wanted was arms for outlying colonies and to have failed to have made it clear that he had raised a defence force. Dr. Eder in backing this application apparently made it no clearer. The organisers decided to arm their men in spite of the Administration although they were unable to raise more than about thirty pieces - so convinced were they that trouble was coming. It is claimed that the force kept guard in the city on the 2nd, but the police deny all knowledge of this.

61. On Sunday morning, as soon as they heard of the trouble, Messrs. Ruthenberg and Jabotinsky went to the Military Governor and offered the services of themselves and the force they had raised to assist in restoring order. What actually took place is narrated by Mr. Ruthenberg and as Colonel Storrs admits its general accuracy, it may be accepted. In the course of conversation both men admitted having arms; Mr. Jabotinsky as an ex-British officer - Mr. Jabotinsky was principally concerned in raising the Jewish Battalions which served with the Egyptian Expeditionary Force in Palestine - surrendered his arm when ordered to do so. Mr. Ruthenberg was persuaded to give his up and it was not returned to him. A discussion ensued in which Ruthenberg and Jabotinsky refused to surrender the arms their men possessed but asked for the men to [p70] be armed by the Administration and used.

Pourtant, c'est ce qui est allégué et cette ignorance ne peut être attribuée qu'aux curieuses lacunes du système de renseignement que les témoignages révèlent parfois. Il n'y a eu aucune tentative de secret. M. Ruthenberg s'est rendu au brigadier-général Waters Taylor en mars et a demandé la permission d'armer la force.

Le brigadier-général Waters Taylor a répondu qu'il avait compris que M. Ruthenberg faisait référence à la question de l'armement des colonies de Juifs éloignées. Il admet que vers la fin du mois de mars, le colonel Bramley a rapporté que les Juifs s'exerçaient sur le mont Scopus, mais ni l'un ni l'autre ne semble y avoir associé l'idée d'une force de défense. Quoi qu'il en soit, à la suite de son entrevue, M. Ruthenberg semble avoir compris qu'il ne doit pas armer sa force. Par la suite, le lieutenant Jabotinsky a demandé au colonel Storrs la permission d'armer la force - il s'exerçait alors quotidiennement derrière l'école Lemel - mais il semble aussi avoir laissé au colonel Storrs l'impression qu'il voulait des armes pour les colonies éloignées et qu'il ne lui avait pas précisé qu'il avait mis sur pied une force de défense. En soutenant cette demande, le Dr Eder ne l'a apparemment pas clarifiée. Les organisateurs ont décidé d'armer leurs hommes malgré l'administration alors qu'ils n'étaient pas en mesure de lever plus d'une trentaine de pièces - tant ils étaient convaincus que les ennuis arrivaient. Il est allégué que la force a gardé la garde dans la ville le 2, mais la police nie toute connaissance de cela.

61. Dimanche matin, dès qu'ils ont appris la nouvelle, MM. Ruthenberg et Jabotinsky se sont rendus auprès du gouverneur militaire et ont offert leurs services et ceux de la force qu'ils avaient levée pour aider à rétablir l'ordre. Ce qui s'est réellement passé est raconté par M. Ruthenberg et comme le colonel Storrs admet son exactitude générale, il peut être accepté. Au cours de la conversation, les deux hommes ont admis avoir des armes ; M. Jabotinsky, en tant qu'ancien officier britannique - M. Jabotinsky s'occupait principalement de lever les bataillons juifs qui servaient avec le Corps expéditionnaire égyptien en Palestine - a rendu son arme sur ordre. M. Ruthenberg a été persuadé d'abandonner son poste et il ne lui a pas été rendu. Une discussion s'ensuit au cours de laquelle Ruthenberg et Jabotinsky refusent de remettre les armes que leurs hommes possèdent, mais demandent que ces hommes soient armés par l'administration et utilisés[p70].

Colonel Storrs said he must refer the matter to the Chief Administrator and arranged a meeting for the afternoon. At 4 p.m. they again met and Colonel Storrs tried to restore confidence in the Administration by relating the measure taken to protect the Jews. Messrs. Ruthenberg and Jabotinsky approved, but insisted on the Arab police - against whom by this time there were many complaints - being disarmed and the Jewish youth being armed under their responsibility if the Administration considered it necessary. As a compromise Colonel Bramley suggested the formation of a body of special constables to which Ruthenberg and Jabotinsky agreed, but Colonel Storrs refused. A number of other propositions were discussed and agreed on. During the evening and night the Jewish leaders made use of their men in a limited way as Colonel Storrs had promised that nobody should be arrested if they did not collect in bands. (It is only fair to state that Colonel Storrs denies giving any such promise), They patrolled the city and collected information. The events on Monday and Tuesday decided the authorities to use the force and on Tuesday Mr. Ruthenberg was summoned to the Governorate and informed by Colonel Storrs and Colonel Beddy, O.O. Troops, that the Administration had decided to use his men and asked how many he could produce. It was explained they were to be used as special constables not armed. Late that night Mr. Ruthenberg was asked for a hundred men to be presented at 8 a.m. the next day. These they succeeded in presenting at the time and place named. Two companies of about fifty men were actually sworn in when the Administration decided to suspend the order and it was not proceeded with. It was Mr. Jabotinsky who selected the men and he was in constant consultation with the officials up to the time of his arrest on April 7th. [p71] On the 18th April Mr. Ruthenberg writes to Colonel Storrs stating that calm having been restored to the city, he had demobilised the "Self Defence", to which Colonel Storrs replied with the decidedly disingenuous letter of the 21st April, asking what was meant by "Defence Corps" as the Administration had no cognisance of such a body.

Le colonel Storrs a dit qu'il devait soumettre la question à l'administrateur en chef et organiser une réunion pour l'après-midi. A 16 heures, ils se rencontrèrent de nouveau et le colonel Storrs tenta de rétablir la confiance dans l'administration en relatant les mesures prises pour protéger les Juifs. Ruthenberg et Jabotinsky ont approuvé, mais ont insisté pour que la police arabe - contre laquelle de nombreuses plaintes avaient déjà été déposées - soit désarmée et que les jeunes juifs soient armés sous leur responsabilité si l'administration le jugeait nécessaire. Comme compromis, le colonel Bramley suggéra la formation d'un corps de gendarmes spéciaux, ce que Ruthenberg et Jabotinsky acceptèrent, mais le colonel Storrs refusa. Un certain nombre d'autres propositions ont été discutées et approuvées. Pendant la soirée et la nuit, les dirigeants juifs utilisèrent leurs hommes d'une manière limitée car le colonel Storrs avait promis que personne ne serait arrêté s'ils ne marchaient pas en bandes. (Il est juste de dire que le colonel Storrs nie avoir fait une telle promesse), ils ont patrouillé la ville et recueilli des informations. Les événements de lundi et mardi ont décidé les autorités à utiliser la force et, mardi, M. Ruthenberg a été convoqué dans le gouvernorat et informé par le colonel Storrs et le colonel Beddy, O.O. Troops, que l'administration avait décidé d'utiliser ses hommes et demandé combien il pouvait produire

Il a été expliqué qu'ils devaient être utilisés comme agents spéciaux et non comme agents armés. Tard ce soir-là, on a demandé à M. Ruthenberg qu'une centaine d'hommes soient présentés le lendemain matin à 8 heures du matin. Ils ont réussi à les présenter à l'époque et à l'endroit indiqués. Deux compagnies d'une cinquantaine d'hommes ont effectivement prêté serment lorsque l'Administration a décidé de suspendre l'ordre et que celui-ci n'a pas été exécuté. C'est M. Jabotinsky qui a choisi les hommes et il était en consultation constante avec les fonctionnaires jusqu'au moment de son arrestation le 7 avril. p71] Le 18 avril, M. Ruthenberg écrit au colonel Storrs pour lui dire que le calme ayant été rétabli dans la ville, il avait démobilisé la "Self Defence", à laquelle le colonel Storrs a répondu par la lettre résolument désobligeante du 21 avril, demandant ce que l'on entend par "Defence Corps" car l'administration n'avait pas connaissance d'un tel corps.

Mr. Ruthenberg admits that in arming the corps "the wishes of the Administration were disregarded for the reasons already alleged - but subsequent events proved we were right". The Administration disclaims all responsibility for Mr. Jabotinsky's arrest and places the onus upon the Military - yet the Legal Officers of the Administration were employed to draw the charges. This Court is unable to extend its mission into an inquiry into the conduct of the subsequent Military Court; but in view of the preceding circumstances into which the Court has been obliged to probe very thoroughly: the undoubted cause for anxiety among the Jewish Community, the admitted purely defensive intention of the organisers of the force, the constant consultation into which both the local officials and the Military entered with its leaders after the disturbances had broken out, the actual enrolment of a portion of the force as special constables with the active help of Mr. Jabotinsky: taking all these matters into account, together with Mr. Jabotinsky's record as the organiser of the Jewish Battalions for the service of the British Army, the Court feels itself obliged to record its opinion that the arrest and prosecution of Mr. Jabotinsky was ungenerous. No doubt the persistent impression that the Jews were in some way concerned as aggressors as well as the Arabs, in spite of the fact that the Arab casualties were practically negligible, is largely responsible for the attitude of the Military Authorities; and [p72] undoubtedly the repeated attempts of the Zionists to take action irrespective of the Authorities was embarrassing and a cause of exasperation, but other and milder methods might well, in view of all the circumstances, have been adopted.

62. At 4 p.m. on the 4th a conference was held at the Governorate at which were present Colonel Storrs, Military Governor, Colonel Bramley, Lieut. Howes, Colonel Beddy, O.C. 8th Brigade, Major Burrows, O.C. 51st Sikhs and Captain Condon, Brigade Major, 8th Brigade, to discuss the situation and make the necessary military dispositions for the night. It is important to bear in mind that previous to this conference, both Colonel Storrs and Colonel Beddy had received warning that further trouble might be expected in the town the next day. As a result of this conference all troops were removed from the central quarters of the walled city next morning at 6 a.m. with the exception of one platoon which was left in the Haram enclosure.

M. Ruthenberg admet qu'en armant le corps d'armée " les souhaits de l'administration ont été ignorés pour les raisons déjà alléguées - mais les événements ultérieurs ont prouvé que nous avons raison ". L'Administration nie toute responsabilité pour l'arrestation de M. Jabotinsky et impose le fardeau de la preuve aux militaires - pourtant les avocats militaires de l'Administration ont été employés pour porter les accusations. Cette Cour n'est pas en mesure d'étendre sa mission à une enquête sur la conduite du tribunal militaire qui a suivi, mais compte tenu des circonstances précédentes dans lesquelles la Cour a été obligée d'enquêter de manière très approfondie : l'inquiétude incontestable de la communauté juive, l'intention purement défensive reconnue des organisateurs de la force, la consultation constante dans laquelle tant les responsables locaux que les militaires se sont engagés avec ses dirigeants après les troubles, le recrutement effectif d'une partie du corps comme agents spéciaux avec le soutien actif de Monsieur. Jabotinsky : en tenant compte de toutes ces questions, ainsi que du bilan de M. Jabotinsky en tant qu'organisateur des bataillons juifs au service de l'armée britannique, la Cour se sent obligée de consigner son opinion que l'arrestation et la poursuite de M. Jabotinsky étaient peu généreuses. Il ne fait aucun doute que l'impression persistante que les Juifs étaient en quelque sorte concernés en tant qu'agresseurs aussi bien que les Arabes, malgré le fait que les pertes arabes étaient pratiquement négligeables, est largement responsable de l'attitude des autorités militaires ; et [p72] les tentatives répétées des Sionistes d'agir indépendamment des autorités étaient sans aucun doute embarrassantes et une cause de frustration, mais des méthodes plus légères et autres ont pu, vu les circonstances, bien être adoptées.

62. À 16 h le 4, une conférence a eu lieu dans le gouvernorat à laquelle étaient présents le colonel Storrs, gouverneur militaire, le colonel Bramley, le lieutenant Howes, le colonel Beddy, la 8e brigade du C.O., le major Burrows, les 51e Sikhs du C.O. et le capitaine Condon, major de brigade, 8e brigade, pour examiner la situation et préparer la nuit les mesures militaires nécessaires. Il est important de garder à l'esprit qu'avant cette conférence, le colonel Storrs et le colonel Beddy avaient été avertis que d'autres problèmes pourraient survenir dans la ville le jour suivant. A la suite de cette conférence, toutes les troupes ont été retirées des quartiers centraux de la ville fortifiée le lendemain matin à 6 heures, à l'exception d'un peloton qui a été laissé dans l'enceinte du Haram.

The inner picket consisting of two platoons was concentrated in the old Turkish Barracks just inside the Jaffa Gate. The British guards were left on the gates. This removal of the inner pickets proved to be a very serious error of judgment.

As to how this decision came about there is, unfortunately, a direct conflict of evidence. Colonel Beddy admits that the withdrawal was militarily unsound but states that he yielded to the strongly expressed wish of the Military Governor that all troops should be withdrawn early in order to enable "business to proceed as usual". Colonel Storrs on the other hand, while admitting his anxiety to re-open the city, declares that the decision was that only the outer cordon should be withdrawn so as to enable the market produce to come in and that he intended the inner pickets to remain until further notice and cites Colonel Bramley's record of events in [p73] confirmation. Colonel Beddy relies on the definite recollection of all his officers and points to his letter dated April 8th protesting against the inaccuracy of Colonel Bramley's record. If Colonel Storrs' and Colonel Bramley's record is correct, it is curious that we find Dr. de Sola Pool giving evidence to the effect that he met Colonel Storrs late on Sunday night and was assured by him that he found everything quiet and proposed to take off the military guards next morning early. It is also singular that all three of the military officers who attended the conference should have left with the same impression of what had been decided. In view of these facts, the Court can do no more than record the conflict of evidence. The result was unfortunate.

63. During the night of Sunday - Monday, everything appeared quiet. Early on Monday morning the Hebron pilgrims who had been confined for the night in the Police Barracks were conducted to the Haram and thence out of the city by St. Stephen's Gate on their way to Nebi Musa. They made a good deal of noise, shouting according to one witness for "Emir Feisal el Sultan", but no incident occurred as they were closely guarded by troops. Disorder, however, broke out in the city again at about 8.30 a.m. Great panic again prevailed amongst the Jews and the officers in charge on this and subsequent days complain of having been considerably harassed in their work by false intelligence given by the Jews, probably not intentionally, but under stress of excitement and fear.

Le piquet intérieur composé de deux pelotons était concentré dans l'ancienne caserne turque juste à l'intérieur de la porte de Jaffa. Les gardes britanniques ont été laissés sur les portes. Ce retrait des piquets intérieurs s'est avéré être une très grave erreur de jugement.

Quant à la façon dont cette décision a été prise, il y a malheureusement un conflit direct de preuves. Le colonel Beddy admet que le retrait était militairement mal fondé, mais déclare qu'il a cédé au souhait exprimé avec force par le gouverneur militaire que toutes les troupes soient retirées rapidement afin de permettre " que les affaires continuent comme d'habitude ". Le colonel Storrs, d'autre part, tout en admettant son anxiété de rouvrir la ville, déclare qu'il a été décidé que seul le cordon extérieur devait être retiré afin de permettre l'entrée des produits du marché et qu'il avait l'intention que les piquets intérieurs restent jusqu'à nouvel ordre et cite le compte rendu des événements du colonel Bramley dans sa [p73] confirmation. Le colonel Beddy s'appuie sur les souvenirs précis de tous ses officiers et renvoie à sa lettre du 8 avril protestant contre l'inexactitude du dossier du colonel Bramley. Si le dossier du colonel Storrs et du colonel Bramley est exact, il est curieux de voir le Dr de Sola Pool témoigner qu'il a rencontré le colonel Storrs tard dimanche soir et qu'il lui a assuré qu'il avait tout trouvé calme et a proposé de retirer les gardes militaires le lendemain matin tôt. Il est également singulier que les trois officiers militaires qui ont assisté à la conférence soient repartis avec la même impression de ce qui avait été décidé. Compte tenu de ces faits, la Cour ne peut que constater le conflit d'éléments de preuve. Le résultat a été malheureux.

63. Dans la nuit du dimanche au lundi, tout semblait calme. Tôt le lundi matin, les pèlerins d'Hébron qui avaient été confinés pour la nuit dans la caserne de la police ont été conduits au Haram et de là hors de la ville par la porte Saint-Étienne sur leur chemin vers Nebi Musa. Ils ont fait beaucoup de bruit, criant selon un témoin "Emir Fayçal le Sultan", mais aucun incident ne s'est produit car ils étaient étroitement gardés par des troupes. Une grande panique régnait à nouveau parmi les Juifs et les officiers en charge ce jour-là et les jours suivants se plaignent d'avoir été considérablement harcelés dans leur travail par de fausses informations données par les Juifs, probablement pas intentionnellement, mais sous un stress d'excitation et de peur.

A certain amount of retaliatory shooting occurred on this day and there is evidence of attacks and arrests by Jews of Arab fellahs suspected of looting. A man named Mordecai Malchi was arrested for shooting Arabs on this and the previous day from the balcony of his [p74] house. The Indian escort of the prisoner was attacked by a crowd of Arabs led by an Arab policeman, intent on lynching the prisoner and on this occasion, three N.C.Os of the escort were stabbed by some persons among the attacking mob. Several murders and violent assaults on Jewish men, women and children are reported. Various cases of looting occurred, the most important being the looting of the Talmudic College, a building which was set on fire in some way not definitely established the following day. Martial law was proclaimed at 3 p.m. on this day and the police, against whom a number of serious charges had been preferred, were then withdrawn.

64. On Tuesday, notwithstanding that the Military were now in control, conditions of panic prevailed and a considerable number of Jews came in from the Arab quarters and were accommodated in a synagogue in the Jewish quarter. Two fires were recorded on this day, one being in the Talmudic College previously mentioned. Looting and violence continued. Major Hedog-Jones states that "in the absence of both police and soldiers, the breaking open of shops in the New Bazaar, and looting was absolutely unrestrained". Two cases of rape were reported - a Moslem girl was killed by a chance shot and some shooting was reported by Jews from the houses. It was on this morning, however, that the case of the Moroccan arrested by Lieut. Horridge occurred and it is quite possible that other alleged shootings by the Jews were really the work of agents provocateurs of this character. It was on this day that the two elderly Jews fired upon the Indian troops and were both killed. In the Moslem market near New Street, the Arab mob had to be fired on by the troops before the patrol could get to the house where the cases of rape occurred. By the evening of this day the position would seem to [p75] have been got under control. After this date occasional incidents are reported. Slight panic on Friday, the 9th, and looting of an empty Jewish house on Saturday, the 10th. Except for this the situation would appear to have become normal.

Un certain nombre de tirs de représailles ont eu lieu ce jour-là et il existe des preuves d'attaques et d'arrestations par des Juifs de fellahs arabes soupçonnés d'avoir commis des pillages. Un homme nommé Mordecai Malchi a été arrêté pour avoir tiré sur des Arabes sur cette maison et la veille depuis le balcon de sa maison[p74]. L'escorte indienne du prisonnier a été attaquée par une foule d'Arabes menée par un policier arabe, dans l'intention de lyncher le prisonnier et à cette occasion, trois N.C.O. de l'escorte ont été poignardés par des personnes de la foule agressive. Plusieurs meurtres et agressions violentes d'hommes, de femmes et d'enfants juifs ont été signalés. Divers cas de pillage se sont produits, le plus important étant le pillage du Collège talmudique, un bâtiment qui a été incendié d'une manière ou d'une autre et qui n'a pas été définitivement établi le jour suivant. La loi martiale a été proclamée à 15 heures ce jour-là et la police, contre laquelle un certain nombre d'accusations graves avaient été portées, a ensuite été retirée.

64. Mardi, malgré le fait que l'armée était maintenant sous contrôle, la panique régnait et un nombre considérable de Juifs sont arrivés des quartiers arabes et ont été hébergés dans une synagogue du quartier juif. Deux incendies ont été enregistrés ce jour-là, l'un d'eux se trouvant dans le Collège Talmudique mentionné précédemment. Les pillages et la violence se sont poursuivis. Le major Hedog-Jones déclare qu'"en l'absence de la police et des soldats, l'ouverture des magasins dans le Nouveau Bazar et le pillage ont été totalement débridés". Deux cas de viol ont été signalés - une jeune fille musulmane a été tuée par un coup de feu accidentel et des Juifs ont tiré dans les maisons. C'est ce matin, cependant, que le cas du Marocain arrêté par le lieutenant Horridge s'est produit et il est fort possible que d'autres fusillades présumées par les Juifs aient été réellement le fait d'agents provocateurs de ce type. C'est ce jour-là que les deux Juifs âgés ont tiré sur les troupes indiennes et ont été tués. Dans le marché musulman près de New Street, la foule arabe devait être la cible de tirs des troupes avant que la patrouille puisse se rendre à la maison où les cas de viol se sont produits. Dans la soirée de ce jour, la situation semble[p75] avoir été maîtrisée. Après cette date, des incidents occasionnels sont signalés. Légère panique le vendredi 9 et pillage d'une maison juive vidée le samedi 10. En dehors de cela, la situation semble être devenue normale.

65. It is somewhat remarkable that so much looting should have been carried on even after the declaration of Martial Law. A good deal of this no doubt was due to the intricacy of the streets in the old city and the difficulty of efficiently patrolling what is really a species of labyrinth. There seems also to have been a tendency to rely on fixed posts and a certain want of initiative in interpreting the orders given with respect to these posts. The evidence given in the case of Samuel Haramaty certainly seems to establish that this man's life might have been saved if the officer mentioned in the evidence, whose identity it has not been possible to fix definitely, had realised the position and permitted medical aid to be given to him without delay. Once the situation was got under control, it was effectively maintained, but it was undoubtedly too long a time before effective control was attained.

66. The total casualties reported amount to 251, of which 9 died, 22 were dangerously wounded and 220 slightly wounded.

The heaviest sufferers were the Jews who sustained the following losses:-

5 killed, 18 dangerously wounded, 193 wounded, making

a total of 216. Of the five killed, two were killed by the troops in circumstances previously related. The wounds of two others were also due to bullets. The rest were victims of the Arab attack with knives, sticks and stones. [p76]

The Moslems sustained the following losses:-

4 killed, all by firearms, 1 dangerously wounded, 20 others wounded,

making a total of 25. Among the four killed was the Moslem girl, who seems to have been the victim of a random shot.

In addition to the above casualties, 5 Christians (two wounded by firearms) and 7 soldiers are reported wounded - all apparently at the hands of the Arab mob.

65. Il est quelque peu remarquable que tant de pillages aient été perpétrés même après la proclamation de la loi martiale. C'est sans doute dû en grande partie à la complexité des rues de la vieille ville et à la difficulté de patrouiller efficacement ce qui est vraiment une espèce de labyrinthe. Il semble également y avoir eu une tendance à s'appuyer sur des postes fixes et un certain manque d'initiative dans l'interprétation des ordres donnés à l'égard de ces postes. Le témoignage de Samuel Haramaty semble certainement établir que la vie de cet homme aurait pu être sauvée si l'officier mentionné dans le témoignage, dont l'identité n'a pu être définitivement établie, s'était rendu compte de la situation et avait permis qu'une aide médicale lui soit apportée sans retard. Une fois que la situation a été maîtrisée, elle a été efficacement maintenue, mais il a sans doute fallu trop longtemps avant qu'un contrôle efficace soit atteint.

66. Le nombre total de victimes signalées s'élève à 251, dont 9 sont mortes, 22 ont été grièvement blessées et 220 légèrement blessées.

Les plus grandes victimes furent les Juifs qui subirent les pertes suivantes:-

5 tués, 18 dangereusement blessés, 193 blessés, ce qui représente

un total de 216. Sur les cinq personnes tuées, deux l'ont été par les troupes dans des circonstances précédemment liées. Les blessures de deux autres étaient également dues à des balles. Les autres ont été victimes de l'attaque arabe avec des couteaux, des bâtons et des pierres. [p76]

Les musulmans ont subi les pertes suivantes:-

4 tués, tous par armes à feu, 1 dangereusement blessé, 20 autres blessés,

ce qui fait un total de 25. Parmi les quatre personnes tuées se trouvait la jeune musulmane, qui semble avoir été victime d'un coup de feu tiré au hasard.

En plus des pertes susmentionnées, 5 chrétiens (deux blessés par armes à feu) et 7 soldats sont blessés - tous apparemment aux mains de la populace arabe.

From these figures it is clear that the incidence of the attack was against the Jews and that the attack against them was made in customary mob fashion with sticks, stones and knives. All the evidence goes to show that these attacks were of a cowardly and treacherous description, mostly against old men, women and children and frequently in the back. The total retaliatory efforts of the Jews and the Military Authorities resulted in only 25 recorded casualties.

It is said that a number of fellaheen suffering from slight wounds may have escaped to the country, but the small number of casualties recorded against the mob is significant.

The alleged use of firearms by the Jews does not seem to have been very effective, the total number of non-Jews suffering from bullet wounds being 8, i.e. 6 Moslems and 2 Christians. It must be borne in mind that the military patrol on at least one occasion fired on the Arab mob and although the officer in charge states that he did not see any casualties, it is scarcely probable that none actually occurred in view of the fact that 15 rounds were fired at a range of about 25 yards. [p77] It is interesting to add that no attack was made at any time against the officers and men of the British regiment, nor were British officers molested if we except one or two attempts at rescue of prisoners: the attack was entirely directed against the Jews.

67. The Compensation Committee appointed to estimate the losses by looting, etc., had not quite completed its work when the Court rose, but up to the 7th June, the total claims put in amounted to £.E.74,414, of which sum £.E.62,515 was for goods and £.E.12,198 for cash. The claims examined up to that date amounted to £.E.59,763, of which £.E.49,976 were for goods and £.E.9,786 for cash. The total amount at present approved of is £.E.22,500 for goods; of the cash a certain proportion has been established by proof, but there is no evidence to establish the remainder and the Committee was still considering the course it ought to adopt as to this. The goods recovered amounted to the value of £.E.333 odd. Practically all the losses were experienced by the Jewish Community: only four Moslems and one Christian putting in claims apart from a claim for £.E.500 put in by some gipsies as damages resulting from an attack made on them by some Jews.

Il ressort clairement de ces chiffres que l'attaque a été perpétrée contre les Juifs et que l'attaque contre eux a été perpétrée de la manière habituelle de la foule avec des bâtons, des pierres et des couteaux. Toutes les preuves montrent que ces attaques étaient d'une description lâche et traître, surtout contre des hommes, des femmes et des enfants âgés et souvent dans le dos. L'ensemble des efforts de représailles des Juifs et des autorités militaires n'a fait que 25 victimes.

On dit qu'un certain nombre de fellahs souffrant de légères blessures ont pu s'échapper dans le pays, mais le petit nombre de victimes enregistrées contre la foule est significatif.

L'utilisation alléguée d'armes à feu par les juifs ne semble pas avoir été très efficace, le nombre total de non-juifs souffrant de blessures par balle étant de 8, c'est-à-dire 6 musulmans et 2 chrétiens. Il faut garder à l'esprit que la patrouille militaire a tiré au moins une fois sur la foule arabe et bien que l'officier responsable déclare n'avoir vu aucune victime, il est peu probable qu'il n'y en ait pas eu, étant donné que 15 obus ont été tirés à une distance d'environ 25 mètres. Il est intéressant d'ajouter qu'aucune attaque n'a été faite à aucun moment contre les officiers et les hommes du régiment britannique, et que les officiers britanniques n'ont pas été molestés si l'on excepte une ou deux tentatives de sauvetage de prisonniers : l'attaque était entièrement dirigée contre les Juifs.

67. Le Comité d'indemnisation chargé d'estimer les pertes par pillage, etc., n'avait pas tout à fait achevé ses travaux lorsque la Cour s'est levée, mais jusqu'au 7 juin, le montant total des demandes s'élevait à £.E.74,414, dont £.E.62,515 pour les biens et £.E.12,198 pour les espèces. Les réclamations examinées jusqu'à cette date s'élevaient à £.E.59,763, dont £.E.49,976 pour les marchandises et £.E.9,786 pour les espèces. Le montant total approuvé à l'heure actuelle s'élève à 22 500 livres sterling pour les marchandises ; une certaine proportion de l'argent a été établie par preuve, mais il n'y a aucune preuve pour établir le reste et le Comité étudiait encore la voie qu'il devrait suivre à cet égard. La valeur des marchandises récupérées s'élevait à £.E.333 impairs. Pratiquement toutes les pertes ont été subies par la communauté juive : seulement quatre musulmans et un chrétien ont présenté des demandes d'indemnisation, à l'exception d'une demande d'indemnisation de £.E.500 présentée par certains gitans comme dommages résultant d'une attaque perpétrée contre eux par certains juifs.

Details of the various losses will be found in Major Hedog-Jones' report. Claims for losses through death, wounds, or loss of labour have not been considered to be within the province of this commission nor has one for [p78] £.E.2,000 from a man for the violation of his two daughters. Major Hedog-Jones also says: "I personally saw many houses which had been cleared of everything, even the cupboards being torn out of the walls and the woodwork of partitions, doors and cupboards and windows completely removed. Some very pitiful cases were encountered where whole families had been bereft of everything and young couples just starting life had lost all they had collected for their homes".

C. EXTENT OF RACIAL FEELING IN PALESTINE.

68. It is impossible to exaggerate the gravity of the position erected in Palestine by the various misunderstandings and indiscretions narrated in the foregoing report. On the one hand we are faced with a native population thoroughly exasperated by a sense of injustice and disappointed hopes, panic stricken as to their future and as to ninety per cent of their numbers in consequence bitterly hostile to the British Administration. They are supported and played upon by every element in the Near East of an anti-British character and are ready to throw in their lot with any leader who will rise in revolt against Allied Authority. Already it is said that elaborate plans are being discussed and dates fixed for an insurrection which may involve the whole of Islam in the Near East. In this connection the [p79] evidence of Dr. Paterson and Colonel Bramley is worthy of careful consideration and although a good deal of plotting and conspiracy of this character may be said to be endemic in the East, the signs and warnings openly displayed cannot safely be ignored. It has been said by the Zionists that the popular excitement is purely artificial and largely the result of propaganda by the effendi class, which fears to lose its position owing to Jewish competition. It is sufficient to quote the evidence of Major Waggett with which the Court finds itself in full accord, when he says: "It is very important to realise that the opposition is by no means superficial or manufactured, and I consider this a very dangerous view to take of the situation".

Le rapport du major Hedog-Jones donne des détails sur les diverses pertes. Les réclamations pour pertes par décès, blessures ou perte de travail n'ont pas été considérées comme étant dans la province de cette commission, pas plus qu'une réclamation de [p78] £.E.2,000 d'un homme pour le viol de ses deux filles. Le major Hedog-Jones dit aussi : "Personnellement, j'ai vu beaucoup de maisons qui avaient été débarrassées de tout, même les placards arrachés des murs et les boiseries des cloisons, portes, placards et fenêtres complètement enlevés. On a rencontré des cas très pitoyables où des familles entières avaient été privées de tout et où de jeunes couples qui commençaient à peine leur vie avaient perdu tout ce qu'ils avaient collecté pour leur maison".

C. L'ÉTENDUE DES SENTIMENTS RACIAUX EN PALESTINE.

68. Il est impossible d'exagérer la gravité de la situation intervenue en Palestine par les différents malentendus et indiscretions évoqués dans le rapport précédent. D'une part, nous sommes confrontés à une population indigène profondément exaspérée par un sentiment d'injustice et d'espoir déçu, paniquée quant à son avenir et quant à quatre-vingt-dix pour cent de ses membres, par conséquent amèrement hostile envers l'administration britannique. Ils sont soutenus et joués par tous les éléments du Proche-Orient à caractère antibritannique et sont prêts à jeter leur sort avec tout chef qui se révoltera contre l'autorité alliée. On dit déjà que des plans élaborés sont en cours de discussion et que des dates sont fixées pour une insurrection qui pourrait concerner l'ensemble de l'Islam au Proche-Orient. À cet égard, le témoignage [p. 79] du Dr Paterson et du colonel Bramley mérite un examen attentif et, bien qu'on puisse dire qu'une bonne partie des complots et des conspirations de ce personnage sont endémiques dans l'Est, les signes et les avertissements affichés ouvertement ne peuvent être ignorés sans risque. Il a été dit par les sionistes que l'excitation populaire est purement artificielle et résulte en grande partie de la propagande de la classe effendi, qui craint de perdre sa position en raison de la concurrence juive. Il suffit de citer le témoignage du major Waggett, avec lequel la Cour se trouve en plein accord, lorsqu'il dit : "Il est très important de réaliser que l'opposition n'est en aucun cas superficielle ou fabriquée, et je considère qu'il est très dangereux d'adopter une telle attitude dans cette situation".

On the other hand we have the Zionists, whose impatience to achieve their ultimate goal and indiscretion are largely responsible for this unhappy state of feeling, now bitterly hostile to the British Administration and suffering under a sense of injuries inflicted, which, in their view, ought to have been anticipated and avoided. They are ready to use their powerful foreign and home influence to force the hand of this or any future Administration. If not carefully checked they may easily precipitate a catastrophe, the end of which it is difficult to forecast. While it is certainly not a case for despair, it is equally certain that what is needed is a very firm hand exercised by the Mandatory Power, making it quite clear to all parties that while the Balfour [p80] Declaration is a chose jugée which will most inevitably be executed, the Administration will nevertheless hold the scales as between all parties with rigid equality: that the Zionists must be content to exercise patience and gain their National Home by such gradual and reasonable methods as the country is capable of supporting and that the native population must cease from allowing themselves to become the catspaw of anti-Allied and anti-Christian conspirators and learn to acquire a perfect confidence in the Administration's firm resolution to protect them and their interests in the country which they have an undoubted right to consider their own.

D'autre part, nous avons les sionistes, dont l'impatience d'atteindre leur but ultime et l'indiscrétion sont en grande partie responsables de cet état de malaise, maintenant amèrement hostile à l'administration britannique et souffrant sous un sentiment de blessures infligées, qui, à leur avis, auraient dû être prévues et évitées. Ils sont prêts à user de leur puissante influence étrangère et nationale pour forcer la main de cette administration ou de toute autre administration future. Si celles-ci ne sont pas soigneusement contrôlées, elles peuvent facilement précipiter une catastrophe dont il est difficile de prévoir la fin. S'il ne s'agit certainement pas d'un cas de désespoir, il est tout aussi certain que ce qu'il faut, c'est une main très ferme exercée par le Pouvoir Mandataire, en indiquant clairement à toutes les parties que si la Déclaration Balfour [p80] est une chose jugée qui sera inévitablement exécutée, l'Administration tiendra néanmoins la balance entre toutes les parties dans une stricte égalité : que les Sionistes doivent se contenter de faire preuve de patience et de gagner leur foyer national par des méthodes graduelles et raisonnables que le pays est capable de soutenir et que la population autochtone doit cesser de se permettre de devenir la patte de chat des conspirateurs antialliés et anti-chrétiens et apprendre à acquérir une confiance parfaite dans la ferme résolution de l'Administration pour les protéger ainsi que leurs intérêts dans le pays dont ils ont un droit incontesté à considérer le leur propre.

D. CONCLUSIONS.

69. The following are the considered opinions submitted by the Court:-

That the causes of the alienation and exasperation of the feelings of the population of Palestine are:-

Disappointment at the non-fulfilment of promises made to them by British propaganda.

Inability to reconcile the Allies' declared policy of self-determination with the Balfour Declaration, giving rise to a sense of betrayal and intense anxiety for their future.

Misapprehension of the true meaning of the Balfour Declaration and forgetfulness of the guarantees determined therein, due to the loose rhetoric of politicians and the exaggerated statements and writings of interested persons, chiefly Zionists.

Fear of Jewish competition and domination, justified by experience and the apparent control exercised by the Zionists over the Administration.

Zionist indiscretion and aggression, since the Balfour Declaration aggravating such fears.

Anti-British and anti-Zionist propaganda working on the population already inflamed by the sources of irritation aforesaid. [p81]

That the Zionist Commission and the official Zionists by their impatience, indiscretion and attempts to force the hands of the Administration, are largely responsible for the present crisis.

That the Administration prior to the riots on the whole maintained under difficult circumstances an attitude of equal justice to all parties and that the allegations of bias put forward by both sides, Arab and Zionist, are unfounded.

That the Administration was considerably hampered in its policy by the direct interference of the Home Authorities, and particularly by the fact that the late Chief Political Officer, Colonel Meinertzhagen, acted as a direct channel of communication with the Foreign Office independent of the High Commissioner and submitted to the Foreign Office, advice, not only independent of the High Commissioner, but at times contrary to the latter's considered opinion.

That the non-publication of the Foreign Office declaration of policy, though rejected for serious reasons, was an error.

D. CONCLUSIONS.

69. Les avis suivants sont les opinions considérées soumises à la Cour :-

Que les causes de l'aliénation et de l'exaspération des sentiments de la population palestinienne sont les suivantes:-

Déception devant le non-respect des promesses qui leur ont été faites par la propagande britannique.

Incapacité de concilier la politique d'autodétermination déclarée des Alliés avec la Déclaration Balfour, ce qui donne lieu à un sentiment de trahison et à une anxiété intense pour leur avenir.

Mauvaise interprétation du sens véritable de la Déclaration Balfour et oubli des garanties qui y sont énoncées, en raison de la rhétorique lâche des politiciens et des déclarations et écrits exagérés des personnes intéressées, principalement des sionistes.

Peur de la concurrence et de la domination juives, justifiée par l'expérience et le contrôle apparent exercé par les sionistes sur l'administration.

L'indiscrétion et l'agression sioniste, depuis la Déclaration Balfour qui a aggravé ces craintes.

Propagande antibritannique et antisioniste travaillant sur la population déjà enflammée par les sources d'irritation précitées. [p81]

Que la Commission sioniste et les sionistes officiels par leur impatience, leur indiscrétion et leurs tentatives de forcer les mains de l'Administration, sont largement responsables de la crise actuelle.

Que, dans l'ensemble, l'administration avant les émeutes a maintenu dans des circonstances difficiles une attitude d'égalité envers toutes les parties et que les allégations de partialité avancées par les deux parties, arabe et sioniste, sont sans fondement.

Que l'Administration a été considérablement entravée dans sa politique par l'ingérence directe des autorités du pays d'origine, et en particulier par le fait que le regretté chef du service politique, le colonel Meinertzhagen, a servi de canal de communication direct avec le Ministère des affaires étrangères, indépendant du Haut Commissaire et soumis au Foreign Office, des avis non seulement indépendants du Haut Commissaire, mais parfois en contradiction avec son opinion.

La non-publication de la déclaration de politique du Foreign Office, bien que rejetée pour des raisons sérieuses, était une erreur.

That although the deliberation over a policy of accepting the Emir Feisal as titular King of Palestine might have aggravated the local situation, had it become publicly known, there is not sufficient evidence to show whether it did so become known to other than the Zionists, who undoubtedly were alarmed at it.

That the Military Governorate of Jerusalem failed to make adequate preparations for a possible disturbance at the Nebi Musa Pilgrimage in spite of the receipt of warnings and ample knowledge of the situation, such failure being probably due to over confidence induced by the success of the police authorities in handling earlier demonstrations.

That in spite of the prohibition of political demonstrations no definite instructions were issued by the Military Governorate to the police to prevent the delivery of inflammatory speeches on the occasion of the Nebi Musa pilgrimage.

That the decision to withdraw the troops from inside [p82] the city at 6 a.m. on Monday, April 5, whoever was responsible for it, was an error of judgement.

That the Military were slow in obtaining full control of the city after Martial Law had been proclaimed.

That the situation at present obtaining in Palestine is exceedingly dangerous and demands firm and patient handling if a serious catastrophe is to be avoided.

(Signed) P.C. Palin, Major General, President. G.H. Wildblood, Brigadier General, Member C. Vaughan Edwards, Lieutenant Colonel, Member A.L. McBarnet, Judge Courts of Appeal, Egypt, Legal Adviser.

Port Said. 1st July, 1920.

The Defence Scheme prepared by his G.O.C. troops actually contemplated an attack on the Jewish population.

Que même si la délibération sur une politique d'acceptation de l'Émir Fayçal comme roi titulaire de Palestine aurait pu aggraver la situation locale, si elle avait été rendue publique, il n'y a pas suffisamment de preuves pour montrer si elle l'a été pour d'autres que les sionistes, qui étaient sans doute alarmés par elle.

Que le Gouvernorat militaire de Jérusalem n'a pas fait les préparatifs nécessaires en vue d'une éventuelle perturbation du pèlerinage des Nebi Musa malgré les avertissements reçus et une connaissance approfondie de la situation, un tel échec étant probablement dû à une confiance excessive induite par le succès des autorités de police dans la gestion des manifestations précédentes.

Qu'en dépit de l'interdiction des manifestations politiques, le Gouvernorat militaire n'a pas donné d'instructions précises à la police pour empêcher que des discours incendiaires ne soient prononcés à l'occasion du pèlerinage des Nebi Musa.

Que la décision de retirer les troupes de l'intérieur[p82] de la ville à 6 heures du matin le lundi 5 avril, quel qu'en soit le responsable, était une erreur de jugement.

Que les militaires ont été lents à obtenir le plein contrôle de la ville après la proclamation de la loi martiale.

Que la situation qui prévaut actuellement en Palestine est extrêmement dangereuse et exige une gestion ferme et patiente si l'on veut éviter une catastrophe grave.

(Signé) P.C. Palin, général de division, président. G.H. Wildblood, général de brigade, membre C. Vaughan Edwards, lieutenant-colonel, membre A.L. McBarnet, juge aux cours d'appel, Égypte, conseiller juridique.

Port Saïd. 1er juillet 1920.

Le plan de défense préparé par ses troupes du G.O.C. envisageait en fait une attaque contre la population juive.